

# **Rapport du Comité des contributions**

**Soixante-dix-septième session  
(5-23 juin 2017)**



Nations Unies • New York, 2017



*Note*

Les cotes des documents de l'Organisation des Nations Unies se composent de lettres et de chiffres. La simple mention d'une cote renvoie à un document de l'Organisation.

## Résumé

À sa soixante-dix-septième session, le Comité des contributions a examiné la méthode de calcul du barème des quotes-parts, conformément à l'article 160 du Règlement intérieur et aux résolutions 58/1 B et 70/245 de l'Assemblée générale.

En ce qui concerne la méthode d'établissement du barème des quotes-parts, le Comité :

a) A rappelé et réaffirmé sa recommandation tendant à ce que le barème des quotes-parts repose sur les données les plus récentes, les plus complètes et les plus comparables du revenu national brut;

b) S'est félicité de l'augmentation du nombre d'États Membres appliquant les normes les plus récentes conformes au Système de comptabilité nationale (SCN) de 2008 ou au SCN de 1993 et a exprimé son soutien à la Division de statistique du Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat pour les efforts qu'elle faisait afin d'intensifier la coordination, de multiplier les activités de sensibilisation et de favoriser l'application du SCN et la production des statistiques connexes au niveau national, de manière que les États Membres puissent présenter dans les meilleurs délais des données suffisamment complètes, détaillées et de bonne qualité sur leurs comptes nationaux;

c) A recommandé que l'Assemblée générale encourage les États Membres à répondre aux questionnaires sur leurs comptes nationaux dans les meilleurs délais en utilisant le SCN 2008 ou le SCN 1993;

d) A rappelé et réaffirmé sa recommandation tendant à ce que les taux de change du marché soient utilisés pour calculer le barème des quotes-parts, sauf s'il devait en résulter des fluctuations ou des distorsions excessives des statistiques du revenu national brut de certains États Membres exprimé en dollars des États-Unis, auquel cas il faudrait utiliser les taux de change corrigés des prix ou d'autres taux de conversion appropriés, si nécessaire au cas par cas;

e) A estimé qu'il était avantageux d'utiliser la même période de référence aussi longtemps que possible, une fois que celle-ci avait été choisie;

f) A estimé qu'un dégrèvement en faveur des pays à faible revenu par habitant demeurerait un élément essentiel du calcul du barème;

g) A décidé que le revenu national brut mondial moyen par habitant corrigé de l'endettement pourrait être utilisé pour calculer le seuil du dégrèvement en faveur des pays à faible revenu par habitant;

h) A décidé également qu'une autre méthode de calcul du seuil de dégrèvement en faveur des pays à faible revenu par habitant pourrait consister à utiliser un seuil corrigé de l'inflation;

i) A décidé de poursuivre, à ses futures sessions, l'examen de l'ensemble des éléments de la méthode de calcul du barème des quotes-parts, compte tenu des orientations que lui donnerait l'Assemblée générale.

Le Comité a également décidé de poursuivre l'examen des questions concernant l'effet de basculement et les variations brutales de la quote-part des États Membres lors du passage d'une période d'application du barème à l'autre, compte tenu des orientations que lui donnerait l'Assemblée générale.

Le Comité a estimé que l'application éventuelle d'une formule de limitation des variations des quotes-parts ne devrait pas être un élément de la méthode d'établissement du barème.

Le Comité a décidé d'étudier plus avant la question de l'actualisation annuelle du barème à ses sessions ultérieures, compte tenu des orientations que lui donnerait l'Assemblée générale.

En ce qui concerne les échéanciers de paiement pluriannuel, le Comité a noté qu'aucun nouvel échéancier n'avait été présenté. Il a rappelé que, par le passé, plusieurs États Membres s'étaient acquittés de tous les paiements prévus dans leur échéancier et a recommandé que l'Assemblée générale encourage les États Membres qui avaient accumulé des arriérés de contributions pouvant entraîner l'application de l'Article 19 de la Charte à envisager la possibilité de présenter de tels échéanciers.

Le Comité a encouragé tous les États Membres ayant des arriérés et demandant à bénéficier d'une dérogation à l'Article 19 de la Charte à donner à l'appui de leur demande des renseignements aussi complets que possible, y compris des indicateurs économiques. Il les a par ailleurs vivement engagés à présenter leurs demandes dès que possible avant l'expiration du délai fixé par l'Assemblée générale dans sa résolution [54/237 C](#).

Le Comité a encouragé les États Membres concernés à freiner l'augmentation des arriérés en faisant des versements annuels d'un montant supérieur à celui de leur quote-part actuelle. Il les a également encouragés à envisager de présenter des échéanciers de paiement pluriannuels et à consulter le Secrétariat à ce sujet.

Pour ce qui est des dérogations à l'application de l'Article 19 de la Charte, le Comité a recommandé que les Comores, la Guinée-Bissau, Sao Tomé-et-Principe et la Somalie soient autorisées à voter à l'Assemblée générale jusqu'à la fin de la soixante-douzième session.

Le Comité a décidé d'autoriser son président à adjoindre, au besoin, un additif au présent rapport.

Le Comité a décidé de tenir sa soixante-dix-huitième session à New York, du 4 au 29 juin 2018.

## Table des matières

| <i>Chapitre</i>  | <i>Page</i> |
|--|-------------|
| I. Participation . . . . .   | 6           |
| II. Mandat . . . . .   | 7           |
| III. Examen de la méthode d'établissement du barème des quotes-parts . . . . .   | 8           |
| A. Éléments de la méthode d'établissement du barème des quotes-parts . . . . .   | 8           |
| B. Autres propositions et éléments pouvant être pris en compte dans la méthode d'établissement du barème . . . . .   | 25          |
| IV. Échéanciers de paiement pluriannuels . . . . .   | 30          |
| A. Respect des échéanciers de paiement . . . . .   | 30          |
| B. Conclusions et recommandations . . . . .  | 31          |
| V. Application de l'Article 19 de la Charte des Nations Unies . . . . .  | 32          |
| A. Comores . . . . .   | 33          |
| B. Guinée-Bissau . . . . .   | 34          |
| C. Sao Tomé-et-Principe . . . . .  | 35          |
| D. Somalie . . . . .   | 36          |
| VI. Questions diverses . . . . .   | 38          |
| A. Participation des entités intergouvernementales et autres . . . . .   | 38          |
| B. Recouvrement des contributions . . . . .  | 38          |
| C. Paiement des contributions dans des monnaies autres que le dollar des États-Unis . . . . .  | 38          |
| D. Organisation des travaux du Comité . . . . .  | 38          |
| E. Méthodes de travail du Comité . . . . .   | 39          |
| F. Date de la prochaine session . . . . .  | 39          |
| <br><i>Annexes</i>   |             |
| I. Méthode d'établissement du barème des quotes-parts de l'Organisation des Nations Unies pour la période 2016-2018 . . . . .  | 40          |
| II. Critères systématiques utilisés pour recenser les États Membres pour lesquels les taux de change du marché pourraient être remplacés par d'autres taux . . . . . | 45          |
| III. Mise à jour de 2017 du barème des quotes-parts pour la période 2016-2018 . . . . .  | 46          |
| IV. Examen des variations de la quote-part entre le barème approuvé en 2015 pour la période 2016-2018 et l'actualisation de 2017 . . . . .                           | 54          |

## **Chapitre I**

### **Participation**

1. Le Comité des contributions a tenu sa soixante-dix-septième session au Siège de l'Organisation des Nations Unies du 5 au 23 juin 2017. Étaient présents Syed Yawar Ali, Cheikh Tidiane Deme, Jasminka Dinic, Gordon Eckersley, Edward H. Faris, Bernardo Greiver, Nikolay Lozinskiy, Baudelaire Ndong Ella, Toshiro Ozawa, Tōnis Saar, Henrique da Silveira Sardinha Pinto, Thomas Schlesinger, Ugo Sessi, Josiel Motumisi Tawana, Alejandro Torres Lepori, Steven Townley, Seongmee Yoon et Wei Zhang.
2. Le Comité a souhaité la bienvenue à ses nouveaux membres et remercié les cinq membres sortants – Jean Pierre Diawara, Mohamed Elshakshuki, Daopeng Fu, Simon Hough et Pedro Luis Pedrosa Cuesta – pour leur ardeur au travail durant les années passées à son service.
3. Bernardo Greiver a été élu président et Gordon Eckersley vice-président du Comité.

## Chapitre II

### Mandat

4. Le Comité des contributions a mené ses activités sur la base des attributions générales qui sont les siennes au titre de l'article 160 du Règlement intérieur de l'Assemblée générale et du mandat qui lui a été confié à l'origine aux paragraphes 13 et 14 de la section 2 du chapitre IX du rapport de la Commission préparatoire (PC/20) et dans le rapport de la Cinquième Commission (A/44) que l'Assemblée générale a adopté au cours de la première partie de sa première session, le 13 février 1946 [résolution 14 I) A, par. 3], et compte tenu des instructions données par l'Assemblée dans ses résolutions 46/221 B, 48/223 C, 53/36 D, 54/237 C et D, 55/5 B et D, 57/4 B, 58/1 A et B, 59/1 A et B, 60/237, 61/2, 61/237, 64/248, 67/238 et 70/245.

5. Le Comité a été saisi des comptes rendus analytiques des séances tenues à la soixante-dixième session de l'Assemblée générale par la Cinquième Commission au titre du point 138 de l'ordre du jour, intitulé « Barème des quotes-parts pour la répartition des dépenses de l'Organisation des Nations Unies » (A/C.5/71/SR.1 et 2), ainsi que du procès-verbal de la 23<sup>e</sup> séance plénière de la soixante et onzième session de l'Assemblée (A/71/PV.23) et du rapport correspondant présenté à l'Assemblée par la Cinquième Commission (A/71/414).

## Chapitre III

### Examen de la méthode d'établissement du barème des quotes-parts

6. Le Comité des contributions a rappelé que, dans sa résolution 55/5 B, l'Assemblée générale avait fixé les éléments de la méthode applicable au calcul du barème des quotes-parts pour la période 2001-2003, méthode qui avait servi à établir le barème des quotes-parts des cinq périodes suivantes. Dans sa résolution 58/1 B, réaffirmée dans sa résolution 61/237 et ses résolutions ultérieures, elle avait prié le Comité, conformément au mandat de ce dernier et à son propre Règlement intérieur, de poursuivre l'examen de la méthode applicable au calcul des futurs barèmes des quotes-parts en se fondant sur le principe selon lequel les dépenses de l'Organisation devaient être réparties approximativement en fonction de la capacité de paiement. Dans sa résolution 70/245, elle avait réaffirmé que le Comité était tenu, en tant qu'organe consultatif technique, d'établir le barème des quotes-parts en se fondant strictement sur des données fiables, vérifiables et comparables.

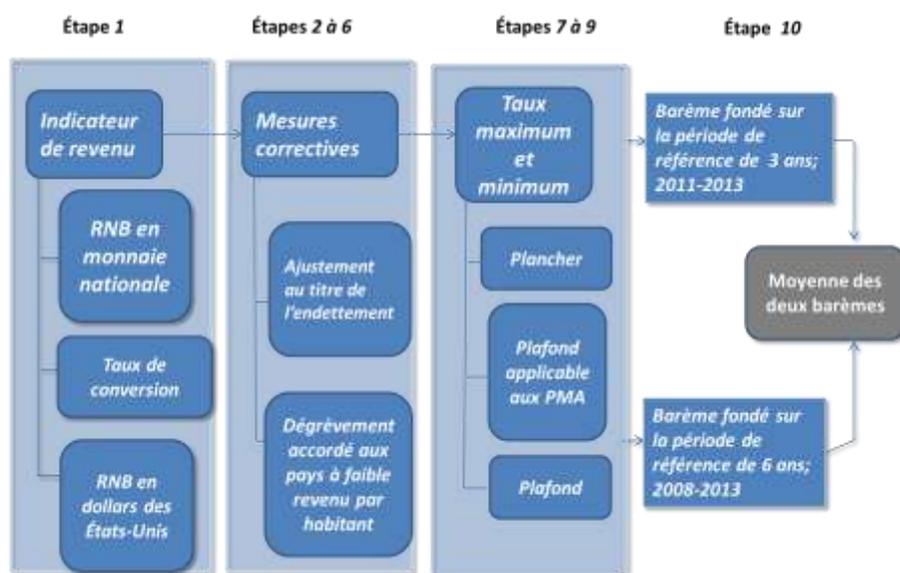
7. Le Comité a rappelé que dans sa résolution 70/245 par laquelle elle a adopté le barème des quotes-parts le plus récent, l'Assemblée générale avait estimé que la méthode actuelle de calcul du barème des quotes-parts pouvait être améliorée, en gardant à l'esprit le principe de la capacité de paiement. Elle avait noté que les données disponibles pour établir le barème des quotes-parts présentaient des lacunes et avait prié le Comité d'examiner, conformément à l'article 160 de son Règlement intérieur, toutes les données étayant les recours des États Membres et pouvant avoir une incidence du point de vue de leur capacité de paiement. Elle l'avait également prié d'examiner les éléments de la méthode d'établissement des futurs barèmes des quotes-parts, de formuler des recommandations à ce sujet, conformément à son mandat et au Règlement intérieur de l'Assemblée, afin que le barème corresponde bien à la capacité de paiement des États Membres, et de lui présenter un rapport sur la question avant la partie principale de la soixante-treizième session.

8. Le Comité a rappelé qu'à sa session précédente, il avait examiné la méthode d'établissement du barème des quotes-parts conformément à son mandat et au Règlement intérieur de l'Assemblée générale, formulé des recommandations et présenté un rapport à l'Assemblée générale durant la partie principale de la soixante et onzième session. Après avoir examiné les comptes rendus analytiques des débats tenus par la Cinquième Commission au titre du point 138 de l'ordre du jour de la soixante et onzième session de l'Assemblée, le Comité a noté que l'Assemblée ne lui avait donné aucune indication particulière quant à la méthode à utiliser pour l'établissement du barème des quotes-parts.

#### A. Éléments de la méthode d'établissement du barème des quotes-parts

9. Le Comité a également rappelé que le barème des quotes-parts avait été établi pour la période 2016-2018 selon la même méthode que pour les cinq périodes précédentes. La figure ci-après donne une vue d'ensemble de la méthode d'établissement du barème des quotes-parts; on trouvera dans l'annexe I un exposé détaillé explicitant chacune des étapes.

### Vue d'ensemble de la méthode d'établissement du barème des quotes-parts



Abréviations : PMA = pays les moins avancés; RNB = revenu national brut.

10. En exécution du mandat général que lui confère l'article 160 du Règlement intérieur de l'Assemblée, et comme suite aux demandes formulées par l'Assemblée dans ses résolutions [58/1 B](#) et [70/245](#), le Comité a procédé à un nouvel examen des éléments de la méthode en vigueur.

#### 1. Éléments permettant d'établir des estimations comparatives du revenu national

##### a) Indicateur de revenu

11. L'indicateur de revenu donne une première approximation de la capacité de paiement. Le Comité a rappelé que le Groupe de travail spécial intergouvernemental sur l'application du principe de la capacité de paiement avait examiné les indicateurs de revenu et convenu, en 1995, que le revenu national disponible constituait, en théorie, l'indicateur le plus juste de la capacité de paiement, car il représentait le revenu total dont les résidents d'un pays disposaient effectivement, c'est-à-dire le revenu national augmenté de la valeur nette des transferts courants (voir [A/49/897](#)). Le Groupe de travail avait cependant considéré que l'utilisation de cet indicateur n'était pas possible à cette date, les données y afférentes n'étant ni fiables ni largement disponibles.

12. Le Comité a examiné la disponibilité des données relatives au revenu national brut disponible (RNBD), sur la base des réponses données par les pays dans le questionnaire sur les comptes nationaux.

#### Disponibilité en décembre 2016 des données relatives au revenu national brut disponible

|  | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 |
|--|------|------|------|------|------|------|
| Nombre d'États Membres communiquant des données relatives au RNBD                                  | 143  | 140  | 139  | 122  | 105  | 46   |
| Contribution de ces États Membres selon le barème des quotes-parts pour 2016-2018 (en pourcentage) | 99,5 | 99,4 | 99,3 | 97,4 | 89,9 | 28,2 |

Abréviations : RNBD = revenu national brut disponible.

13. Le Comité a noté l'importance des transferts, y compris les envois de fonds, pour mesurer la capacité de paiement d'un pays dans une économie mondiale en pleine évolution. Ayant examiné les données les plus récentes, il a noté que la communication des données relatives au RNBD prenait toujours beaucoup de temps, en raison des délais très longs de collecte et de publication par les pays. La disponibilité des données s'était certes améliorée au fil des ans, mais la majorité des États Membres ne communiquaient toujours pas ces données rapidement. En décembre 2016, les données disponibles pour 2010 portaient sur 143 États Membres, mais pour 2015, elles ne portaient que sur 46 États Membres. Dans ces conditions, le Comité a estimé qu'il n'était pas encore possible de les utiliser pour établir le barème des quotes-parts.

14. À sa soixante-seizième session, le Comité avait réaffirmé que le barème des quotes-parts devait reposer sur les données du revenu national brut (RNB) les plus récentes, les plus complètes et les plus comparables.

15. Par le passé, le Comité avait aussi étudié la possibilité d'utiliser d'autres indicateurs de revenu pouvant mieux rendre compte de la capacité de paiement. À cette fin, il avait envisagé de combiner des indicateurs de revenu national et des indicateurs socioéconomiques sous la forme d'indices. Il a rappelé les difficultés techniques qu'il avait rencontrées par le passé et qui touchaient au choix des indicateurs les plus indiqués, à l'établissement de normes acceptables pour certains indicateurs, à la production de statistiques comparables et à la définition de coefficients appropriés d'ajustement du revenu.

16. Le Comité a rappelé qu'en 2008, la Commission de statistique avait adopté le Système de comptabilité nationale de 2008 comme norme statistique internationale pour l'établissement des comptes nationaux et avait engagé les États Membres à l'appliquer. Étant donné qu'il n'y avait pas de grandes différences entre les recommandations du SCN 1993 et celles du SCN 2008 concernant la méthode de calcul du produit intérieur brut (PIB) et du RNB, les données obtenues au moyen de l'une ou de l'autre norme étaient globalement comparables. Par le passé, le Comité avait cependant exprimé des préoccupations quant à la comparabilité des données communiquées par les pays qui utilisaient les versions les plus récentes du SCN (1993 ou 2008) et par ceux qui continuaient à utiliser la version de 1968. Il a noté que de plus en plus d'États Membres avaient adopté le SCN 1993 ou le SCN 2008, comme le montrait le tableau ci-après, ce qui renforçait la comparabilité des données. Au total, 176 États Membres communiquaient désormais des données conformes aux deux versions les plus récentes du SCN : 101 au moyen du SCN 1993 et 75 au moyen du SCN 2008.

#### **États Membres communiquant des statistiques de leurs comptes nationaux conformes au SNC 1993 ou au SNC 2008**

| <i>Année</i> | <i>Nombre d'États Membres</i> | <i>Pourcentage du RNB total des États Membres en 2015</i> | <i>Pourcentage de la population totale des États membres en 2015</i> |
|--------------|-------------------------------|---|--|
| 2009         | 134                           | 94,3  | 87,5   |
| 2010         | 139                           | 94,4  | 87,7   |
| 2011         | 150                           | 95,6  | 90,2   |
| 2012         | 156                           | 98,0  | 92,7   |
| 2013         | 163                           | 98,1  | 94,0   |
| 2014         | 167                           | 98,8  | 94,9   |
| 2015         | 172                           | 99,1  | 95,8   |
| 2016         | 176                           | 99,1  | 96,1   |

17. Le Comité a noté que si les données du RNB établies sur la base du SCN 1993 et du SCN 2008 étaient généralement comparables, celles qui étaient établies selon le SCN 1968 n'offraient pas le même degré de comparabilité en raison d'un certain nombre de modifications conceptuelles majeures opérées dans les deux récents systèmes. Les données du RNB communiquées au moyen du SCN 1993 ou du SCN 2008 donnaient également une image plus précise de la capacité de production totale d'une économie que les données présentées au moyen du SCN 1968. Le Comité s'est félicité de l'augmentation régulière du nombre d'États Membres qui communiquaient des données sur la base des récents systèmes et a souligné qu'il fallait que les 17 États Membres qui continuaient d'appliquer le SCN 1968 adoptent le SCN 1993 ou le SCN 2008 et commencent à communiquer sans tarder des données au moyen de ces systèmes. D'après les statistiques de la période 2010-2015, la part totale du RNB mondial revenant aux États Membres qui continuent à communiquer des données sur la base du SCN 1968 s'établit à 0,865 % et leur quote-part représente 0,534 %.

18. Le Comité a procédé à un examen des statistiques disponibles avec un décalage de deux ans et a noté que la réduction de ce décalage, pour l'établissement du barème des quotes-parts, continuait de se heurter à des difficultés pratiques. En effet, des États Membres continuaient de soumettre leurs données avec un retard considérable, et celles-ci devaient être complétées par celles provenant d'autres sources officielles, notamment les commissions régionales de l'ONU, le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale. Dans certains cas, il fallait aussi utiliser les estimations établies par la Division de statistique du Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat. Examinant les données disponibles, le Comité a constaté que l'on ne disposait de données officielles relatives au RNB pour 2015 que pour 34 % environ des États Membres, comme le montre le tableau ci-après. Si la Division a pu obtenir des données auprès d'autres sources officielles pour certains États Membres, elle a dû procéder à des estimations pour 48 autres. Cependant, dans la plupart des cas, les données officielles du PIB étaient disponibles et ont été utilisées comme base de ces estimations.

#### Sources des données relatives au revenu national brut (décembre 2016)

| Année | Nombre de questionnaires retournés |   |                               |                 |                     |            | Total |
|-------|------------------------------------|---|-------------------------------|-----------------|---------------------|------------|-------|
|       | Directement                        | Organisation de coopération et de développement économiques | Fonds monétaire international | Banque mondiale | Autres <sup>a</sup> | Estimation |       |
| 2010  | 96                                 | 34  | 2                             | 31              | 23                  | 7          | 193   |
| 2011  | 93                                 | 34  | 2                             | 36              | 20                  | 8          | 193   |
| 2012  | 75                                 | 34  | 2                             | 36              | 23                  | 8          | 193   |
| 2013  | 90                                 | 34  | 2                             | 44              | 27                  | 11         | 193   |
| 2014  | 67                                 | 34  | 1                             | 51              | 24                  | 16         | 193   |
| 2015  | 32                                 | 34  | 2                             | 54              | 23                  | 48         | 193   |

<sup>a</sup> Bureaux des statistiques des commissions régionales de l'ONU et des banques centrales ou régionales.

19. À ses précédentes sessions, le Comité avait examiné la fiabilité des statistiques disponibles avec un décalage de deux ans et s'était intéressé à l'incidence des révisions apportées aux données initialement soumises par les États Membres. Il a constaté que l'utilisation des données ultérieurement révisées par les États Membres

produisait des résultats notablement différents, en comparaison du barème approuvé. Il a également relevé que la plupart des organismes statistiques nationaux présentaient tout d'abord des estimations provisoires, puis des estimations révisées et enfin des chiffres définitifs. Certains États Membres ne pouvaient cependant publier que des estimations provisoires de leurs comptes nationaux avec un décalage de deux ans. Ces estimations provisoires faisaient souvent l'objet de révisions importantes les années suivantes. Le tableau ci-après, établi sur la base du dernier examen en date, montre l'ampleur des révisions annuelles moyennes apportées aux estimations du PIB, sur une période allant d'un an à quatre ans après la publication initiale. Pour certains pays, l'étendue des révisions des données les plus récentes pouvait être considérable.

### **Étendue des révisions annuelles du produit intérieur brut nominal après la publication initiale**

| <i>Données</i>                                 | <i>Délai écoulé après la publication initiale</i> |                 |                  |                   |
|--|---|-----------------|------------------|-------------------|
|  | <i>Un an</i>                                      | <i>Deux ans</i> | <i>Trois ans</i> | <i>Quatre ans</i> |
| Étendue moyenne des révisions (en pourcentage) | 4,6   | 3,6             | 3,2              | 2,7               |

20. À l'issue de l'examen des données qui étaient disponibles pour l'établissement du barème des quotes-parts de la période 2016-2018, le Comité avait noté que, compte tenu des limites de l'ensemble de données, il convenait de faire des compromis pour parvenir à un juste équilibre entre l'actualité, la fiabilité, la comparabilité et la possibilité de vérifier les données. Cela tenait à plusieurs facteurs, à savoir au retard dans la présentation par certains États Membres des données relatives à leurs comptes nationaux, au volume des estimations devant être prises en considération, au fait que certains États Membres utilisaient toujours le SCN 1968 et aux révisions majeures qui étaient soumises après la publication initiale. Dans sa résolution [70/245](#) portant adoption du barème des quotes-parts, l'Assemblée générale avait noté que les données disponibles pour établir le barème présentaient des lacunes. Dans la même résolution, elle avait réaffirmé que le Comité, organe technique, était tenu d'établir le barème des quotes-parts en se fondant strictement sur des données fiables, vérifiables et comparables. Par ailleurs, elle soutenait les travaux que menait la Division de statistique pour développer la statistique à l'échelle nationale et aider les pays et les organisations régionales à améliorer la coordination, renforcer le travail de promotion et accroître les ressources disponibles aux fins de la mise en œuvre des versions de 1993 et de 2008 du SCN.

21. À l'issue de son examen, le Comité :

a) **A rappelé et réaffirmé sa recommandation tendant à ce que le barème des quotes-parts repose sur les données les plus récentes, les plus complètes et les plus comparables du RNB;**

b) **S'est félicité de l'augmentation du nombre d'États Membres utilisant le SCN 2008 ou le SCN 1993 et a exprimé son soutien à la Division de statistique pour les efforts qu'elle continuait de faire afin d'intensifier la coordination, de multiplier les activités de sensibilisation et de favoriser l'application du SCN et la production des statistiques connexes au niveau national, de manière que les États Membres puissent présenter dans les meilleurs délais des données suffisamment complètes, détaillées et de bonne qualité sur leurs comptes nationaux;**

c) **A recommandé que l'Assemblée générale engage les États Membres à répondre aux questionnaires sur leurs comptes nationaux dans les meilleurs délais en utilisant le SCN 2008 ou le SCN 1993.**

**b) Taux de conversion**

22. Les données relatives au RNB communiquées par les États Membres dans leur monnaie nationale sont converties en une unité monétaire commune au moyen d'un taux de conversion. Conformément aux résolutions de l'Assemblée générale, un taux de conversion en dollars des États-Unis reposant sur les taux de change du marché (TCM) a été utilisé pour établir le barème, sauf lorsqu'il en résultait des fluctuations ou des distorsions excessives du revenu exprimé en dollars des États-Unis de certains États Membres, auquel cas des taux de change corrigés des prix (TCCP) ou d'autres taux de conversion appropriés ont été retenus.

23. Le Comité a rappelé qu'il avait élaboré des critères systématiques pour repérer les TCM entraînant des fluctuations ou des distorsions excessives du RNB et les remplacer par des TCCP ou d'autres taux de conversion appropriés. L'application progressive des critères systématiques, illustrée dans l'annexe II du présent rapport dans le cadre du barème des quotes-parts pour 2016-2018, pouvait se résumer comme suit :

a) La première étape consistait à repérer les États Membres dont le taux de change avec le dollar des États-Unis n'avait pas varié depuis longtemps et dont le RNB par habitant converti à ce taux ne semblait pas représentatif de la réalité économique, par exemple lorsqu'il n'était pas comparable à ceux des pays voisins ayant le même niveau de développement économique. Aux fins du calcul du barème des quotes-parts pour la période 2016-2018, le Comité a examiné les pays dont le coefficient de variation du TCM avait été inférieur à 3 % entre 2008 et 2013 pour recenser les pays considérés comme ayant eu un régime de change fixe durant cette période. Les TCM de ces pays ont également été comparés aux taux de change opérationnels de l'ONU et aux taux de change du FMI;

b) La deuxième étape a consisté à repérer les États Membres dont le taux de croissance était 1,5 fois supérieur ou 0,67 fois inférieur à celui du RNB mondial par habitant entre les deux dernières périodes triennales de référence considérées. Ce taux de croissance était le rapport du RNB par habitant, exprimé en dollars des États-Unis en valeur nominale (aux prix courants) sur la base du TCM, pendant une période triennale de référence, au RNB par habitant enregistré pendant la période triennale de référence précédente (on a considéré, par exemple, les périodes 2008-2010 et 2011-2013 pour établir le barème de la période 2016-2018);

c) La troisième étape a consisté à repérer les États Membres pour lesquels l'indice de valorisation du TCM était 1,2 fois supérieur ou 0,8 fois inférieur à l'indice moyen de valorisation du TCM de l'ensemble des États Membres au cours de la même période.

24. Le Comité a rappelé que les deux éléments intervenant dans l'application des critères, à savoir le taux de croissance du RNB par habitant et l'indice de valorisation du TCM des États Membres, étaient considérés par rapport aux valeurs correspondantes mesurées pour l'ensemble des États Membres. En procédant ainsi, on tenait compte des variations relatives des monnaies de tous les États Membres par rapport au dollar des États-Unis. À ses précédentes sessions, le Comité avait conclu qu'aucun critère n'était automatiquement à même de résoudre tous les problèmes de façon satisfaisante et que tel ou tel critère lui servirait uniquement de point de référence pour le guider dans le recensement des États Membres dont le TCM devrait être examiné.

25. À la présente session, le Comité a étudié à nouveau les moyens d'affiner les critères systématiques en modifiant la fourchette de variation des deux paramètres que sont le taux de croissance du RNB par habitant et l'indice de valorisation des TCM, ou en utilisant une mesure statistique, une moyenne mobile par exemple, pour atténuer l'incidence des fluctuations des taux de change sur la comparaison des

revenus nationaux. Il a examiné un certain nombre de variantes, notamment l'utilisation de moyennes sur trois ans, de moyennes sur six ans ou de moyennes des taux de change corrigées de l'inflation. Il a noté que leur application aux données actuelles n'avait pas amélioré la fiabilité des résultats et que les critères systématiques, dans leur définition actuelle, demeuraient un instrument globalement efficace pour l'identification des États Membres dont les TCM devaient être réexaminés. Il a décidé d'étudier plus avant les critères systématiques lors de ses sessions futures.

**26. Le Comité a rappelé et réaffirmé sa recommandation selon laquelle les taux de conversion fondés sur les TCM devraient être utilisés pour l'établissement du barème des quotes-parts, sauf s'il devait en résulter des fluctuations et distorsions excessives du RNB de certains États Membres exprimé en dollars des États-Unis, auquel cas des TCCP ou d'autres taux de conversion appropriés seraient utilisés au cas par cas s'il y avait lieu.**

**c) Période de référence**

27. Pour le calcul du barème des quotes-parts, une valeur moyenne est établie pour la période de référence considérée à partir des données sur le revenu exprimées en dollars des États-Unis. Le Comité a rappelé que la période de référence utilisée pour établir le barème avait varié de 1 à 10 ans. Pour la période 2001-2003, l'Assemblée générale avait adopté, dans sa résolution 55/5 B, une solution intermédiaire faisant intervenir des périodes statistiques de référence de six ans et de trois ans, compromis entre les partisans de périodes de référence courtes et ceux de périodes plus longues. Pour appliquer cette décision, deux barèmes étaient calculés séparément pour chacune des périodes et la moyenne des résultats était utilisée pour établir le barème final. Depuis, les barèmes des quotes-parts successifs ont été établis selon cette méthode.

28. Le Comité a étudié une autre solution consistant à établir d'abord la moyenne des RNB pour des périodes de trois ans et de six ans, à partir de laquelle serait calculé un seul barème, au lieu de calculer deux barèmes distincts pour chaque période et d'en faire la moyenne. Le Comité a noté qu'il était techniquement possible de procéder à une série unique de calculs pour établir le barème, comme le montraient les données fournies par la Division de statistique.

29. Certains membres étaient favorables à une solution de ce type. Ils ont estimé que cela permettrait de prendre en considération de manière plus simple la moyenne des périodes de trois ans et de six ans, sans pour autant modifier la méthode actuelle. D'autres membres ont estimé qu'il fallait continuer à calculer les deux barèmes et à faire la moyenne des résultats ainsi obtenus, conformément à la méthode qui avait été utilisée depuis l'adoption de la résolution 55/5 B par l'Assemblée générale.

30. Le Comité a également rappelé que la question des avantages et des inconvénients de l'adoption de périodes de référence brèves et de périodes de référence longues avait été examinée de manière approfondie lors de sessions antérieures. Certains de ses membres étaient favorables à des périodes longues, qui permettaient d'éliminer les fortes fluctuations de l'indicateur de revenu d'une année à l'autre. D'autres préféraient des périodes de référence courtes, qui donnaient une meilleure idée de la capacité de paiement des États Membres à un moment donné.

31. Le Comité a noté que le choix de la période de référence avait des effets sur le barème obtenu. Cela étant, une fois choisie la période de référence, son maintien dans la durée permettait d'atteindre les objectifs de comparabilité et de stabilité. C'était notamment le cas avec la méthode actuelle, qui était en vigueur depuis relativement longtemps.

32. Le Comité a estimé que dès lors qu'une période de référence avait été choisie, il était avantageux de la conserver aussi longtemps que possible.

## 2. Mesures d'allègement

33. La méthode d'établissement du barème comprend deux sortes de mesures d'allègement : l'ajustement au titre de l'endettement et le dégrèvement accordé aux pays à faible revenu par habitant. On trouvera ci-après un aperçu de ces deux types d'ajustement.

### Évolution générale de l'ajustement au titre de l'endettement et du dégrèvement accordé aux pays à faible revenu par habitant, par période d'application du barème (moyenne des résultats obtenus sur des périodes de référence de trois ans et de six ans)

| Période d'application du barème  | Ajustement au titre de l'endettement | Dégrèvement accordé aux pays à faible revenu par habitant | Somme de la redistribution de l'ajustement et du dégrèvement | Nombre de bénéficiaires du dégrèvement | Part des bénéficiaires du dégrèvement après l'ajustement <sup>a</sup> | Part des bénéficiaires du dégrèvement après application du dégrèvement <sup>b</sup> | RNB moyen par habitant des bénéficiaires du dégrèvement | RNB moyen par habitant des pays qui se partagent le coût du dégrèvement | RNB mondial moyen par habitant |
|----------------------------------|--------------------------------------|---|--|--|---|---|---|---|--------------------------------|
| 2001-2003                        | 0,786                                | 8,457   | 9,243  | 132                                    | 18,577  | 10,120  | 1 112   | 23 418  | 4 851                          |
| 2004-2006                        | 0,796                                | 8,627   | 9,423  | 130                                    | 16,449  | 7,822   | 1 064   | 23 328  | 5 097                          |
| 2007-2009                        | 0,711                                | 9,287   | 9,998  | 132                                    | 17,713  | 8,426   | 1 252   | 26 237  | 5 630                          |
| 2010-2012                        | 0,598                                | 9,564   | 10,163   | 134                                    | 20,553  | 10,989  | 1 778   | 30 634  | 6 988                          |
| 2013-2015                        | 0,545                                | 9,598   | 10,143   | 130                                    | 19,839  | 10,241  | 2 319   | 28 059  | 8 647                          |
| 2016-2018                        | 0,588                                | 10,132  | 10,720   | 131                                    | 26,240  | 16,107  | 3 497   | 33 804  | 10 186                         |
| Actualisation 2017 <sup>c</sup>  | 0,706                                | 9,767   | 10,473   | 131                                    | 28,685  | 18,918  | 3 916   | 34 193  | 10 483                         |
| Augmentation depuis <sup>d</sup> | -10,2                                | 15,5  | 13,3   | -0,8                                   | 54,4  | 86,9  | 252,1   | 46,0  | 116,1                          |

Abréviation : RNB = revenu national brut disponible.

<sup>a</sup> Somme des parts des États Membres bénéficiaires du dégrèvement après application de l'ajustement.

<sup>b</sup> Somme des parts des États Membres bénéficiaires du dégrèvement après application du dégrèvement.

<sup>c</sup> Actualisation du barème 2016-2018 fondée sur les données disponibles en décembre 2016 pour la période 2010-2015.

<sup>d</sup> Variation, en pourcentage, entre le barème 2001-2003 et l'actualisation 2017.

#### a) Ajustement au titre de l'endettement

34. Le Comité a rappelé que l'ajustement au titre de l'endettement, qui faisait partie de la méthode d'établissement du barème depuis 1986, avait été adopté en réponse à la crise de la dette durant laquelle un certain nombre de pays en développement n'étaient pas en mesure de refinancer la dette souveraine qu'ils avaient contractée auprès de créanciers étrangers. En conséquence, certains avaient dû faire face à des crises de solvabilité qui avaient sérieusement compromis leur capacité de paiement. L'ajustement au titre de l'endettement avait donc été adopté pour alléger la charge des États Membres en tenant compte de l'incidence du remboursement de la dette extérieure sur la capacité de paiement. Étant donné que les intérêts de la dette extérieure étaient déjà pris en compte dans le RNB, l'ajustement au titre de l'endettement était actuellement calculé en déduisant du RNB exprimé en dollars des États-Unis les remboursements du principal nominal de la dette. Il était indirectement à la charge de tous les États Membres puisque la part de chaque pays dans le RNB mondial était recalculée à partir du RNB ajusté de l'endettement. Le Comité a noté que, compte tenu des données statistiques

actualisées pour la période 2010-2015, l'effet total sur la répartition des points à redistribuer du fait de l'endettement était de 0,706 point de pourcentage. Au total, 121 membres bénéficieraient de l'ajustement au titre de l'endettement.

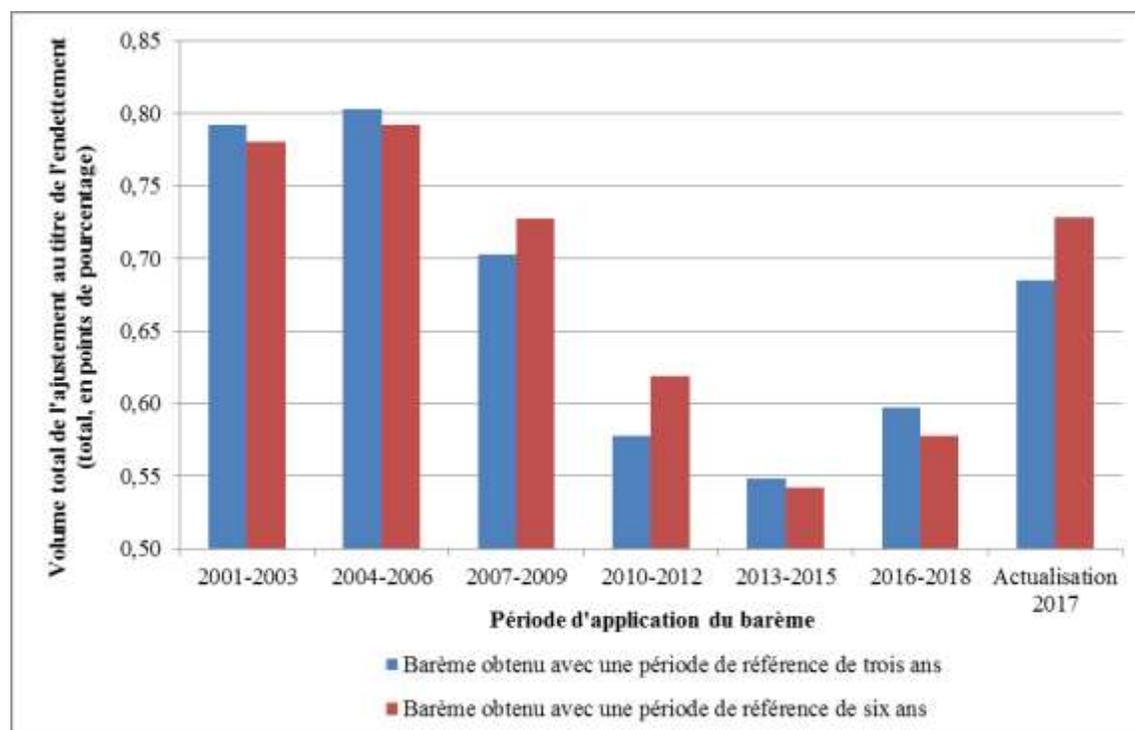
### Évolution générale de l'ajustement au titre de l'endettement, par période d'application du barème (moyenne des périodes de référence de trois ans et de six ans)

| Période d'application du barème | Ajustement au titre de l'endettement (pourcentage) | Nombre de bénéficiaires de l'ajustement au titre de l'endettement | Seuil de revenu établi par la Banque mondiale (dollars des États-Unis) |
|---------------------------------|--|---|--|
| 2001-2003                       | 0.786  | 112   | 9 412  |
| 2004-2006                       | 0.796  | 109   | 9 322  |
| 2007-2009                       | 0.711  | 103   | 9 443  |
| 2010-2012                       | 0.598  | 133   | 10 701   |
| 2013-2015                       | 0.545  | 129   | 11 868   |
| 2016-2018                       | 0.588  | 122   | 12 490   |
| Actualisation 2017 <sup>a</sup> | 0.706  | 121   | 12 603   |

<sup>a</sup> Actualisation du barème 2016-2018 fondée sur les données disponibles en décembre 2016 pour la période 2010-2015.

35. Le Comité a noté que la quantité de points à redistribuer au titre de l'endettement avait diminué sur plusieurs périodes. Toutefois, les dernières données statistiques pour la période 2010-2015 montraient une augmentation du volume de l'ajustement au titre de l'endettement.

### Points à redistribuer au titre de l'endettement par période d'application du barème



36. Le Comité a rappelé que, lorsque l'ajustement au titre de l'endettement avait été mis en place, il avait donné deux raisons pour lesquelles il était préférable de considérer la dette extérieure publique et non la dette extérieure totale. Premièrement, la dette extérieure totale ne comprenait qu'une partie de la dette extérieure privée. Deuxièmement, la dette extérieure privée et la dette extérieure publique ne pesaient pas de la même façon sur la capacité de paiement. Le Comité a cependant décidé de retenir la dette extérieure totale et non la dette extérieure publique parce que c'était la variable pour laquelle on disposait de plus de données et qu'il n'y était pas fait de distinction entre la dette publique et la dette privée. Ses considérations sur la question sont consignées dans le rapport sur les travaux de sa quarante-huitième session (voir [A/43/11](#), par. 11 à 21). Ces dernières années, la Banque mondiale dispose de bien meilleures données sur l'endettement public et les dettes garanties par l'État. Alors qu'en 1985, on ne disposait de données que pour 37 États Membres, on dispose à présent de telles données pour 123 pays.

37. Le Comité a noté que, outre les 123 États Membres inclus dans la base de données de la Banque mondiale, 14 autres États Membres remplissaient les conditions requises pour bénéficier de l'ajustement au titre de l'endettement dans le cadre de la méthode actuelle. Deux de ces États Membres avaient communiqué des données sur leur dette comme suite aux demandes qui leur avaient été adressées par l'intermédiaire de leur mission permanente auprès de l'Organisation des Nations Unies. S'agissant de ceux qui n'ont pas répondu, la Division de statistique a établi des estimations pour les États Membres au sujet desquels des données sur la dette avaient été précédemment fournies pour au moins une année comprise dans la période de référence. En ce qui concerne les pays restants, plusieurs étaient soumis à la clause du taux plancher et l'absence d'ajustement au titre de l'endettement était sans effet sur leur taux d'ajustement global. Le Comité a noté que l'absence de données concernant certains États Membres remplissant les conditions requises pour bénéficier de l'ajustement au titre de l'endettement avait des répercussions sur la possibilité d'établir un barème des quotes-parts strictement fondé sur des données fiables, vérifiables et comparables.

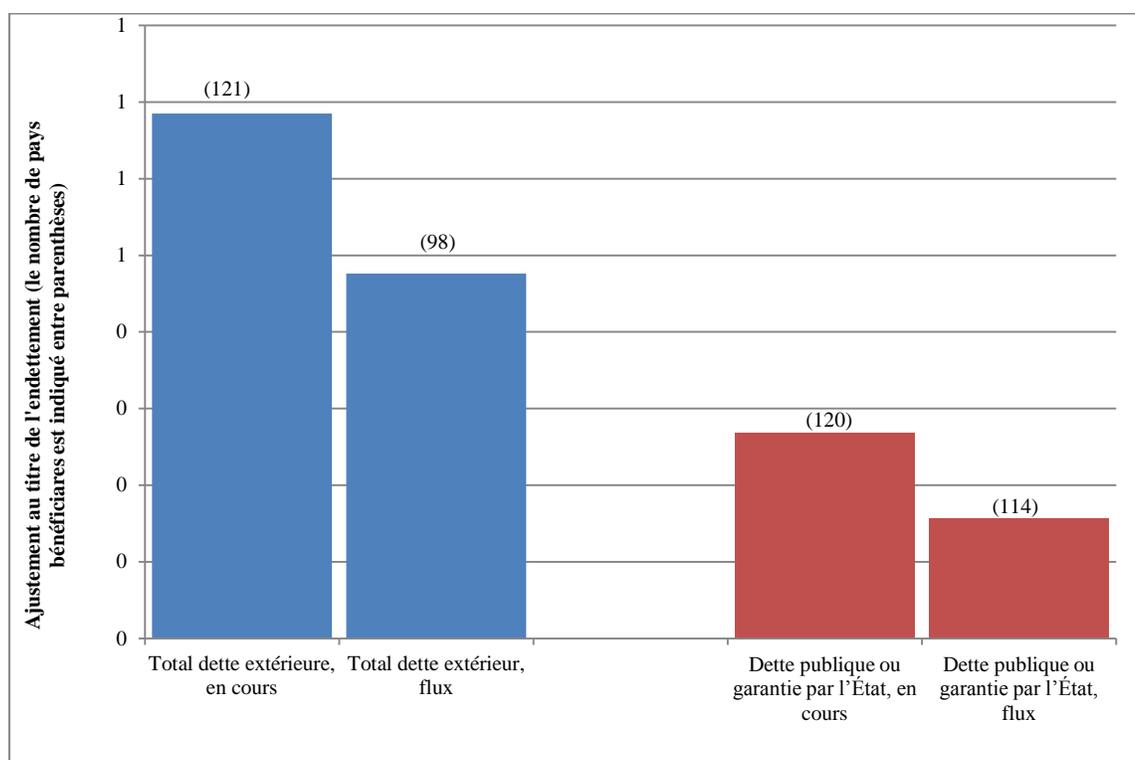
38. Le Comité a également rappelé que, comme il était difficile d'obtenir des données sur le remboursement de la dette à l'époque où l'ajustement avait été mis en place, il avait décidé que celui-ci serait égal à un pourcentage de la dette extérieure totale des pays concernés. Partant de l'hypothèse que la dette extérieure était remboursable en huit ans, l'ajustement à apporter au RNB avait été fixé à 12,5 % du montant total de l'encours annuel de la dette. C'est ce qu'on avait appelé la formule de l'encours de la dette. L'ajustement pourrait au contraire reposer sur des données relatives aux remboursements effectifs du principal de la dette, méthode désignée sous le nom de méthode du flux de la dette. Dans son rapport sur les travaux de sa cinquante-sixième session, le Comité a noté qu'en dépit du fait que certains membres considéraient l'endettement global comme une charge significative en soi, l'ajustement devrait être fondé sur des données reflétant les remboursements effectifs du principal plutôt que sur un pourcentage de l'encours de la dette (voir [A/50/11/Add.2](#) et Corr.1, par. 41).

39. S'agissant de l'obtention de données nécessaires pour appliquer les deux méthodes, celle de l'encours de la dette et celle du flux de la dette, le Comité a constaté que, pour la période 2010-2015, la base de données de la Banque mondiale sur les statistiques de la dette internationale donnait l'encours de la dette de 123 États Membres. Il s'agissait de pays en développement membres et emprunteurs de la Banque mondiale dont le RNB par habitant était inférieur au seuil établi par celle-ci pour désigner les pays à RNB par habitant élevé, soit 12 476 dollars. Il ressort des informations examinées par le Comité à sa présente session que le temps moyen de remboursement effectif de la dette extérieure pour 2010-2015 était

d'environ 12,4 ans, contre 8 ans selon l'hypothèse sur laquelle repose la formule de l'encours de la dette. Pour cette période, le temps effectif de remboursement de la dette publique ou des dettes garanties par l'État était de 13,1 ans.

40. En conséquence, il est possible de répondre aux deux questions que pose la méthode actuelle de l'ajustement au titre de l'endettement, à savoir : a) si les données utilisées doivent porter uniquement sur la dette publique ou garantie par l'État, ou bien sur la totalité de la dette extérieure; et b) si l'ajustement doit reposer sur l'encours ou sur le flux de la dette. Le graphique ci-dessous récapitule le nombre de bénéficiaires de l'ajustement au titre de l'endettement et les points de redistribution concernés compte tenu des différentes formules possibles.

**Comparaison des différentes méthodes d'ajustement au titre de l'endettement, pour une période de référence de six ans, actualisée avec les données disponibles en décembre 2016**



41. Le Comité a examiné la portée de l'ajustement au titre de l'endettement. À cet égard, certains membres ont fait observer que la situation économique avait beaucoup changé depuis l'adoption de l'ajustement en 1986. Ces dernières années, la crise financière internationale avait eu des répercussions sur l'endettement de nombreux pays, y compris de nombreux pays développés, qui ne bénéficiaient pas actuellement de l'ajustement au titre de l'endettement. Partant du principe que la dette pesait sur la capacité de paiement, certains ont fait valoir que l'ajustement au titre de l'endettement devait être appliqué à tous les États Membres. La Division de statistique a cependant noté qu'on ne disposait toujours pas d'une source de données unique sur la dette extérieure de tous les États Membres et que les données disponibles n'étaient pas comparables. Les mêmes membres ont fait observer que les conditions particulières qui avaient présidé à l'adoption de l'ajustement au titre de l'endettement en 1986 ne s'appliquaient plus à l'ensemble des 123 pays, mais qu'elles s'appliquaient en revanche à certains des pays ne figurant pas dans les données de la Banque mondiale. Toutefois, d'autres membres ont fait remarquer que

l'ajustement au titre de l'endettement était lié à la question du développement et qu'il devait donc continuer de se limiter aux pays n'atteignant pas le seuil établi par la Banque mondiale pour désigner les pays dont le RNB par habitant est élevé.

42. Certains membres ont estimé que l'ajustement au titre de l'endettement demeurait un élément essentiel de la méthode qui permettait de déterminer la capacité de paiement de nombreux États Membres et devait donc être conservé sous sa forme actuelle. Ils ont noté que les dernières données statistiques montraient que le volume de l'ajustement augmentait. Ils ont considéré que l'ajustement était nécessaire pour mesurer la capacité de paiement effective des États étant donné qu'il y avait encore plusieurs États Membres très endettés.

43. Sur la question de savoir s'il convenait d'utiliser la dette extérieure totale ou la dette publique, ces membres ont noté que, dans la mesure où le calcul du RNB prenait en compte les sources tant publiques que privées de revenu, c'était la dette extérieure totale qui devait logiquement être retenue pour le calcul de l'ajustement au titre de l'endettement. Ils étaient aussi d'avis que l'utilisation des chiffres de l'encours total de la dette était nécessaire, car c'était l'endettement total extérieur qui reflétait la capacité de paiement, et que, dans cet endettement total, la dette privée constituait un élément important qui jouait sur la capacité de paiement des États Membres.

44. S'agissant de savoir s'il convenait d'utiliser l'encours ou le flux de la dette, ces membres ont noté aussi que l'ajustement au titre de l'encours de la dette répondait mieux à la situation des États Membres qui avaient le plus besoin d'un allègement, ceux qui au fil des ans n'avaient pas été en mesure de servir leur dette et n'avaient donc pas pu réduire leur endettement total. Ils ont souligné que la récente crise financière internationale avait porté atteinte aux perspectives de développement de nombreux pays en développement, compromettant encore leur capacité de paiement et aggravant leur endettement. L'ajustement devait, selon eux, être conservé car il faisait entrer en jeu un facteur important de la capacité de paiement des États Membres.

45. D'autres membres ont appuyé l'idée que le calcul de l'ajustement au titre de l'endettement pouvait être affiné grâce à l'amélioration des moyens techniques et de la disponibilité des données. Ils ont fait observer que le manque de données ne constituait plus un obstacle technique à l'utilisation de données relatives à l'endettement extérieur public plutôt qu'à l'endettement extérieur total et qu'il n'empêchait plus le passage de la méthode de l'encours de la dette à celle du flux de la dette. Ils considéraient ces modifications comme des améliorations techniques de l'actuelle méthode de calcul du barème. À leur avis, la méthode du flux de la dette tenait compte des versements effectifs au titre du remboursement de la dette et représentait donc mieux la situation économique réelle du pays. Ces membres ont fait valoir que si l'on considérait le service de la dette comme un fardeau, il fallait tenir compte des versements effectifs au titre du service de la dette. Ils ont également dit que, si la méthode de l'encours de la dette était conservée, elle pourrait être nettement améliorée en actualisant la période de remboursement, qui était fondée sur l'hypothèse du remboursement sur une période de huit ans au moment de l'adoption de l'ajustement au titre de l'endettement en 1986. L'encours de la dette serait ainsi plus proche de la réalité économique actuelle.

46. Ces membres ont soulevé un certain nombre de points d'ordre conceptuel. Ils ont remis en question l'idée que la totalité de la dette constituait un fardeau, comme le supposait l'actuelle méthode de calcul, et affirmé que les taux d'intérêt du marché appliqués au refinancement de la dette renseignaient davantage sur l'incidence que la dette avait sur la capacité de paiement d'un État Membre, ce qui était déjà pris en compte dans l'estimation du RNB.

47. Le Comité a noté que l'absence de données n'était plus un facteur à prendre en considération pour déterminer si l'ajustement au titre de l'endettement a) devait se fonder sur la totalité de la dette extérieure ou uniquement sur la dette extérieure publique, et b) s'il devait reposer sur l'encours ou sur le flux de la dette. On disposait désormais de données sur la dette extérieure publique et sur les remboursements effectifs.

**48. Le Comité a décidé de continuer à examiner la question de l'ajustement au titre de l'endettement à des sessions ultérieures compte tenu des orientations que l'Assemblée générale pourrait lui donner.**

**b) Dégrèvement accordé aux pays à faible revenu par habitant**

49. Le Comité a noté que le dégrèvement accordé aux pays à faible revenu par habitant était un élément important de la méthode de calcul du barème depuis que l'Organisation avait vu le jour et qu'il avait servi à calculer le tout premier barème des quotes-parts. Il a rappelé que son mandat lui prescrivait notamment de procéder à une comparaison du revenu par habitant pour remédier à certaines anomalies résultant de l'utilisation d'estimations comparées du revenu national. **Le Comité a estimé que l'octroi d'un dégrèvement aux pays à faible revenu par habitant continuait à être un élément majeur de la méthode servant au calcul du barème.**

50. Le dégrèvement est accordé en fonction de deux paramètres : un seuil pour le RNB par habitant, qui sert à dresser la liste des pays ayant droit au dégrèvement, et un coefficient modérateur qui sert à déterminer l'ampleur de l'ajustement. Jusqu'en 1979, le coût du dégrèvement était réparti au prorata entre tous les États Membres; toutefois, à partir de cette année-là, il a été réparti entre les seuls États Membres dont le revenu par habitant était supérieur au seuil. Depuis l'adoption du barème applicable à la période 1995-1997, le seuil n'est plus un montant fixé en dollars, mais le RNB moyen par habitant de l'ensemble des États Membres. Le coefficient modérateur a été relevé au fil des ans, passant de 40 % en 1948 à 85 % en 1983. Depuis le calcul du barème pour la période 1998-2000, il est fixé à 80 %.

51. Si l'on se fonde sur les statistiques actualisées pour la période 2010-2015, l'effet total sur la répartition des points à redistribuer du fait du dégrèvement représenterait 9,767 points de pourcentage. Bien que l'effet total ait augmenté au fil du temps, les statistiques les plus récentes dénotent une diminution.

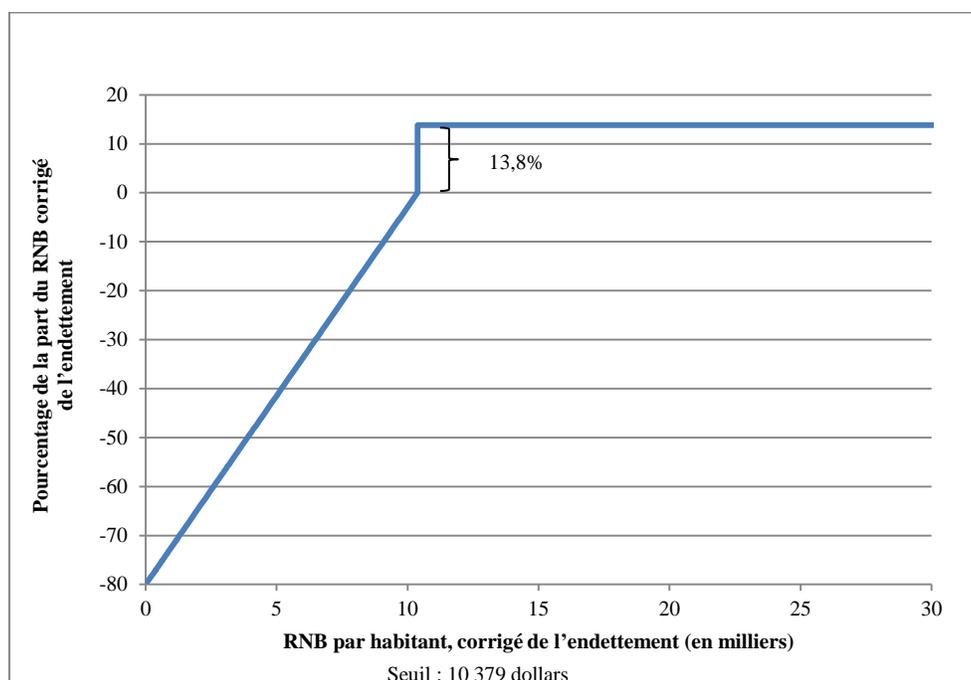
**Évolution du dégrèvement accordé aux pays à faible revenu par habitant, par période de calcul du barème (moyenne des périodes de référence de trois ans et de six ans)**

| <i>Période de calcul du barème</i> | <i>Dégrèvement accordé aux pays à faible revenu par habitant</i> | <i>Nombre de pays bénéficiaires</i> | <i>Revenu national brut mondial moyen par habitant</i> |
|------------------------------------|--|-------------------------------------|--|
| 2001-2003                          | 8,457  | 132                                 | 4 851  |
| 2004-2006                          | 8,627  | 130                                 | 5 097  |
| 2007-2009                          | 9,287  | 132                                 | 5 630  |
| 2010-2012                          | 9,564  | 134                                 | 6 988  |
| 2013-2015                          | 9,598  | 130                                 | 8 647  |
| 2016-2018                          | 10,132   | 131                                 | 10 186   |
| Actualisation 2017 <sup>a</sup>    | 9,767  | 131                                 | 10 483   |

<sup>a</sup> Actualisation du barème 2016-2018, en fonction des données disponibles en décembre 2016 pour la période 2010-2015.

52. À sa session actuelle, le Comité a examiné le dégrèvement accordé aux pays à faible revenu par habitant, s'appuyant pour ce faire sur des statistiques actualisées. La figure ci-après présente l'augmentation en pourcentage de la part du RNB corrigé de l'endettement, par rapport au RNB par habitant corrigé de l'endettement. Le coefficient modérateur étant fixé à 80 %, le dégrèvement accordé aux États Membres qui se situent en deçà du seuil oscille entre 80 % et 0 %; il diminue à mesure que le RNB par habitant corrigé de l'endettement se rapproche du seuil. Le dégrèvement accordé aux États Membres qui se situent au-delà du seuil correspond à 13,8 % du RNB par habitant corrigé de l'endettement, comme l'illustre la figure ci-après.

**Dégrèvement accordé aux pays à faible revenu par habitant, en pourcentage de la part du RNB corrigé de l'endettement par rapport au RNB par habitant corrigé de l'endettement (à titre d'exemple le seuil est fixé à 10 379 dollars, compte tenu d'une période de référence de six ans)**



53. Se fondant sur les statistiques les plus récentes, des membres du Comité ont déclaré que le dispositif de dégrèvement était un élément de la méthode de calcul qui continuait de fonctionner de façon satisfaisante et qui devrait être maintenu sous sa forme actuelle. Ils ont relevé qu'avec le temps, le RNB par habitant avait augmenté dans de nombreux pays et que les dégrèvements accordés à ces derniers étaient plus modestes. De plus, le nombre des bénéficiaires avait varié, car certains pays avaient franchi le seuil de déclenchement et n'obtenaient plus aucun dégrèvement, mais contribuaient désormais au financement de l'abattement accordé à ceux qui se situaient en dessous du seuil. Ces membres ont noté que les dernières statistiques dénotaient une diminution en ce qui concernait la redistribution des points. Ils étaient d'avis de continuer à utiliser le RNB par habitant mondial moyen pour établir le seuil et ont fait valoir qu'un seuil reposant sur le revenu par habitant mondial moyen reflétait bien la situation économique et était donc une bonne base pour la définition des pays à faible revenu par habitant. Ils ont également appelé l'attention sur les modifications notables apportées aux récents barèmes de quotes-parts, qui prévoyaient des augmentations pour de nombreux pays en développement.

Ils ont souligné que les modifications de la formule de dégrèvement en faveur des pays à faible revenu par habitant devaient reposer sur des données fiables et constituer un ajustement d'ordre technique de la méthode dans son ensemble au lieu de viser uniquement à réduire le niveau de contribution à la charge des pays se situant au-dessus du seuil.

54. D'autres membres ont fait valoir que le dégrèvement avait pour but d'apporter une aide ciblée aux pays à faible revenu par habitant mais que sous sa forme actuelle, il apportait à la place une aide notable et très généralisée à un plus grand nombre d'États Membres. Ils ont par conséquent proposé de redéfinir le seuil de déclenchement du dégrèvement pour remédier aux anomalies ou problèmes liés à la méthode de calcul actuelle.

55. Le Comité a rappelé les diverses options qui avaient été proposées aux fins de la révision du dispositif de dégrèvement en faveur des pays à faible revenu, à savoir :

a) Le seuil de déclenchement du dégrèvement pourrait être fondé sur la moyenne mondiale du RNB par habitant corrigé de l'endettement, au lieu du RNB non corrigé utilisé dans la méthode actuelle. Étant donné que l'on ne dispose pas de données comparables sur la dette extérieure pour tous les pays, une autre solution consisterait à utiliser le RNB non corrigé à la fois pour définir le revenu par habitant à retenir pour chaque État Membre et pour calculer le seuil. Cela permettrait de remédier à l'absence de symétrie dans la comparaison entre le RNB par habitant corrigé de l'endettement retenu pour les États Membres et le seuil de déclenchement du dégrèvement reposant sur le RNB non corrigé;

b) La définition que donne la Banque mondiale des pays à faible revenu, à revenu intermédiaire (tranche inférieure) et à revenu intermédiaire (tranche supérieure) pourrait être retenue pour déterminer le seuil de déclenchement. Cela permettrait de remédier à l'incohérence qui existe vis-à-vis du classement utilisé aux fins de l'ajustement au titre de l'endettement, qui repose sur le Système de notification de la dette de la Banque mondiale;

c) Le seuil pourrait être ajusté en fonction de la valeur moyenne du RNB par habitant des seuls pays finançant le dégrèvement, au lieu de la moyenne mondiale. Cela permettrait de corriger l'anomalie pouvant se produire avec la méthode actuelle lorsque l'amélioration de la situation des pays à faible revenu a pour effet de rehausser le seuil et de retarder ainsi le point de franchissement de celui-ci;

d) Le seuil pourrait équivaloir à un montant fixe en termes réels, par exemple 10 000 dollars, semblable en cela au montant fixe de 1 000 dollars qui avait été retenu entre 1948 et 1973. Le montant de 10 000 dollars pourrait être corrigé de l'inflation par la suite;

e) Le nombre total de points de pourcentage à redistribuer pour procéder au dégrèvement en faveur des pays à faible revenu par habitant pourrait être fixé à un certain maximum, et il pourrait être obtenu en faisant varier d'autres paramètres, par exemple le coefficient modérateur;

f) Diverses propositions pourraient permettre de régler le problème du basculement que provoque le franchissement du seuil; elles consisteraient par exemple à établir une zone neutre autour du seuil ou à revoir le mode de répartition du financement du dégrèvement (auquel ne participent actuellement que les pays situés au-dessus du seuil). Ces propositions sont examinées plus avant à la section B.1 b) ci-après.

56. On trouvera dans le tableau ci-après des renseignements sur certaines propositions étudiées par le Comité.

**Redistribution de la charge du dégrèvement pour les différentes définitions du seuil de déclenchement du dégrèvement en faveur des pays à faible revenu par habitant (période de référence de six ans)**

|   | <i>Valeur du seuil<br/>(dollars É.-U.)</i> | <i>Nombre<br/>de bénéficiaires</i> | <i>Nombre de pays<br/>supportant<br/>la charge<br/>du dégrèvement</i> | <i>Nombre total<br/>de points de<br/>pourcentage<br/>redistribués</i> |
|---|--|------------------------------------|---|---|
| Actualisation 2017 <sup>a</sup>   | 10 379                                     | 131                                | 62  | 9,972   |
| Seuil établi sur la base du RNB moyen par habitant corrigé de l'endettement     | 10 272                                     | 131                                | 62  | 9,844   |
| Seuil établi sur la base du RNB moyen par habitant non corrigé de l'endettement | 10 379                                     | 131                                | 62  | 9,605   |
| Seuil établi sur la base du RNB médian par habitant                             | 5 499                                      | 100                                | 93  | 3,867   |
| Seuil ajusté au titre de l'inflation pour la période 2016-2018                  | 10 083                                     | 131                                | 62  | 9,611   |
| Seuil de la Banque mondiale – pays à faible revenu                              | 1 030                                      | 32                                 | 161   | 0,145   |
| Seuil de la Banque mondiale – pays à revenu intermédiaire (tranche inférieure)  | 4 063                                      | 86                                 | 107   | 2,971   |
| Seuil de la Banque mondiale – pays à revenu intermédiaire (tranche supérieure)  | 12 553                                     | 134                                | 59  | 12,465  |

*Abréviation* : RNB = revenu national brut disponible.

<sup>a</sup> Actualisation du barème 2016-2018 fondée sur les données disponibles en décembre 2016 pour la période 2010-2015.

57. **Le Comité s'est accordé à considérer qu'une autre solution consisterait à utiliser un seuil égal au RNB mondial moyen par habitant corrigé de l'endettement** (plutôt qu'un RNB par habitant non corrigé, comme c'est le cas dans la méthode actuelle). Cela permettrait de remédier à l'absence de symétrie dans la comparaison entre le RNB par habitant corrigé de l'endettement retenu pour les États Membres et le seuil de déclenchement du dégrèvement reposant sur le RNB non corrigé. Selon cette solution, dans laquelle les données statistiques actualisées de 2010-2015 seraient utilisées, le nombre de points de pourcentage redistribués changerait, mais le nombre de bénéficiaires et le nombre de pays supportant la charge du dégrèvement resteraient inchangés.

58. **Le Comité s'est également accordé à considérer qu'une autre solution consisterait à utiliser un seuil corrigé de l'inflation.** Le seuil serait fixé en tenant compte du RNB en termes réels au lieu de la moyenne mondiale pour la période d'application du barème. Par exemple, le RNB moyen par habitant d'une année de référence serait retenu, avec la possibilité de l'actualiser en fonction de l'inflation mondiale pour que sa valeur reste constante en termes réels. La position d'un pays donné par rapport au seuil de déclenchement du dégrèvement serait alors indépendante de la performance économique des autres pays. Selon cette autre solution, dans laquelle les données statistiques actualisées de 2010-2015 et le seuil corrigé de l'inflation de 2016-2018 seraient utilisés, la valeur des points de

pourcentage redistribués changerait, mais le nombre de bénéficiaires et le nombre de pays supportant la charge du dégrèvement resteraient inchangés.

**59. Le Comité a décidé de poursuivre l'examen du dispositif de dégrèvement en faveur des pays à faible revenu en fonction des orientations que l'Assemblée générale pourrait lui donner.**

### **3. Taux minimum et taux maximum du barème**

#### **a) Taux plancher**

60. Le Comité a rappelé que le taux de contribution minimum, ou taux plancher, était depuis toujours un élément du calcul des quotes-parts. La fixation de ce taux est une décision qui relève de l'Assemblée générale. En 1998, il a été ramené de 0,01 % à 0,001 %. Dans le barème des quotes-parts pour la période 2016-2018, les taux de contribution de 17 États Membres – dont 10 figurant sur la liste des pays les moins avancés – ont été portés au niveau du plancher. Se fondant sur l'analyse des données mises à jour pour 2010-2015, le Comité a noté que la situation était inchangée.

61. En 2017, les pays dont la quote-part était fixée au taux plancher (0,001 %) ont dû verser une contribution de 25 223 dollars au titre du budget ordinaire. Le Comité a considéré que le plancher de 0,001 % était le taux minimum de la quote-part que l'on pouvait demander à un État Membre de verser à l'Organisation.

**62. Le Comité a décidé de poursuivre l'examen de la question du taux plancher à des sessions ultérieures en fonction des orientations que l'Assemblée générale pourrait lui donner.**

#### **b) Taux plafond**

63. Le Comité a rappelé que la méthode actuelle de calcul du barème prévoyait deux taux plafond : un taux général, de 22 %, et un taux de 0,010 %, applicable aux pays les moins avancés. La fixation de ces taux est une décision qui relève de l'Assemblée générale.

64. Le taux de contribution maximum est un élément qui a toujours fait partie de la méthode de calcul du barème. Compte tenu des données actualisées, le nombre total des points à redistribuer s'élève à 4,534. Un seul pays a bénéficié de cette redistribution.

**Vue d'ensemble des écarts entre les quotes-parts au stade de l'application du plafonnement au profit des pays les moins avancés et du plafond général, par période d'application du barème (moyenne d'une période de trois ans et d'une période de six ans)**

| <i>Période d'application du barème</i> | <i>Écarts entre les quotes-parts aux stades de l'application du plafonnement au profit des pays les moins avancés et du plafond général</i> |
|--|---|
| 2001-2003                              | 8,166   |
| 2004-2006                              | 12,329  |
| 2007-2009                              | 11,907  |
| 2010-2012                              | 8,965   |
| 2013-2015                              | 5,622   |
| 2016-2018                              | 3,938   |
| Mise à jour 2017 <sup>a</sup>          | 4,534   |

<sup>a</sup> Mise à jour du barème 2016-2018 fondée sur les données disponibles en décembre 2016 pour la période 2010-2015.

65. Depuis 1992, le plafond applicable aux pays les moins avancés était de 0,010 %. Pour la période 2016-2018, il concernait 8 des 48 pays les moins avancés. Se fondant sur les données actualisées disponibles au mois de décembre 2016, le Comité a noté que le plafond s'appliquerait aux mêmes pays et que la redistribution porterait sur 0,176 point de pourcentage, calculé sur la base des données mises à jour pour 2010-2015. Le Comité a également noté que la Guinée équatoriale avait été retirée de la catégorie des pays les moins avancés le 4 juin 2017 et qu'il était prévu que l'Angola et le Vanuatu sortent de cette catégorie en 2020 et 2021 respectivement.

**66. Le Comité a décidé de poursuivre l'examen de la question des taux plafond à des sessions ultérieures en fonction des orientations que l'Assemblée générale pourrait lui donner.**

## **B. Autres propositions et éléments pouvant être pris en compte dans la méthode d'établissement du barème**

### **1. Effet de basculement et variations brutales des quotes-parts d'un barème à l'autre**

#### **a) Variations brutales des quotes-parts d'un barème à l'autre**

67. Le Comité a rappelé qu'il avait examiné plusieurs fois la question des variations brutales des quotes-parts d'un barème à un autre. Il a rappelé également qu'une formule de limitation des variations des quotes-parts avait été appliquée entre 1986 et 1998, de façon à atténuer l'amplitude des variations supportées par les États Membres. Toutefois, étant donné que l'application de la formule était complexe et source de nouvelles distorsions, l'Assemblée générale avait ultérieurement décidé d'éliminer progressivement ce dispositif sur deux périodes d'établissement du barème. Depuis le barème 2001-2003, les effets de la formule avaient été pleinement éliminés.

**68. Le Comité a estimé qu'il ne convenait pas de faire figurer une formule de limitation des variations des quotes-parts, quelle qu'elle soit, dans la méthode de calcul du barème des contributions.**

69. Le Comité a fait observer que les variations des taux de contribution étaient inévitables dans un monde en mouvement. Comme le barème donnait une proportion par rapport à 100 %, à mesure que la quote-part d'un État Membre augmentait ou diminuait, celle des autres États Membres diminuait ou augmentait en proportion inverse, que leur RNB ait augmenté ou diminué en valeur absolue. En outre, dans la méthode actuelle de calcul, tout État Membre cessant de bénéficier du taux plancher verrait sa quote-part augmenter d'au moins 100 %.

70. À sa soixante-quatrième session, le Comité avait examiné la situation des États Membres qui cessaient de bénéficier du taux plancher et envisagé de passer de trois à quatre décimales dans le calcul de la quote-part des pays qui se trouvent entre 0,001 % et 0,002 %. Ainsi, un État Membre s'élevant au-dessus du taux plancher de 0,001 % ne verrait pas sa quote-part passer automatiquement à 0,002 %. Le Comité a également examiné des données résultant de l'adoption d'une quatrième décimale pour l'ensemble du barème de quotes-parts, ce qui réduirait les variations des quotes-parts entre deux barèmes pour les États Membres qui franchissent le taux plancher. Il a décidé de revenir sur cette question lors de sessions ultérieures.

71. À sa session en cours, le Comité a examiné le cas des États Membres dont les quotes-parts connaissaient des variations de grande ampleur, se fondant pour ce faire sur les données mises à jour pour la période 2010-2015. On trouvera à l'annexe III le barème des quotes-parts pour la période 2016-2018 obtenu à partir des données mises à jour, après application de la méthode approuvée. L'annexe IV renferme un récapitulatif des variations de la quote-part entre le barème approuvé en 2015 pour la période 2016-2018 et l'actualisation de 2017, en particulier des renseignements sur les facteurs explicatifs. Comme par le passé, le Comité a constaté que bien des changements s'expliquaient par des facteurs tels que la croissance relative du RNB par rapport à la moyenne mondiale, le franchissement du seuil de dégrèvement, la révision a posteriori de données officielles, le fait que certains pays frôlaient le seuil de dégrèvement, et l'application du nouveau SCN.

72. Certains membres du Comité ont fait observer que la prise en considération dans la présente méthode de calcul du barème des quotes-parts d'une période de référence de six ans répondait à une volonté de limiter automatiquement les variations brutales des quotes-parts, en atténuant l'effet d'une augmentation brutale et soudaine du RNB dans les années les plus récentes.

73. Certains membres ont fait observer que si l'on recalculait chaque année le barème des quotes-parts, on aurait un moyen d'atténuer partiellement l'effet de basculement, dans les limites d'une même période.

#### **b) Effet de basculement**

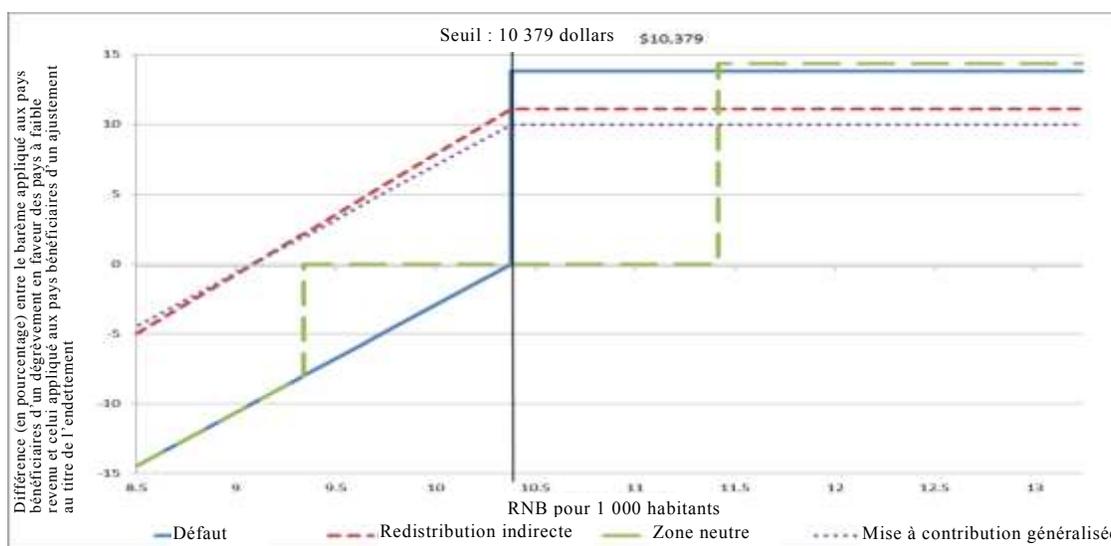
74. Lors de son examen de la question au cours de sa session en cours, le Comité a accordé une attention particulière aux moyens de remédier à l'effet de basculement qui survient lorsqu'un État Membre franchit le seuil de dégrèvement accordé aux pays à faible revenu par habitant. Il a noté que les États Membres dépassant ce seuil ne bénéficieraient plus du dégrèvement et se verraient par ailleurs appliquer une augmentation au moment du calcul. Ainsi, le surcoût lié à l'effet de basculement à payer par les États concernés correspondrait au montant de la réduction dont ces derniers bénéficiaient conformément à l'ancien barème, auquel viendrait s'ajouter l'augmentation appliquée pour absorber le coût du dégrèvement accordé conformément au nouveau barème (soit environ 13,8 %, d'après les données statistiques les plus récentes disponibles). Jusqu'en 1979, le coût du dégrèvement était réparti au prorata entre tous les États Membres, y compris ceux dont le revenu était inférieur au seuil. Ainsi, tous les États Membres, sauf ceux qui étaient concernés par le plafond ou le plancher des taux de contribution, se partageaient le coût de l'effet de dégrèvement. Cette méthode avait pour avantage d'amortir l'effet du dégrèvement sur la quote-part des pays qui dépassaient le seuil, mais pour inconvénient de mettre certains pays se trouvant légèrement en dessous du seuil dans l'obligation de contribuer davantage au financement du dégrèvement qu'ils n'en bénéficiaient. De ce fait, depuis 1979, le coût de l'ajustement n'est réparti qu'entre les États Membres dont le revenu par habitant est supérieur au seuil.

75. À sa session en cours, le Comité a examiné la situation des 22 États Membres qui avaient franchi le seuil au cours des quatre dernières périodes d'établissement du barème. Parmi eux, cinq avaient franchi le seuil dans les deux sens, 15 l'avaient dépassé uniquement et 2 étaient passés en-dessous uniquement. Le plus fort taux d'augmentation appliqué à la quote-part des États Membres ayant dépassé le seuil était de 300 % tandis que la réduction maximale appliquée à ceux étant passés en-dessous était de 66 %. Le Comité a également étudié la situation des États Membres en se basant sur les données statistiques actualisées pour 2010-2015.

76. Pour remédier au problème du basculement, on envisageait : a) de répartir les points de pourcentage correspondant au dégrèvement entre tous les États Membres;

b) de permettre une « redistribution indirecte » analogue à ce qui se faisait pour l'ajustement au titre de l'endettement, modalité qui consisterait à accorder le bénéfice du dégrèvement aux pays ayant un RNB inférieur au seuil sans que les pays dont le RNB était supérieur au seuil aient à prendre directement en charge le coût du dispositif; et c) de créer, de part et d'autre du seuil de dégrèvement, une zone neutre dans laquelle les États Membres ne bénéficieraient pas du dégrèvement, mais n'auraient pas non plus à en supporter le coût. On trouvera illustrées dans le graphique ci-dessous les incidences de ces options envisageables pour remédier au problème de l'effet de basculement.

**Incidences des différentes méthodes envisageables pour remédier au problème de l'effet de basculement lorsqu'un État Membre franchit le seuil de dégrèvement accordé aux pays à faible revenu par habitant (sur une période de référence de six ans)**



77. Certains membres ont exprimé des réserves au sujet de ces propositions de modification de la méthode d'établissement du barème, faisant valoir que toute nouvelle mesure risquait de créer des distorsions supplémentaires. Ils ont souligné que les augmentations des quotes-parts lors du passage à une nouvelle période d'application du barème correspondaient dans bien des cas à une croissance réelle et à un accroissement effectif de la capacité de paiement. Ils ont aussi fait observer que la période de six ans retenue dans la méthode qui était appliquée permettait d'atténuer automatiquement l'effet de basculement.

78. Le Comité a décidé de poursuivre l'étude de mesures propres à remédier à l'effet de basculement et aux variations brutales, d'une période à l'autre, de la quote-part des États Membres, en fonction des directives que lui donnerait l'Assemblée générale.

## 2. Actualisation annuelle

79. L'actualisation annuelle consistait à actualiser le revenu relatif avant les deuxième et troisième années de chaque période d'application du barème en remplaçant les données correspondant à la première année des périodes de référence par de nouvelles données portant sur l'année suivant ces périodes de référence. Par exemple, pour la période 2016-2018, dont les périodes de référence étaient 2008-

2013 et 2011-2013, les données portant sur l'année 2014 remplaceraient celles de 2008, pour la période de référence de six ans, et de 2011, pour la période de référence de trois ans. Sur la base de ces nouveaux calculs des revenus et de la méthode de calcul du barème des quotes-parts établie, le barème de 2017 serait ajusté en conséquence. De même, pour 2018, le barème serait ajusté en remplaçant les données de 2009, pour la période de référence de six ans, et de 2012, pour celle de trois ans, par les chiffres de 2015.

80. Le Comité a rappelé qu'il avait examiné pour la première fois la proposition relative à l'actualisation annuelle automatique du barème en 1997. À sa session en cours, il a noté qu'une actualisation annuelle était techniquement possible. Par le passé, les membres avaient toutefois exprimé des avis divergents à ce sujet, notamment pour ce qui était de la mise en œuvre concrète de cette mesure et de savoir si les avantages l'emporteraient sur les inconvénients potentiels.

81. Certains membres étaient favorables à une actualisation annuelle en ce que cela permettrait de mieux rendre compte de la capacité de paiement des pays, puisque le barème serait actualisé chaque année sur la base des données les plus récentes disponibles. Ils ont évoqué les problèmes liés à la communication des données, au volume des estimations et au fait que certains États Membres apportaient des révisions importantes aux données déjà présentées. Ils ont noté que l'actualisation annuelle permettrait de tenir compte des données statistiques nouvellement disponibles, y compris de données portant sur des années plus récentes, de données révisées portant sur des années précédentes et d'informations complémentaires soumises par différents États Membres. Par ailleurs, l'actualisation annuelle permettrait de résoudre le problème du basculement et de lisser les augmentations brutales des quotes-parts d'une période à l'autre. Ces membres ont également fait valoir que l'actualisation annuelle pourrait s'effectuer sur la base d'une méthode de calcul du barème approuvé pour trois ans, les taux étant actualisés chaque année en fonction des dernières données statistiques disponibles. Il était techniquement possible de faire ce nouveau calcul, comme le montrait l'information statistique fournie par la Division de statistique.

82. D'autres membres étaient opposés à l'idée de l'actualisation annuelle et favorables au maintien des dispositions en vigueur énoncées dans l'article 160 du Règlement intérieur de l'Assemblée générale, selon lesquelles le barème des quotes-parts, une fois fixé par l'Assemblée générale, ne pouvait faire l'objet d'une révision générale pendant au moins trois ans, à moins qu'il ne devienne évident que des changements considérables étaient intervenus dans la capacité de paiement relative des États. L'actualisation annuelle contraindrait l'Assemblée générale à approuver le barème des quotes-parts tous les ans, ainsi que les modifications du calendrier et de la périodicité des quotes-parts afférentes au maintien de la paix, ce qui pourrait avoir une incidence sur les liquidités des différentes opérations de maintien de la paix. En outre, les quotes-parts annuelles des États Membres fluctueraient davantage et seraient moins prévisibles. L'actualisation annuelle pourrait avoir une incidence pour les organisations internationales qui utilisaient le barème des contributions de l'ONU et poser problème lors de l'établissement du budget national de certains États Membres. Ces membres ont également fait observer qu'elle pourrait entraîner des dépenses additionnelles, en fonction de la durée de la session annuelle du Comité et des dispositions nécessaires pour assurer le service des réunions du Comité et de l'Assemblée.

83. Les principaux avantages et inconvénients potentiels de l'actualisation annuelle sont exposés ci-dessous.

*Avantages**Inconvénients*

L'actualisation annuelle permettrait d'avoir une meilleure représentation de la capacité de paiement des États Membres, le barème étant fondé chaque année sur les données les plus récentes disponibles.

L'actualisation annuelle permettrait que les contributions soient systématiquement calculées sur la base des données recueillies deux ans auparavant, en tenant pleinement compte des révisions des estimations du RNB.

L'actualisation annuelle pourrait contribuer, dans certains cas, à régler le problème de variations brutales des quotes-parts d'une période d'application du barème à une autre en lissant ces variations grâce à une périodicité annuelle plutôt que triennale.

Le barème des quotes-parts actualisé pourrait tenir compte de toute information statistique nouvellement disponible (qui ne l'était pas lors de l'établissement du barème).

Les contributions annuelles des États Membres pourraient être moins stables et moins prévisibles et l'établissement des budgets nationaux plus compliqué.

Les quotes-parts afférentes au maintien de la paix devraient être établies deux fois par an au moins (en juillet et janvier, pour six mois maximum), ce qui entraînerait des conséquences sur les liquidités à court terme de l'Organisation et des conséquences d'ordre administratif (nécessité d'effectuer des évaluations et d'établir des rapports supplémentaires, par exemple).

Certaines organisations internationales qui utilisent le barème des contributions de l'ONU pourraient rencontrer des problèmes.

Les incidences dépendraient en partie d'éléments tels que la durée de la session annuelle du Comité, l'étendue des pouvoirs délégués à celui-ci et d'autres modalités pratiques, outre la nécessité d'amender l'article 160 du Règlement intérieur de l'Assemblée.

**84. Le Comité a décidé d'étudier plus avant la question de l'actualisation annuelle du barème à ses sessions ultérieures, en fonction des directives que lui donnerait l'Assemblée générale.**

## Chapitre IV

### Échéanciers de paiement pluriannuels

85. L'Assemblée générale a fait siennes les conclusions et recommandations du Comité des contributions relatives aux échéanciers de paiement pluriannuels au paragraphe 1 de sa résolution 57/4 B (voir également A/57/11, par. 17 à 23), puis de nouveau dans sa résolution 70/245.

86. Lorsqu'il a examiné la question, le Comité était saisi du rapport sur les échéanciers de paiement pluriannuels (A/71/73) établi par le Secrétaire général comme suite à ses recommandations. Il avait également reçu des renseignements actualisés sur le respect de ces échéanciers. Aucun nouvel échéancier n'avait été présenté.

87. Le Comité a rappelé que plusieurs États Membres étaient parvenus au terme de leur échéancier au cours des années passées. Compte tenu de ces bons résultats, il demeurait convaincu que les échéanciers de paiement pluriannuels avaient véritablement aidé les États Membres à réduire le montant de leurs arriérés et à démontrer leur volonté de s'acquitter de leurs obligations financières à l'égard de l'Organisation.

88. Le Comité a aussi rappelé qu'il avait recommandé que l'Assemblée générale encourage les autres États Membres ayant accumulé des arriérés et donc susceptibles d'être visés par les dispositions de l'Article 19 de la Charte des Nations Unies à envisager la possibilité de présenter des échéanciers de paiement pluriannuels. Pour commencer, les États Membres devraient au minimum verser régulièrement des montants équivalents à leur quote-part annuelle.

#### A. Respect des échéanciers de paiement

89. Le tableau figurant au paragraphe 14 du rapport du Secrétaire général sur les échéanciers de paiement pluriannuels (A/72/71) récapitule l'application de l'échéancier de paiement présenté par Sao Tomé-et-Principe en 2002 (premier échéancier). Le Comité a également reçu des informations actualisées au 23 juin 2017.

#### Paiements effectués au titre des échéanciers de paiement

(En dollars des États-Unis)

|                             | <i>Paiements prévus<br/>dans l'échéancier</i> | <i>Contributions mises<br/>en recouvrement<br/>au 31 décembre</i> | <i>Paiements/crédits</i> | <i>Contributions<br/>non acquittées<br/>au 31 décembre</i> |
|-----------------------------|---|---|--------------------------|--|
| <b>Sao Tomé-et-Principe</b> |   |   |                          |  |
| 2001                        |   |   |                          | 598 375  |
| 2002                        | 27 237  | 15 723  | 29 146                   | 584 952  |
| 2003                        | 42 237  | 17 124  | 929                      | 601 147  |
| 2004                        | 59 237  | 20 932  | 1 559                    | 620 520  |
| 2005                        | 74 237  | 24 264  | 202                      | 644 582  |
| 2006                        | 89 237  | 23 024  | 453                      | 667 153  |
| 2007                        | 114 237                                       | 32 524  | 810                      | 698 867  |
| 2008                        | 134 237                                       | 30 943  | 473                      | 729 337  |
| 2009                        | 153 752                                       | 35 400  | 682                      | 764 055  |

|      | <i>Paiements prévus<br/>dans l'échéancier</i> | <i>Contributions mises<br/>en recouvrement<br/>au 31 décembre</i> | <i>Paiements/crédits</i> | <i>Contributions<br/>non acquittées<br/>au 31 décembre</i> |
|------|---|---|--------------------------|--|
| 2010 |   | 35 548  | 356                      | 799 247  |
| 2011 |   | 37 034  | 506                      | 835 775  |
| 2012 |   | 29 713  | 2 193                    | 863 295  |
| 2013 |   | 37 248  | 481                      | 900 062  |
| 2014 |   | 33 317  | 51 846                   | 881 533  |
| 2015 |   | 34 498  | 44 888                   | 871 143  |
| 2016 |   | 35 846  | 50 865                   | 856 124  |
| 2017 |   | 27 054  |                          | 883 178 <sup>a</sup>                                       |

<sup>a</sup> Au 23 juin 2017.

90. Le Comité s'est réjoui de voir Sao Tomé-et-Principe reprendre ses versements en 2014, 2015 et 2016, d'autant plus que les montants étaient supérieurs à ceux dont le pays était redevable annuellement. Il a également accueilli favorablement le fait que Sao Tomé-et-Principe ait annoncé à la présente session qu'elle procéderait à un versement en 2017 et il l'a encouragée à établir un nouvel échéancier de paiement dans la mesure du possible.

## B. Conclusions et recommandations

91. **Le Comité a rappelé que les échéanciers de paiement pluriannuels avaient aidé plusieurs États Membres à réduire les arriérés de contributions dont ils étaient redevables et il a recommandé à nouveau que l'Assemblée générale encourage les États Membres ayant accumulé des arriérés de contributions susceptibles de déclencher l'application de l'Article 19 de la Charte à envisager la possibilité de présenter des échéanciers de ce type.**

## Chapitre V

### Application de l'Article 19 de la Charte des Nations Unies

92. Le Comité a rappelé que l'une des tâches dont il était chargé en application de l'article 160 du Règlement intérieur de l'Assemblée générale était de conseiller l'Assemblée sur les mesures à prendre s'agissant de l'application de l'Article 19 de la Charte. Il a également rappelé les décisions prises par l'Assemblée dans sa résolution 54/237 C quant à la procédure d'examen des demandes de dérogation à cet article.

93. Le Comité a rappelé que, dans sa résolution 54/237 C, l'Assemblée générale avait décidé que les États Membres devaient remettre leurs demandes de dérogation à l'Article 19 au Président de l'Assemblée deux semaines au moins avant la session du Comité, de sorte qu'elles puissent être examinées à fond. Elle avait également demandé instamment à tous les États Membres ayant des arriérés et demandant à bénéficier d'une dérogation à l'Article 19 de la Charte de fournir à l'appui de leur demande des renseignements aussi complets que possible, notamment sur les éléments suivants : agrégats économiques, recettes et dépenses de l'État, ressources en devises, endettement, difficultés quant à l'acquittement d'obligations financières à l'intérieur du pays ou sur le plan international, ainsi que toute autre information susceptible d'étayer l'affirmation selon laquelle le non-paiement des sommes dues tenait à des causes qui échappaient au contrôle de l'État Membre concerné. Plus récemment, dans sa résolution 71/2, l'Assemblée avait une fois de plus demandé instamment à tous les États Membres demandant à bénéficier d'une dérogation de fournir des renseignements aussi complets que possible et d'envisager de les communiquer avant l'expiration du délai fixé dans la résolution 54/237 C afin que tous les renseignements détaillés complémentaires qui pourraient être requis puissent être réunis.

94. Le Comité a noté que toutes les demandes de dérogation qu'il avait examinées à sa session en cours avaient été reçues par le Président de l'Assemblée générale bien avant la date limite. **Le Comité a invité tous les États Membres ayant des arriérés et demandant à bénéficier d'une dérogation à l'Article 19 de la Charte à fournir à l'appui de leur demande des renseignements aussi complets que possible, y compris des indicateurs économiques. Il les a exhortés également à présenter leur demande bien avant l'expiration du délai fixé dans la résolution 54/237 C.**

95. À sa session en cours, le Comité a noté que quatre demandes de dérogation à l'Article 19 avaient été reçues.

#### Demandes de dérogation à l'Article 19 de la Charte

| <i>État Membre</i>   | <i>Nombre d'années consécutives d'application de l'Article 19</i> | <i>Nombre de demandes annuelles consécutives de dérogation à l'Article 19</i> |
|----------------------|---|---|
| Comores              | 25  | 23  |
| Guinée-Bissau        | 25  | 20  |
| Sao Tomé-et-Principe | 30  | 16  |
| Somalie              | 25  | 16  |

96. Lorsqu'il a examiné les quatre demandes, le Comité s'est dit conscient du fait que les États Membres dont ces demandes émanaient continuaient de connaître des

situations difficiles. Il a pris acte des efforts considérables que certains pays avaient faits au fil des ans pour acquitter une partie des contributions dues.

**97. Le Comité a invité les États Membres concernés à freiner l'augmentation des arriérés en faisant des versements annuels d'un montant supérieur à celui de leur quote-part actuelle. Il les a encouragés à envisager de présenter des échéanciers de paiement pluriannuels et à consulter le Secrétariat.**

## A. Comores

98. Le Comité était saisi d'une lettre datée du 12 mai 2017, par laquelle le Président de l'Assemblée générale transmettait à son président une lettre du 9 mai 2017 que lui avait adressée le Chargé d'affaires par intérim de la Mission permanente des Comores auprès de l'ONU. Il a également entendu un exposé oral du Représentant permanent.

99. Dans la lettre du Chargé d'affaires par intérim, puis dans l'exposé oral du Représentant permanent, il a été indiqué que, comme la plupart des pays les moins avancés, les Comores avaient gravement pâti des crises qui s'étaient multipliées ces dernières années, comme en témoignaient la hausse fulgurante des prix alimentaires, la dépendance actuelle vis-à-vis des importations et le déclin des envois de fonds en provenance de la diaspora. En dépit de l'importance que revêtait l'agriculture pour l'économie, le pays importait environ 70 % des produits alimentaires qu'il consommait. De plus, les recettes tirées des exportations étaient fortement dépendantes des trois principales cultures du pays, à savoir la vanille, les clous de girofle et l'ylang-ylang, mais ces recettes fluctuaient car elles étaient à la merci des catastrophes naturelles et de la saison des pluies, qui infligeaient régulièrement des dommages énormes aux récoltes et avaient des répercussions négatives sur les communautés locales. Les Comores continuaient d'examiner la possibilité d'établir un échéancier de paiement pluriannuel et le Gouvernement en ferait une priorité dès que la situation redeviendrait normale. Il ne ménageait aucun effort dans le but de faire un versement en 2017.

100. Le Secrétariat a fourni au Comité des renseignements sur la situation dans les Comores. Le pays restait fragile et faisait face depuis longtemps à des problèmes socioéconomiques, institutionnels et politiques et à des problèmes de sécurité qui freinaient le développement et faisaient craindre une nouvelle crise politique et institutionnelle. Il était régulièrement frappé par des catastrophes naturelles (inondations, cyclones, éruptions volcaniques et séismes) et par des épidémies. De graves pénuries d'électricité, sources de coupures prolongées, continuaient d'entraver l'activité économique et de ralentir l'exécution des plans d'investissements publics. La croissance du secteur agricole demeurait relativement modeste, en raison de la faible superficie des terres fertiles. Le développement du pays demeurait dans une phase de transition. En dépit de l'insuffisance des ressources (ressources nationales et aide internationale), le pays s'efforçait d'établir une base durable pour son développement socioéconomique.

101. Le Comité a noté que les arriérés de contributions des Comores s'élevaient à 979 959 dollars, dont au moins 876 880 dollars qui devaient être versés pour éviter l'application de l'Article 19. Le dernier versement des Comores, d'un montant de 30 000 dollars, avait été reçu en septembre 2016. Un versement de 25 000 dollars avait été reçu en septembre 2015, et deux versements de 20 000 dollars chacun avaient été reçus en septembre 2014 et en septembre 2013. Le Comité s'est félicité de ces versements réguliers, estimant qu'ils traduisaient la volonté du pays de résorber son arriéré. Il a noté que, dans la mesure du possible, les versements annuels devaient dépasser le montant de la quote-part annuelle de façon à éviter que

les arriérés continuent de s'accumuler. Il a accueilli favorablement le fait que les Comores gardent à l'examen la question de l'établissement d'un échéancier de paiement pluriannuel et envisagent d'adopter un tel échéancier dès que la situation du pays redeviendrait normale.

**102. Le Comité a conclu que le non-versement par les Comores du montant minimum nécessaire pour éviter l'application de l'Article 19 était dû à des circonstances indépendantes de leur volonté. Il a donc recommandé que les Comores soient autorisées à prendre part aux votes de l'Assemblée générale jusqu'à la fin de sa soixante-douzième session.**

## **B. Guinée-Bissau**

103. Le Comité était saisi d'une lettre datée du 12 mai 2017, par laquelle le Président de l'Assemblée générale transmettait à son président une lettre du 11 mai 2017 que lui avait adressée le Représentant permanent de la Guinée-Bissau auprès de l'Organisation. Il a également entendu un exposé oral du Représentant permanent.

104. Dans sa lettre et dans son exposé oral, le Représentant permanent de la Guinée-Bissau a indiqué qu'en dépit des efforts déployés, le pays n'avait pas été en mesure d'assumer ses responsabilités financières à l'égard de l'Organisation, ses capacités de paiement ayant souffert de la situation intérieure difficile que le pays connaissait depuis quelques années. On s'était efforcé de mettre en œuvre des réformes au plan économique et en ce qui concerne l'administration publique. Toutefois, elles n'avaient pas suffi à élever le pays au-dessus d'un niveau de développement social et économique très modeste. Le Gouvernement bissau-guinéen s'efforcera d'honorer ses obligations financières vis-à-vis de l'Organisation dans un avenir proche. Un échéancier de paiement pluriannuel serait établi. Le respect des obligations du pays vis-à-vis de l'Organisation était l'une des priorités des autorités nationales, qui s'employaient à réduire le montant de sa dette vis-à-vis de celle-ci.

105. Le Secrétariat a fourni au Comité des renseignements sur la situation en Guinée-Bissau. Le pays est depuis longtemps sujet à l'instabilité politique. À compter d'août 2015, l'intensification de cette instabilité et de la crise constitutionnelle a compromis le fonctionnement du gouvernement, ce qui a fait craindre une instabilité telle que le Gouvernement soit contraint de démissionner, et ce à quatre reprises. Les perspectives économiques font apparaître une tendance au recul, en raison de la crise politique prolongée et de la perte de confiance observée parmi les donateurs. Les difficultés auxquelles se heurte le pays sont dues à une série de facteurs, parmi lesquels un système de justice inefficace, la stagnation de l'économie depuis plusieurs années, la faiblesse des institutions de l'État, l'insécurité et l'instabilité qui caractérisent les processus électoraux, ou encore une mauvaise gestion des ressources naturelles. Bien que le pays ne soit pas exposé dans l'immédiat à une crise humanitaire aiguë, il fait toujours partie des pays les moins avancés et continue de souffrir de la fragilité de son économie, de la médiocrité de ses infrastructures et de l'insécurité alimentaire.

106. Le Comité a constaté que les arriérés de contributions de la Guinée-Bissau s'élevaient à 545 631 dollars, dont au moins 442 552 dollars qui devaient être versés pour éviter l'application de l'Article 19. Le dernier versement – d'un montant de 200 000 dollars – effectué par la Guinée-Bissau remontait à septembre 2014. Il s'agissait de la première contribution reçue du pays depuis le mois de septembre 2009. Le Comité a accueilli favorablement les efforts consentis par la Guinée-Bissau pour régler ses arriérés, en dépit de la situation difficile qu'elle connaissait.

Il l'a encouragée à reprendre les versements et a accueilli favorablement le fait qu'elle ait manifesté l'intention d'envisager de présenter un échéancier de paiement pluriannuel.

**107. Le Comité a conclu que le non-versement par la Guinée-Bissau du montant minimum nécessaire pour éviter l'application de l'Article 19 était dû à des circonstances indépendantes de sa volonté. Il a donc recommandé que la Guinée-Bissau soit autorisée à prendre part aux votes de l'Assemblée générale jusqu'à la fin de sa soixante-douzième session.**

### C. Sao Tomé-et-Principe

108. Le Comité était saisi d'une lettre datée du 21 avril 2017, dans laquelle le Président de l'Assemblée générale transmettait au Président du Comité une lettre du 18 avril 2017 que lui avait adressée le Chargé d'affaires par intérim de la Mission permanente de Sao Tomé-et-Principe auprès de l'ONU. Il a également entendu un exposé oral du Chargé d'affaires par intérim de la Mission permanente de Sao Tomé-et-Principe.

109. Tant dans la lettre que dans l'exposé oral de la Mission permanente de Sao Tomé-et-Principe, il a été indiqué que la petite taille du pays, le fait qu'il s'agisse d'une île et sa forte dépendance vis-à-vis de l'aide extérieure comptaient parmi les facteurs qui rendaient son économie extrêmement vulnérable face à divers types d'aléas. Bien que le pays ne souffre pas d'une crise humanitaire aiguë, il était fréquent qu'y surviennent des catastrophes naturelles, telles que les inondations et les glissements de terrain. Le secteur de l'agriculture était solide, porté par les exportations de cacao, de café et d'huile de palme. Le tourisme était une activité importante et en pleine croissance, mais qui ne suffisait pas à stimuler la croissance économique à l'échelle du pays. Celui-ci pâtissait de lacunes structurelles et de déficits récurrents de sa balance courante, ce qui s'expliquait en partie par le fait qu'une large part du budget national était consacrée aux dépenses liées aux importations et par le volume limité des exportations. Le Gouvernement prévoyait de faire un versement en 2017 et entendait s'acquitter de toutes les sommes dont il était redevable dès que possible, afin de préserver le droit de vote du pays.

110. Le Secrétariat a fourni au Comité des renseignements sur la situation de Sao Tomé-et-Principe. Le pays est depuis longtemps sujet à l'instabilité politique. Depuis 1991, année des premières élections démocratiques, 15 gouvernements se sont succédé, chacun caractérisé par une relative instabilité. Bien que les perspectives économiques du pays se soient améliorées ces dernières années, une dette publique élevée et une pauvreté endémique persistent. Récemment, un frein a été mis au développement économique en raison des retards pris dans l'exploration pétrolière, qui ne devrait désormais débiter qu'après 2020. La chute des cours du pétrole a entravé les efforts déployés pour attirer les investissements. Les mesures prises par le pays pour diversifier son économie en renforçant les secteurs non pétroliers tels que l'agriculture, le tourisme et la pêche n'ont pas donné beaucoup de résultats jusqu'à présent. Le pays demeure extrêmement dépendant de l'aide extérieure. Sao Tomé-et-Principe demeure un pays fragile sur le plan politique comme sur le plan économique. En dépit du fait qu'il ne soit pas en proie à une crise humanitaire aiguë, de grandes difficultés y persistent.

111. Le Comité a constaté que les arriérés de contribution de Sao Tomé-et-Principe s'élevaient à 883 178 dollars, dont au moins 780 098 dollars devaient être versés pour éviter l'application de l'Article 19. Le dernier paiement – 50 400 dollars – de Sao Tomé-et-Principe a été reçu en septembre 2016. Le Comité a rappelé que des

versements de 44 434 dollars et 51 634 dollars avaient été reçus en juin 2015 et en mai 2014, respectivement. Il a accueilli favorablement ces récents versements, de même que l'intention manifestée par le pays de faire un versement en 2017. Il a pris acte de la détermination dont Sao Tomé-et-Principe avait fait preuve en présentant un échéancier de paiement pluriannuel et a engagé le Gouvernement santoméen à en revoir les dispositions dans les meilleurs délais.

**112. Le Comité a conclu que le non-versement par Sao Tomé-et-Principe du montant minimum nécessaire pour éviter l'application de l'Article 19 était dû à des circonstances indépendantes de sa volonté. Il a donc recommandé que Sao Tomé-et-Principe soit autorisée à prendre part aux votes de l'Assemblée générale jusqu'à la fin de sa soixante-douzième session.**

## D. Somalie

113. Le Comité était saisi d'une lettre en date du 11 avril 2017 adressée par le Président de l'Assemblée générale à son président. Y était reproduit le texte d'une lettre en date du 4 avril 2017, adressée au Président de l'Assemblée par le Chargé d'affaires par intérim de la Mission permanente de la Somalie auprès de l'Organisation. Il a également entendu un exposé oral du Chargé d'affaires par intérim de la Mission permanente de la Somalie.

114. Dans ses observations écrites et orales, la Somalie a indiqué que le pays était le théâtre, depuis les années 1990, d'un grave conflit interne qui avait provoqué des crises financières et de sérieuses difficultés économiques. Bien que des progrès modestes aient été accomplis, le Gouvernement somalien restait confronté à des problèmes immenses tels que le manque de ressources suffisantes pour permettre au Gouvernement de faire face à des crises humanitaires et économiques aiguës. Bien que les conditions varient selon les régions, la Somalie restait l'un des pays les plus pauvres du monde. Le Gouvernement continuait de s'employer à améliorer ses systèmes de collecte de l'impôt, mais ses ressources financières demeuraient extrêmement limitées. Le renforcement des institutions du secteur public continuait de se heurter à de graves difficultés, car la longue guerre civile avait détruit les infrastructures physiques, le matériel et la mémoire institutionnelle de la plupart des organismes gouvernementaux et des ministères. Le Gouvernement somalien effectuerait dès que possible tous les paiements nécessaires, et la présentation d'un échéancier de paiement pluriannuel serait sérieusement envisagée dès que la situation du pays serait normalisée.

115. Le Secrétariat a fourni au Comité des renseignements concernant la situation en Somalie. Le pays peine à se relever de plus de deux décennies de guerre civile et continue de faire face à des problèmes insurmontables. L'ensemble des principales activités économiques sont perturbées par la guerre civile, qui a entraîné l'effondrement de l'agriculture, de l'industrie manufacturière et des activités connexes. Grâce à l'appui de la communauté internationale, la Somalie a enregistré des progrès notables sur le plan politique. Toutefois, en raison de la grave sécheresse qu'a connue le pays, on y enregistre un risque élevé de famine dans de nombreuses zones, on déplore la perte de nombreuses têtes de bétail et la production agricole est en passe d'être anéantie. Depuis le début de l'année, la situation continue de se détériorer. L'instabilité persiste dans plusieurs parties du pays, le nombre de personnes déplacées augmente, le taux d'insécurité alimentaire est très élevé, la pauvreté est endémique (avec un revenu national brut per capita de 125 dollars<sup>1</sup>, le plus faible de tous les États Membres). De plus, en raison du niveau

<sup>1</sup> Pour la période de référence de six ans 2010-2015.

de développement socioéconomique extrêmement faible du pays, plusieurs millions d'habitants n'ont pas accès aux services de base. Le Comité a été informé que la Somalie était lourdement endettée et sollicitait actuellement l'allègement de sa dette auprès de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international.

116. Le Comité a constaté que les arriérés de contributions de la Somalie s'élevaient à 1 457 977 dollars, dont au moins 1 354 897 dollars qui devaient être versés pour éviter l'application de l'Article 19. Il a noté que le montant de ces arriérés constituait un cas unique, du fait que la Somalie n'avait pas été en mesure de faire le moindre versement depuis octobre 1989 et se heurtait à de nombreuses et persistantes difficultés, dont la moindre n'était pas sa faible capacité de perception de recettes. Le Comité a encouragé la Somalie à envisager de faire ne serait-ce qu'un versement symbolique dès que possible. Il a noté que, dans le passé, l'Assemblée générale s'était prononcée, à titre exceptionnel, sur le traitement des arriérés accumulés par certains États Membres.

**117. Le Comité a conclu que le non-versement par la Somalie du montant minimum nécessaire pour éviter l'application de l'Article 19 était dû à des circonstances indépendantes de sa volonté. Il a donc recommandé que ce pays soit autorisé à conserver son droit de vote jusqu'à la fin de la soixante-douzième session de l'Assemblée générale.**

## Chapitre VI

### Questions diverses

#### A. Participation des entités intergouvernementales et autres

118. Certains membres ont noté que la question des organisations intergouvernementales ayant statut d'observateur et bénéficiant des droits et privilèges s'y attachant pouvait être examinée n'importe quelle année. Ils ont relevé qu'actuellement, aucune contribution ni redevance ne s'attachait au statut d'observateur.

119. D'autres ont estimé que le Comité n'était pas censé traiter de cette question, faute d'un mandat juridique à cet effet. Ils ont aussi noté qu'au titre de l'Article 17 de la Charte, il n'y avait pas de dépenses à répartir entre ces organisations et entités.

#### B. Recouvrement des contributions

120. Le Comité a noté qu'à la fin de sa session en cours, le 23 juin 2017, un seul État Membre, la Libye, avait accumulé des arriérés de paiement emportant application de l'Article 19 de la Charte et n'avait plus le droit de voter à l'Assemblée générale. Quatre autres États Membres avaient accumulé des arriérés de paiement emportant application de l'Article 19 de la Charte mais avaient été autorisés par la résolution 71/2 de l'Assemblée générale à conserver leur droit de vote jusqu'à la fin de la soixante-onzième session : Comores, Guinée-Bissau, Sao Tomé-et-Principe et Somalie. **Le Comité a décidé d'autoriser son président à publier, au besoin, un additif au présent rapport.**

121. Le Comité a également noté qu'au 31 mai 2017, 2,8 milliards de dollars étaient dus à l'Organisation au titre du budget ordinaire, des opérations de maintien de la paix et des tribunaux internationaux, ce qui représentait une diminution par rapport aux 3,7 milliards de dollars non acquittés au 31 mai 2016.

#### C. Paiement des contributions dans des monnaies autres que le dollar des États-Unis

122. À l'alinéa a) du paragraphe 19 de sa résolution 70/245, l'Assemblée générale a autorisé le Secrétaire général à accepter, à sa discrétion et après avoir consulté le Président du Comité des contributions, qu'une partie des contributions des États Membres pour les années civiles 2016, 2017 et 2018 soit versée dans d'autres monnaies que le dollar des États-Unis

123. Le Comité a observé qu'en 2016 les États Membres n'avaient pas demandé d'autorisation concernant le paiement de contributions versées au budget ordinaire dans une autre monnaie que le dollar des États-Unis.

#### D. Organisation des travaux du Comité

124. Le Comité a tenu à remercier son secrétariat et la Division de statistiques pour leur professionnalisme, leur dévouement et le soutien technique qu'ils lui avaient apporté dans l'exécution de ses travaux. Il a aussi salué les efforts qui avaient continué d'être déployés pour accroître la transparence, notamment les renseignements sur ses travaux communiqués dans le cadre de réunions d'information et sur son site Web ([www.un.org/en/ga/contributions/index.shtml](http://www.un.org/en/ga/contributions/index.shtml)).

125. Il a également remercié le Département des affaires politiques, le Bureau de la coordination des affaires humanitaires et le Programme des Nations Unies pour le développement de l'appui technique qu'ils lui avaient apporté dans l'examen des demandes de dérogation au titre de l'Article 19.

#### **E. Méthodes de travail du Comité**

126. Le Comité a examiné ses méthodes de travail. Ses membres se sont déclarés généralement satisfaits des méthodes actuelles. Ils ont noté que les documents dont ils avaient eu besoin dans le cadre des travaux du Comité étaient parus suffisamment tôt pour qu'ils puissent les examiner avant la session. Ils se sont également félicités de la multiplication des ressources disponibles en ligne. Le Comité a décidé de continuer à examiner ses méthodes de travail à ses sessions futures.

#### **F. Date de la prochaine session**

**127. Le Comité a décidé de tenir sa soixante-dix-huitième session à New York, du 4 au 29 juin 2018.**

## Annexe I

### **Méthode d'établissement du barème des quotes-parts de l'Organisation des Nations Unies pour la période 2016-2018**

1. Le barème des quotes-parts actuel a été établi sur la base de la moyenne arithmétique des résultats obtenus à partir des chiffres du revenu national pour des périodes de référence de trois ans (2011-2013) et six ans (2008-2013). La méthode employée pour établir chaque ensemble de résultats utilise comme base de calcul le revenu national brut (RNB) des États Membres de l'Organisation des Nations Unies au cours des deux périodes de référence, à titre de première approximation de la capacité de paiement, à laquelle sont ensuite appliqués des taux de conversion, des mesures d'allègement et une formule de limitation des variations pour parvenir au barème final.

2. Les données relatives aux RNB ont été fournies par la Division de statistique du Département des affaires économiques et sociales, qui les avait compilées à partir des données communiquées en monnaie nationale par les États Membres en réponse au questionnaire annuel sur la comptabilité nationale. Lorsque les données nécessaires n'étaient pas fournies par les États Membres, et comme il fallait des chiffres pour tous les États et pour toutes les années des périodes statistiques, la Division de statistique a fait des estimations à partir d'informations provenant d'autres sources, notamment les commissions régionales de l'ONU, d'autres organisations régionales, la Banque mondiale et le Fonds monétaire international (FMI).

3. Les données relatives au RNB pour chacune des années des périodes de référence ont ensuite été converties dans une monnaie commune, le dollar des États-Unis, généralement en appliquant les taux de change du marché (TCM). On est parti du principe que ceux-ci étaient égaux aux taux de change moyens annuels par rapport au dollar publiés dans les *Statistiques financières internationales* du FMI. Il est d'usage au FMI de classer les taux de change en trois grandes catégories, en fonction du rôle que les autorités jouent dans la détermination de ces taux et/ou de la multiplicité des taux de change pratiqués dans les pays, à savoir :

- a) Les taux du marché, largement déterminés par les lois du marché;
- b) Les taux officiels, fixés par l'État;
- c) Les taux principaux, pour les pays qui ont des systèmes de taux de change multiples.

Aux fins de l'établissement du barème des quotes-parts, les trois catégories de taux de change ci-dessus sont désignées comme taux de change du marché (TCM). Pour les pays non membres du FMI, pour lesquels on ne disposait pas de TCM, on s'est servi des taux de change opérationnels de l'ONU.

4. Lors de son examen, le Comité des contributions a utilisé des critères systématiques (voir annexe II) pour déterminer si les TCM soumettaient le revenu de certains États Membres à des fluctuations ou à des distorsions excessives et s'il fallait utiliser plutôt les taux de change corrigés des prix (TCCP) ou d'autres taux de conversion. La méthode fondée sur le TCCP a été mise au point pour ajuster le cours des monnaies par rapport au dollar en faisant appel seulement à l'évolution des prix relatifs dans les États Membres concernés et aux États-Unis d'Amérique, qui est exprimée par l'indice de valorisation du TCM. L'indice de valorisation du TCM d'un pays donné est considéré par rapport aux valeurs correspondantes mesurées pour l'ensemble des États Membres; en procédant ainsi, on tient compte

des variations relatives des monnaies de tous les États Membres par rapport au dollar des États-Unis. Le TCCP est calculé en appliquant au TCM d'un pays donné le rapport entre l'indice de valorisation des TCM de l'ensemble des États Membres et l'indice de valorisation du TCM de ce pays; ce ratio ne doit pas être de 20 % supérieur ou inférieur à l'indice de valorisation des TCM de l'ensemble des États Membres.

5. Le RNB moyen annuel pour chaque période de référence, exprimé en dollars, a ensuite été intégré aux chiffres correspondants pour tous les États Membres, ce qui représente la première étape du calcul des barèmes initiaux utilisés aux fins de l'établissement du barème des quotes-parts de la période 2016-2018.

#### Résumé de la première étape

Les chiffres annuels du RNB ont été convertis en dollars au taux moyen annuel (TCM ou autre taux choisi par le Comité). On a ensuite calculé la moyenne des résultats obtenus pour la période de référence (trois ou six ans). Donc, lorsque la période référence est de six ans, le RNB moyen est égal à :

$$\frac{1}{6} \left( \frac{\text{RNB}_{\text{année}_1}}{\text{Taux de change}_{\text{année}_1}} + \dots + \frac{\text{RNB}_{\text{année}_6}}{\text{Taux de change}_{\text{année}_6}} \right)$$

Les RNB moyens ainsi obtenus ont été additionnés pour calculer les parts des États Membres dans le RNB total de l'ensemble des États Membres.

Des calculs analogues ont été effectués sur la base d'une période de référence de trois ans.

6. L'étape suivante a consisté à appliquer les ajustements au titre de l'endettement à chaque barème initial. Dans sa résolution 55/5 B, l'Assemblée générale a décidé que le barème des quotes-parts serait fondé sur la méthode d'ajustement au titre de l'endettement employée dans le barème des quotes-parts de la période 1995-1997. En application de cette méthode, fondée sur l'hypothèse selon laquelle la dette extérieure s'amortit en huit ans, l'ajustement au titre de l'endettement est calculé en faisant la moyenne des montants correspondant à 12,5 % du total de la dette extérieure pour chaque année de la période (c'est ce que l'on a appelé la méthode de l'encours de la dette). Les données utilisées pour cet ajustement provenaient de la base de données de la Banque mondiale sur les statistiques de la dette internationale, où figuraient les pays qui sont membres et débiteurs de la Banque mondiale et dont le revenu par habitant était inférieur à un seuil déterminé. En 2014, ce seuil a été fixé par la Banque mondiale à 12 746 dollars (au taux de change de l'Atlas de la Banque mondiale). Le montant de l'ajustement au titre de l'endettement a été déduit du RNB des pays concernés. L'ajustement a été réparti sur tous les États Membres par une redistribution indirecte des points, c'est-à-dire que l'on a recalculé les parts sur la base du RNB corrigé de l'endettement.

#### Résumé de la deuxième étape

Pour chaque période de référence, l'ajustement au titre de l'endettement (AE) a été déduit du RNB afin d'obtenir le RNB ajusté au titre de l'endettement (RNB<sub>ae</sub>). Le montant déduit est égal à 12,5 % de l'encours de la dette pour chaque année de la période de référence. Donc :

$$\text{RNB moyen} - \text{AE} = \text{RNB}_{\text{ae}}$$

$$\text{RNB total}_{\text{ae}} = \text{RNB total} - \text{AE total}$$

Ces montants ont été utilisés pour calculer de nouvelles parts du RNB<sub>ae</sub>.

7. On a ensuite appliqué le dégrèvement accordé aux pays à faible revenu par habitant à chaque barème initial. Pour cela, il a fallu calculer le RNB moyen par habitant de l'ensemble des États Membres pour chaque période de référence et, pour chaque État Membre, le RNB<sub>ac</sub> moyen par habitant, également pour chacune des périodes de référence. La moyenne générale pour le barème actuel s'est établie à 10 511 dollars pour la période de trois ans et à 9 861 dollars pour la période de six ans. Ces montants ont été pris respectivement comme base de calcul, ou seuil, pour l'application des ajustements. La part dans le RNB<sub>ac</sub> de chaque pays dont le RNB<sub>ac</sub> moyen par habitant était inférieur au seuil a été minorée à raison de 80 % de l'écart entre le RNB<sub>ac</sub> moyen par habitant et le seuil.

8. Pour chaque barème initial, le montant total des dégrèvements a été réparti entre tous les pays se situant au-dessus du seuil (sauf celui auquel s'applique le plafonnement des taux de contribution) proportionnellement à leur part relative du montant total du RNB<sub>ac</sub> de l'ensemble de ces pays. À titre d'illustration, un calcul parallèle a été effectué en n'excluant pas le pays auquel s'applique le taux plafond, ce qui a permis au Comité d'examiner des barèmes initiaux indiquant quelles seraient les quotes-parts des États Membres si le plafonnement n'était pas appliqué.

#### Résumé de la troisième étape

On a calculé le RNB moyen par habitant pour l'ensemble des États Membres et pour chaque période de référence, qui a servi de seuil de déclenchement du dégrèvement accordé aux pays à faible revenu par habitant. Donc, le RNB moyen par habitant pour la période de référence de six ans est égal à :

$$\frac{(\text{RNB total}_{\text{année}_1} + \dots + \text{RNB total}_{\text{année}_6})}{(\text{Population totale}_{\text{année}_1} + \dots + \text{Population totale}_{\text{année}_6})}$$

Des calculs analogues ont été effectués sur la base d'une période de référence de trois ans.

#### Résumé de la quatrième étape

On a calculé pour chaque État Membre, et pour chaque période de référence, le RNB<sub>ac</sub> moyen par habitant de la même manière qu'à la troisième étape, mais en se servant du RNB corrigé de l'endettement. Donc, le RNB<sub>ac</sub> moyen par habitant pour la période de référence de six ans est égal à :

$$\frac{(\text{RNB total}_{\text{ae,année}_1} + \dots + \text{RNB total}_{\text{ae,année}_6})}{(\text{Population}_{\text{année}_1} + \dots + \text{Population}_{\text{année}_6})}$$

Des calculs analogues ont été effectués sur la base d'une période de référence de trois ans.

#### Résumé de la cinquième étape

Pour chaque barème initial, le dégrèvement accordé aux pays à faible revenu par habitant a été appliqué aux États Membres dont le RNB<sub>ac</sub> moyen par habitant était inférieur à la moyenne générale du RNB par habitant (seuil). Cet ajustement a eu pour effet de réduire le RNB<sub>ac</sub> moyen des pays concernés dans une proportion égale au pourcentage d'écart entre leur RNB<sub>ac</sub> moyen par habitant et le montant seuil, multiplié par le coefficient d'abattement (80 %).

Exemple : si la moyenne générale du RNB par habitant est de 5 000 dollars et un État Membre a un RNB<sub>ac</sub> par habitant égal à 1 000 dollars,

avec un coefficient d'abattement de 80 %, la part de  $RNB_{ac}$  de cet État membre serait réduite de :

$$[1 - (1000/5000)] \times 0,80 = 64 \%$$

### Résumé de la sixième étape

Pour chaque barème initial, le montant total des dégrèvements a été redistribué proportionnellement entre les États Membres dont le  $RNB_{ac}$  moyen par habitant était supérieur au seuil de déclenchement. Pour faire apparaître les résultats que l'on obtiendrait avec et sans plafonnement des quotes-parts, deux calculs ont été effectués en parallèle à partir de cette étape :

#### Calcul 1

Le montant total des dégrèvements a été redistribué au prorata de leur taux de contribution entre tous les États Membres dont le  $RNB_{ac}$  moyen par habitant était supérieur au seuil, sauf celui dont la quote-part atteint le plafond. Étant donné que ce pays ne serait pas visé par la répartition des points à redistribuer du fait du dégrèvement, l'inclure dans cette redistribution aurait pour effet de faire participer les pays bénéficiaires au financement du dégrèvement qui leur serait accordé. Ceci se produirait lorsque les points ajoutés au pays versant le taux plafond seraient répartis au prorata à tous les autres États Membres pour ramener sa quote-part au taux plafond.

#### Calcul 2

Le montant total en dollars des dégrèvements a été redistribué, au prorata de leur quote-part, entre tous les États Membres dont le  $RNB_{ac}$  moyen par habitant était supérieur au seuil de déclenchement, y compris celui dont la quote-part est égale au taux plafond. On a ainsi obtenu, à titre d'illustration, le barème qui aurait été applicable s'il n'avait pas été institué un taux plafond. Dans les barèmes initiaux, les résultats de ce calcul apparaissent dans les colonnes intitulées « Faible revenu par habitant », « Plancher » et « Ajustement pour les pays les moins avancés ».

9. Une fois ces ajustements appliqués, on a fait intervenir trois limites dans chaque barème initial. Au titre de la première, les quotes-parts ajustées qui étaient inférieures au taux plancher (0,001 %) ont été portées au niveau de celui-ci. Les réductions opérées pour compenser ces augmentations ont été réparties entre les autres États Membres au prorata de leur taux de contribution, sauf, dans le calcul 1, dans le cas de l'État dont la quote-part est égale au plafond.

### Résumé de la septième étape

Pour chaque barème initial, la quote-part minimale (actuellement 0,001 %), a été appliquée aux États Membres dont le taux de contribution était, à ce stade, inférieur au plancher. La somme des augmentations entraînées par cet ajustement a ensuite été déduite des quotes-parts des autres États Membres au prorata de leur contribution, sauf, dans le calcul 1, dans le cas de l'État dont la quote-part est égale au plafond.

10. Pour chaque barème initial, on a appliqué la règle selon laquelle la quote-part des États Membres qui figurent sur la liste des pays les moins avancés ne peut pas dépasser 0,01 %. Les augmentations à opérer pour compenser ces réductions ont été réparties entre les autres États Membres au prorata de leur taux de contribution, sauf ceux concernés par le taux plancher et, dans le calcul 1, l'État dont la quote-part est égale au plafond.

**Résumé de la huitième étape**

La quote-part des pays les moins avancés dont le taux de contribution dépassait à ce stade le plafond fixé pour ces pays a été ramenée à 0,01 %. La somme des montants dont leur contribution avait été réduite a ensuite été ajoutée aux quotes-parts des autres États Membres au prorata de leur taux de contribution, sauf ceux concernés par le taux plancher et, dans le calcul 1, l'État dont la quote-part est égale au plafond.

11. On a ensuite appliqué le plafonnement des quotes-parts à chaque barème initial. Le taux de contribution du pays qui dépassait le plafond a été ramené à 22 % et la différence correspondante a été répartie entre les autres États Membres au prorata de leur taux de contribution. Comme indiqué plus haut, les montants en jeu étaient ceux qui ressortaient du calcul 1, c'est-à-dire qu'on a redistribué des points de pourcentage qui avaient été attribués au pays dont la quote-part est égale au plafond pour des raisons autres que l'application du dégrèvement aux pays à faible revenu par habitant, du taux plancher et de l'ajustement en faveur des pays les moins avancés.

**Résumé de la neuvième étape**

On a ensuite appliqué le plafonnement des quotes-parts à 22 %. La somme des réductions a été répartie entre les autres États Membres (sauf ceux dont la quote-part avait été fixée soit au taux minimum, soit au plafond applicable aux pays les moins avancés) au prorata de leur contribution, en utilisant les résultats du calcul 1 de la sixième étape.

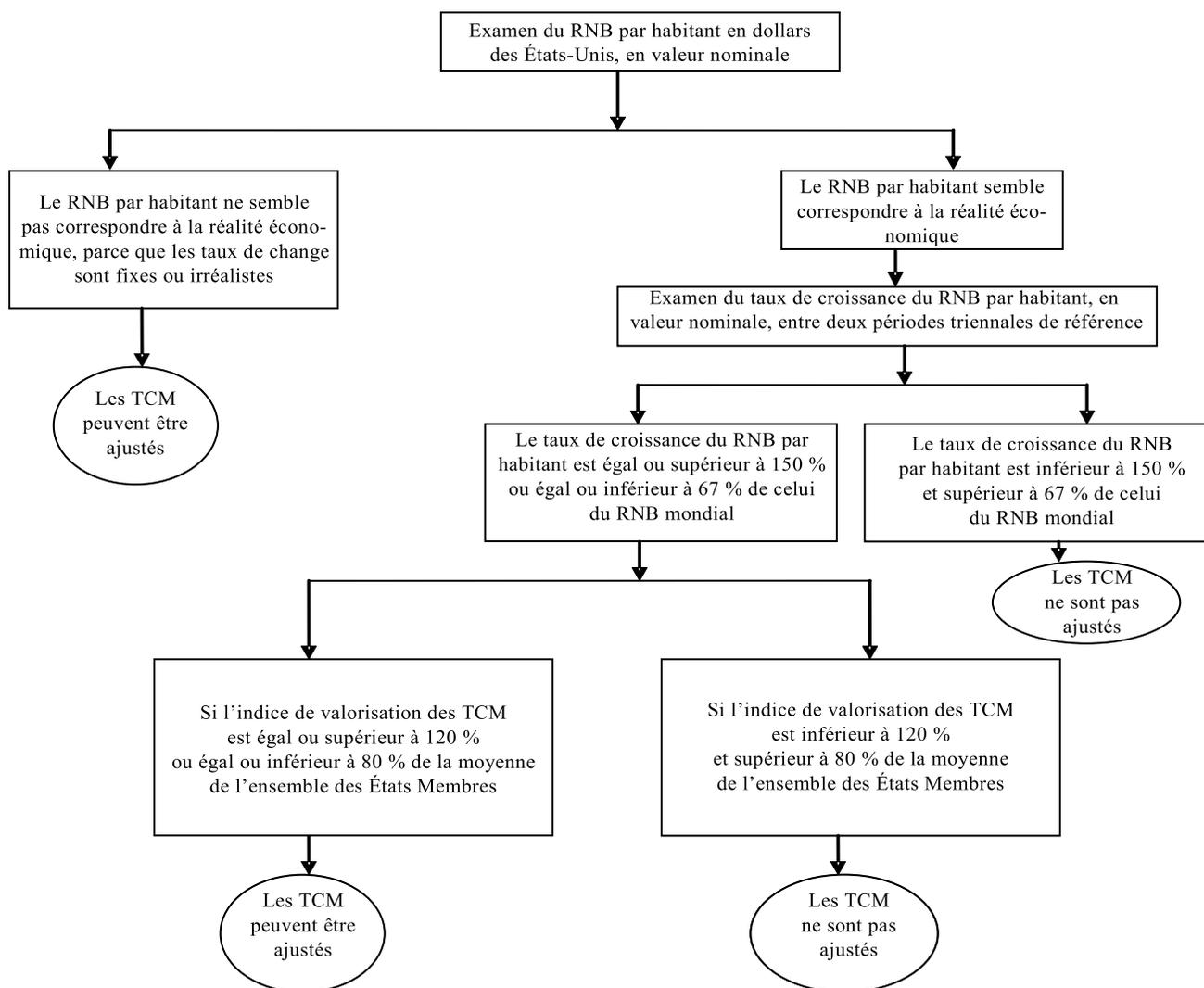
12. Une moyenne arithmétique des données figurant dans les barèmes auxquels on a abouti pour les périodes de référence (trois et six ans) a ensuite été calculée pour chaque État Membre.

**Résumé de la dixième étape**

On a additionné puis divisé par deux les résultats finalement obtenus pour les deux barèmes correspondant aux périodes de référence de trois ans (2011-2013) et six ans (2008-2013).

## Annexe II

**Critères systématiques utilisés pour recenser les États Membres pour lesquels les taux de change du marché pourraient être remplacés par d'autres taux**



*Abréviations* : RNB = revenu national brut; TCM = taux de change du marché.

## Annexe III

### Mise à jour de 2017 du barème des quotes-parts pour la période 2016-2018\*

#### Paramètres

|  |  |
|--|--|
| Période statistique de référence                             | 2013-2015 (période de référence de trois ans) et 2010-2015 (période de référence de six ans)   |
| Mesure du revenu   | Revenu national brut   |
| Taux de change   | Taux de change du marché (sauf pour le Myanmar et la République arabe syrienne, qui se voient appliquer le taux de change opérationnel de l'ONU) |
| Ajustement au titre de l'endettement                         |  |
| Mesure de la dette   | Encours total de la dette extérieure   |
| Dégrèvement accordé aux pays à faible revenu par habitant    |  |
| Coefficient modérateur                                       | Coefficient unique (80 %)  |
| Seuil  | 10 587 dollars (période de référence de trois ans) et 10 379 dollars (période de référence de six ans)   |
| Pays bénéficiaires   | Pays en deçà du seuil  |
| Redistribution   | Pays au-delà du seuil  |
| Taux plancher  | 0,001 %  |
| Taux de contribution maximum pour les pays les moins avancés | 0,01 %   |
| Taux plafond   | 22 %   |

\* Mise à jour du barème 2016-2018 fondée sur les données disponibles en décembre 2016 pour la période 2010-2015.

| <i>État Membre</i>                 | <i>Barème adopté pour 2016-2018</i> | <i>Part dans le RNB mondial</i> | <i>Ajustement au titre de l'endettement</i> | <i>Dégrèvement accordé aux pays à faible revenu par habitant</i> | <i>Taux plancher</i> | <i>Taux maximum pour les pays les moins avancés</i> | <i>Taux plafond</i> | <i>Différence (en pourcentage) par rapport au barème 2016-2018</i> |
|------------------------------------|-------------------------------------|---------------------------------|---|--|----------------------|---|---------------------|--|
|                                    | (1)                                 | (2)                             | (3)   | (4)  | (5)                  | (6)   | (7)                 | (8)  |
| 1 Afghanistan <sup>a</sup>         | 0,006                               | 0,028                           | 0,028                                       | 0,007  | 0,007                | 0,007   | 0,007               | 16,7   |
| 2 Afrique du Sud                   | 0,364                               | 0,462                           | 0,445                                       | 0,300  | 0,300                | 0,300   | 0,305               | -16,2  |
| 3 Albanie                          | 0,008                               | 0,016                           | 0,015                                       | 0,008  | 0,008                | 0,008   | 0,008               | 0,0  |
| 4 Algérie                          | 0,161                               | 0,254                           | 0,256                                       | 0,148  | 0,148                | 0,148   | 0,151               | -6,2   |
| 5 Allemagne                        | 6,389                               | 4,943                           | 4,996                                       | 5,697  | 5,696                | 5,706   | 6,157               | -3,6   |
| 6 Andorre                          | 0,006                               | 0,004                           | 0,004                                       | 0,005  | 0,005                | 0,005   | 0,005               | -16,7  |
| 7 Angola <sup>a</sup>              | 0,010                               | 0,154                           | 0,152                                       | 0,086  | 0,086                | 0,010   | 0,010               | 0,0  |
| 8 Antigua-et-Barbuda               | 0,002                               | 0,002                           | 0,002                                       | 0,002  | 0,002                | 0,002   | 0,002               | 0,0  |
| 9 Arabie saoudite                  | 1,146                               | 0,944                           | 0,955                                       | 1,088  | 1,088                | 1,090   | 1,177               | 2,7  |
| 10 Argentine                       | 0,892                               | 0,759                           | 0,743                                       | 0,847  | 0,847                | 0,849   | 0,916               | 2,7  |
| 11 Arménie                         | 0,006                               | 0,015                           | 0,014                                       | 0,006  | 0,006                | 0,007   | 0,007               | 16,7   |
| 12 Australie                       | 2,337                               | 1,808                           | 1,828                                       | 2,084  | 2,084                | 2,087   | 2,252               | -3,6   |
| 13 Autriche                        | 0,720                               | 0,549                           | 0,555                                       | 0,633  | 0,632                | 0,634   | 0,684               | -5,0   |
| 14 Azerbaïdjan                     | 0,060                               | 0,084                           | 0,083                                       | 0,058  | 0,058                | 0,058   | 0,059               | -1,7   |
| 15 Bahamas                         | 0,014                               | 0,011                           | 0,011                                       | 0,012  | 0,012                | 0,012   | 0,013               | -7,1   |
| 16 Bahreïn                         | 0,044                               | 0,039                           | 0,040                                       | 0,045  | 0,045                | 0,046   | 0,049               | 11,4   |
| 17 Bangladesh <sup>a</sup>         | 0,010                               | 0,243                           | 0,240                                       | 0,069  | 0,069                | 0,010   | 0,010               | 0,0  |
| 18 Barbade                         | 0,007                               | 0,006                           | 0,006                                       | 0,006  | 0,006                | 0,006   | 0,007               | 0,0  |
| 19 Bélarus                         | 0,056                               | 0,084                           | 0,079                                       | 0,053  | 0,053                | 0,053   | 0,054               | -3,6   |
| 20 Belgique                        | 0,885                               | 0,674                           | 0,682                                       | 0,777  | 0,777                | 0,778   | 0,840               | -5,1   |
| 21 Belize                          | 0,001                               | 0,002                           | 0,002                                       | 0,001  | 0,001                | 0,001   | 0,001               | 0,0  |
| 22 Bénin <sup>a</sup>              | 0,003                               | 0,011                           | 0,011                                       | 0,003  | 0,003                | 0,003   | 0,003               | 0,0  |
| 23 Bhoutan <sup>a</sup>            | 0,001                               | 0,002                           | 0,002                                       | 0,001  | 0,001                | 0,001   | 0,001               | 0,0  |
| 24 Bolivie (État plurinational de) | 0,012                               | 0,038                           | 0,037                                       | 0,015  | 0,015                | 0,015   | 0,015               | 25,0   |
| 25 Bosnie-Herzégovine              | 0,013                               | 0,024                           | 0,021                                       | 0,011  | 0,011                | 0,011   | 0,011               | -15,4  |
| 26 Botswana                        | 0,014                               | 0,019                           | 0,019                                       | 0,014  | 0,013                | 0,014   | 0,014               | 0,0  |
| 27 Brésil                          | 3,823                               | 2,956                           | 2,905                                       | 3,080  | 3,079                | 3,085   | 3,234               | -15,4  |
| 28 Brunéi Darussalam               | 0,029                               | 0,021                           | 0,022                                       | 0,025  | 0,025                | 0,025   | 0,027               | -6,9   |
| 29 Bulgarie                        | 0,045                               | 0,070                           | 0,063                                       | 0,044  | 0,044                | 0,044   | 0,045               | 0,0  |

| <i>État Membre</i>                       | <i>Barème adopté pour 2016-2018</i> | <i>Part dans le RNB mondial</i> | <i>Ajustement au titre de l'endettement</i> | <i>Dégrèvement accordé aux pays à faible revenu par habitant</i> | <i>Taux plancher</i> | <i>Taux maximum pour les pays les moins avancés</i> | <i>Taux plafond</i> | <i>Différence (en pourcentage) par rapport au barème 2016-2018</i> |
|--|-------------------------------------|---------------------------------|---|--|----------------------|---|---------------------|--|
|  | (1)                                 | (2)                             | (3)   | (4)  | (5)                  | (6)   | (7)                 | (8)  |
| 30 Burkina Faso <sup>a</sup>             | 0,004                               | 0,015                           | 0,015                                       | 0,004  | 0,004                | 0,004   | 0,004               | 0,0  |
| 31 Burundi <sup>a</sup>                  | 0,001                               | 0,003                           | 0,003                                       | 0,001  | 0,001                | 0,001   | 0,001               | 0,0  |
| 32 Cabo Verde                            | 0,001                               | 0,002                           | 0,002                                       | 0,001  | 0,001                | 0,001   | 0,001               | 0,0  |
| 33 Cambodge <sup>a</sup>                 | 0,004                               | 0,020                           | 0,019                                       | 0,005  | 0,005                | 0,005   | 0,005               | 25,0   |
| 34 Cameroun                              | 0,010                               | 0,038                           | 0,037                                       | 0,011  | 0,011                | 0,011   | 0,011               | 10,0   |
| 35 Canada                                | 2,921                               | 2,260                           | 2,285                                       | 2,605  | 2,604                | 2,609   | 2,815               | -3,6   |
| 36 Chili                                 | 0,399                               | 0,326                           | 0,330                                       | 0,376  | 0,376                | 0,377   | 0,406               | 1,8  |
| 37 Chine (total)                         | 7,921                               | 13,925                          | 13,841                                      | 10,611   | 10,610               | 10,628  | 10,808              | 36,4   |
| 38 Chypre                                | 0,043                               | 0,030                           | 0,030                                       | 0,035  | 0,035                | 0,035   | 0,037               | -14,0  |
| 39 Colombie                              | 0,322                               | 0,443                           | 0,432                                       | 0,310  | 0,310                | 0,311   | 0,316               | -1,9   |
| 40 Comores <sup>a</sup>                  | 0,001                               | 0,002                           | 0,001                                       | 0,000  | 0,001                | 0,001   | 0,001               | 0,0  |
| 41 Congo                                 | 0,006                               | 0,014                           | 0,013                                       | 0,005  | 0,005                | 0,005   | 0,005               | -16,7  |
| 42 Costa Rica                            | 0,047                               | 0,062                           | 0,060                                       | 0,055  | 0,055                | 0,055   | 0,056               | 19,1   |
| 43 Côte d'Ivoire                         | 0,009                               | 0,039                           | 0,037                                       | 0,011  | 0,011                | 0,011   | 0,011               | 22,2   |
| 44 Croatie                               | 0,099                               | 0,072                           | 0,073                                       | 0,083  | 0,083                | 0,083   | 0,090               | -9,1   |
| 45 Cuba                                  | 0,065                               | 0,103                           | 0,101                                       | 0,072  | 0,072                | 0,072   | 0,073               | 12,3   |
| 46 Danemark                              | 0,584                               | 0,447                           | 0,451                                       | 0,515  | 0,515                | 0,516   | 0,556               | -4,8   |
| 47 Djibouti <sup>a</sup>                 | 0,001                               | 0,002                           | 0,002                                       | 0,001  | 0,001                | 0,001   | 0,001               | 0,0  |
| 48 Dominique                             | 0,001                               | 0,001                           | 0,001                                       | 0,000  | 0,001                | 0,001   | 0,001               | 0,0  |
| 49 Égypte                                | 0,152                               | 0,394                           | 0,391                                       | 0,177  | 0,177                | 0,177   | 0,180               | 18,4   |
| 50 El Salvador                           | 0,014                               | 0,031                           | 0,029                                       | 0,014  | 0,014                | 0,014   | 0,014               | 0,0  |
| 51 Émirats arabes unis                   | 0,604                               | 0,497                           | 0,503                                       | 0,573  | 0,573                | 0,574   | 0,619               | 2,5  |
| 52 Équateur                              | 0,067                               | 0,123                           | 0,120                                       | 0,077  | 0,077                | 0,077   | 0,078               | 16,4   |
| 53 Érythrée <sup>a</sup>                 | 0,001                               | 0,005                           | 0,005                                       | 0,001  | 0,001                | 0,001   | 0,001               | 0,0  |
| 54 Espagne                               | 2,443                               | 1,765                           | 1,784                                       | 2,034  | 2,034                | 2,038   | 2,198               | -10,0  |
| 55 Estonie                               | 0,038                               | 0,030                           | 0,031                                       | 0,035  | 0,035                | 0,035   | 0,038               | 0,0  |
| 56 États-Unis d'Amérique                 | 22,000                              | 22,983                          | 23,232                                      | 26,491   | 26,487               | 26,534  | 22,000              | 0,0  |
| 57 Éthiopie <sup>a</sup>                 | 0,010                               | 0,049                           | 0,047                                       | 0,011  | 0,011                | 0,010   | 0,010               | 0,0  |
| 58 Ex-République yougoslave de Macédoine | 0,007                               | 0,014                           | 0,013                                       | 0,007  | 0,007                | 0,007   | 0,007               | 0,0  |

| <i>État Membre</i>                 | <i>Barème adopté pour 2016-2018</i> | <i>Part dans le RNB mondial</i> | <i>Ajustement au titre de l'endettement</i> | <i>Dégrèvement accordé aux pays à faible revenu par habitant</i> | <i>Taux plancher</i> | <i>Taux maximum pour les pays les moins avancés</i> | <i>Taux plafond</i> | <i>Différence (en pourcentage) par rapport au barème 2016-2018</i> |
|------------------------------------|-------------------------------------|---------------------------------|---|--|----------------------|---|---------------------|--|
|                                    | (1)                                 | (2)                             | (3)   | (4)  | (5)                  | (6)   | (7)                 | (8)  |
| 59 Fédération de Russie            | 3,088                               | 2,407                           | 2,341                                       | 2,669  | 2,669                | 2,673   | 2,884               | -6,6   |
| 60 Fidji                           | 0,003                               | 0,005                           | 0,005                                       | 0,003  | 0,003                | 0,003   | 0,003               | 0,0  |
| 61 Finlande                        | 0,456                               | 0,345                           | 0,349                                       | 0,398  | 0,398                | 0,399   | 0,430               | -5,7   |
| 62 France                          | 4,859                               | 3,643                           | 3,683                                       | 4,199  | 4,199                | 4,206   | 4,538               | -6,6   |
| 63 Gabon                           | 0,017                               | 0,019                           | 0,019                                       | 0,016  | 0,016                | 0,016   | 0,016               | -5,9   |
| 64 Gambie <sup>a</sup>             | 0,001                               | 0,001                           | 0,001                                       | 0,000  | 0,001                | 0,001   | 0,001               | 0,0  |
| 65 Géorgie                         | 0,008                               | 0,020                           | 0,018                                       | 0,008  | 0,008                | 0,008   | 0,008               | 0,0  |
| 66 Ghana                           | 0,016                               | 0,051                           | 0,049                                       | 0,015  | 0,015                | 0,015   | 0,015               | -6,3   |
| 67 Grèce                           | 0,471                               | 0,313                           | 0,316                                       | 0,361  | 0,361                | 0,361   | 0,390               | -17,2  |
| 68 Grenade                         | 0,001                               | 0,001                           | 0,001                                       | 0,001  | 0,001                | 0,001   | 0,001               | 0,0  |
| 69 Guatemala                       | 0,028                               | 0,072                           | 0,070                                       | 0,031  | 0,031                | 0,032   | 0,032               | 14,3   |
| 70 Guinée <sup>a</sup>             | 0,002                               | 0,010                           | 0,010                                       | 0,003  | 0,003                | 0,003   | 0,003               | 50,0   |
| 71 Guinée-Bissau <sup>a</sup>      | 0,001                               | 0,001                           | 0,001                                       | 0,000  | 0,001                | 0,001   | 0,001               | 0,0  |
| 72 Guinée équatoriale <sup>a</sup> | 0,010                               | 0,014                           | 0,014                                       | 0,016  | 0,016                | 0,010   | 0,010               | 0,0  |
| 73 Guyana                          | 0,002                               | 0,004                           | 0,004                                       | 0,002  | 0,002                | 0,002   | 0,002               | 0,0  |
| 74 Haïti <sup>a</sup>              | 0,003                               | 0,011                           | 0,011                                       | 0,003  | 0,003                | 0,003   | 0,003               | 0,0  |
| 75 Honduras                        | 0,008                               | 0,023                           | 0,023                                       | 0,008  | 0,008                | 0,008   | 0,008               | 0,0  |
| 76 Hongrie                         | 0,161                               | 0,168                           | 0,170                                       | 0,194  | 0,194                | 0,194   | 0,210               | 30,4   |
| 77 Îles Marshall                   | 0,001                               | 0,000                           | 0,000                                       | 0,000  | 0,001                | 0,001   | 0,001               | 0,0  |
| 78 Îles Salomon <sup>a</sup>       | 0,001                               | 0,001                           | 0,001                                       | 0,000  | 0,001                | 0,001   | 0,001               | 0,0  |
| 79 Inde                            | 0,737                               | 2,514                           | 2,470                                       | 0,764  | 0,764                | 0,766   | 0,778               | 5,6  |
| 80 Indonésie                       | 0,504                               | 1,131                           | 1,097                                       | 0,491  | 0,491                | 0,492   | 0,500               | -0,8   |
| 81 Iran (République islamique d')  | 0,471                               | 0,606                           | 0,611                                       | 0,398  | 0,398                | 0,399   | 0,405               | -14,0  |
| 82 Iraq                            | 0,129                               | 0,238                           | 0,228                                       | 0,132  | 0,131                | 0,132   | 0,134               | 3,9  |
| 83 Irlande                         | 0,335                               | 0,275                           | 0,278                                       | 0,317  | 0,317                | 0,318   | 0,343               | 2,4  |
| 84 Islande                         | 0,023                               | 0,020                           | 0,020                                       | 0,023  | 0,023                | 0,023   | 0,025               | 8,7  |
| 85 Israël                          | 0,430                               | 0,376                           | 0,380                                       | 0,433  | 0,433                | 0,434   | 0,468               | 8,8  |
| 86 Italie                          | 3,748                               | 2,730                           | 2,760                                       | 3,147  | 3,146                | 3,152   | 3,400               | -9,3   |
| 87 Jamaïque                        | 0,009                               | 0,018                           | 0,016                                       | 0,009  | 0,009                | 0,009   | 0,009               | 0,0  |

| État Membre                       | Barème adopté pour 2016-2018 | Part dans le RNB mondial | Ajustement au titre de l'endettement | Dégrèvement accordé aux pays à faible revenu par habitant | Taux plancher | Taux maximum pour les pays les moins avancés | Taux plafond | Différence (en pourcentage) par rapport au barème 2016-2018 |
|-----------------------------------|------------------------------|--------------------------|--------------------------------------|---|---------------|--|--------------|---|
|                                   | (1)                          | (2)                      | (3)                                  | (4)   | (5)           | (6)  | (7)          | (8)   |
| 88 Japon                          | 9,680                        | 7,003                    | 7,079                                | 8,070   | 8,069         | 8,083  | 8,718        | -9,9  |
| 89 Jordanie                       | 0,020                        | 0,044                    | 0,041                                | 0,022   | 0,022         | 0,022  | 0,022        | 10,0  |
| 90 Kazakhstan                     | 0,191                        | 0,245                    | 0,223                                | 0,210   | 0,210         | 0,210  | 0,214        | 12,0  |
| 91 Kenya                          | 0,018                        | 0,074                    | 0,072                                | 0,021   | 0,021         | 0,021  | 0,022        | 22,2  |
| 92 Kirghizistan                   | 0,002                        | 0,009                    | 0,008                                | 0,002   | 0,002         | 0,002  | 0,002        | 0,0   |
| 93 Kiribati <sup>a</sup>          | 0,001                        | 0,000                    | 0,000                                | 0,000   | 0,001         | 0,001  | 0,001        | 0,0   |
| 94 Koweït                         | 0,285                        | 0,216                    | 0,218                                | 0,249   | 0,249         | 0,249  | 0,269        | -5,6  |
| 95 Lesotho <sup>a</sup>           | 0,001                        | 0,004                    | 0,003                                | 0,001   | 0,001         | 0,001  | 0,001        | 0,0   |
| 96 Lettonie                       | 0,050                        | 0,038                    | 0,039                                | 0,044   | 0,044         | 0,044  | 0,048        | -4,0  |
| 97 Liban                          | 0,046                        | 0,060                    | 0,056                                | 0,045   | 0,045         | 0,045  | 0,045        | -2,2  |
| 98 Libéria <sup>a</sup>           | 0,001                        | 0,002                    | 0,002                                | 0,000   | 0,001         | 0,001  | 0,001        | 0,0   |
| 99 Libye                          | 0,125                        | 0,078                    | 0,079                                | 0,072   | 0,072         | 0,072  | 0,073        | -41,6   |
| 100 Liechtenstein                 | 0,007                        | 0,007                    | 0,007                                | 0,008   | 0,008         | 0,008  | 0,008        | 14,3  |
| 101 Lituanie                      | 0,072                        | 0,057                    | 0,058                                | 0,066   | 0,066         | 0,066  | 0,071        | -1,4  |
| 102 Luxembourg                    | 0,064                        | 0,054                    | 0,055                                | 0,062   | 0,062         | 0,062  | 0,067        | 4,7   |
| 103 Madagascar <sup>a</sup>       | 0,003                        | 0,013                    | 0,013                                | 0,003   | 0,003         | 0,003  | 0,003        | 0,0   |
| 104 Malaisie                      | 0,322                        | 0,400                    | 0,374                                | 0,344   | 0,344         | 0,345  | 0,350        | 8,7   |
| 105 Malawi <sup>a</sup>           | 0,002                        | 0,008                    | 0,007                                | 0,002   | 0,002         | 0,002  | 0,002        | 0,0   |
| 106 Maldives                      | 0,002                        | 0,003                    | 0,003                                | 0,002   | 0,002         | 0,002  | 0,003        | 50,0  |
| 107 Malia                         | 0,003                        | 0,017                    | 0,017                                | 0,004   | 0,004         | 0,004  | 0,004        | 33,3  |
| 108 Malte                         | 0,016                        | 0,013                    | 0,013                                | 0,015   | 0,015         | 0,015  | 0,016        | 0,0   |
| 109 Maroc                         | 0,054                        | 0,135                    | 0,130                                | 0,055   | 0,055         | 0,055  | 0,056        | 3,7   |
| 110 Maurice                       | 0,012                        | 0,016                    | 0,014                                | 0,011   | 0,011         | 0,011  | 0,011        | -8,3  |
| 111 Mauritanie <sup>a</sup>       | 0,002                        | 0,007                    | 0,006                                | 0,002   | 0,002         | 0,002  | 0,002        | 0,0   |
| 112 Mexique                       | 1,435                        | 1,556                    | 1,508                                | 1,344   | 1,343         | 1,346  | 1,368        | -4,7  |
| 113 Micronésie (États fédérés de) | 0,001                        | 0,000                    | 0,000                                | 0,000   | 0,001         | 0,001  | 0,001        | 0,0   |
| 114 Monaco                        | 0,010                        | 0,008                    | 0,009                                | 0,010   | 0,010         | 0,010  | 0,011        | 10,0  |
| 115 Mongolie                      | 0,005                        | 0,014                    | 0,011                                | 0,005   | 0,005         | 0,005  | 0,005        | 0,0   |
| 116 Monténégro                    | 0,004                        | 0,006                    | 0,005                                | 0,004   | 0,004         | 0,004  | 0,004        | 0,0   |

| <i>État Membre</i>                                | <i>Barème adopté pour 2016-2018</i> | <i>Part dans le RNB mondial</i> | <i>Ajustement au titre de l'endettement</i> | <i>Dégrèvement accordé aux pays à faible revenu par habitant</i> | <i>Taux plancher</i> | <i>Taux maximum pour les pays les moins avancés</i> | <i>Taux plafond</i> | <i>Différence (en pourcentage) par rapport au barème 2016-2018</i> |
|---|-------------------------------------|---------------------------------|---|--|----------------------|---|---------------------|--|
|   | (1)                                 | (2)                             | (3)   | (4)  | (5)                  | (6)   | (7)                 | (8)  |
| 117 Mozambique <sup>a</sup>                       | 0,004                               | 0,020                           | 0,019                                       | 0,005  | 0,005                | 0,005   | 0,005               | 25,0   |
| 118 Myanmar <sup>a</sup>                          | 0,010                               | 0,079                           | 0,079                                       | 0,022  | 0,022                | 0,010   | 0,010               | 0,0  |
| 119 Namibie                                       | 0,010                               | 0,016                           | 0,016                                       | 0,010  | 0,010                | 0,010   | 0,010               | 0,0  |
| 120 Nauru   | 0,001                               | 0,000                           | 0,000                                       | 0,000  | 0,001                | 0,001   | 0,001               | 0,0  |
| 121 Népal <sup>a</sup>                            | 0,006                               | 0,027                           | 0,027                                       | 0,007  | 0,007                | 0,007   | 0,007               | 16,7   |
| 122 Nicaragua                                     | 0,004                               | 0,015                           | 0,013                                       | 0,004  | 0,004                | 0,004   | 0,004               | 0,0  |
| 123 Niger <sup>a</sup>                            | 0,002                               | 0,010                           | 0,009                                       | 0,002  | 0,002                | 0,002   | 0,002               | 0,0  |
| 124 Nigéria                                       | 0,209                               | 0,629                           | 0,632                                       | 0,257  | 0,257                | 0,257   | 0,262               | 25,4   |
| 125 Norvège                                       | 0,849                               | 0,642                           | 0,649                                       | 0,740  | 0,740                | 0,741   | 0,799               | -5,9   |
| 126 Nouvelle-Zélande                              | 0,268                               | 0,229                           | 0,232                                       | 0,264  | 0,264                | 0,265   | 0,286               | 6,7  |
| 127 Oman  | 0,113                               | 0,094                           | 0,095                                       | 0,108  | 0,108                | 0,109   | 0,117               | 3,5  |
| 128 Ouganda <sup>a</sup>                          | 0,009                               | 0,033                           | 0,033                                       | 0,008  | 0,008                | 0,008   | 0,008               | -11,1  |
| 129 Ouzbékistan                                   | 0,023                               | 0,081                           | 0,080                                       | 0,029  | 0,029                | 0,029   | 0,029               | 26,1   |
| 130 Pakistan                                      | 0,093                               | 0,345                           | 0,339                                       | 0,104  | 0,104                | 0,104   | 0,106               | 14,0   |
| 131 Palaos  | 0,001                               | 0,000                           | 0,000                                       | 0,000  | 0,001                | 0,001   | 0,001               | 0,0  |
| 132 Panama  | 0,034                               | 0,056                           | 0,045                                       | 0,039  | 0,039                | 0,039   | 0,039               | 14,7   |
| 133 Papouasie-Nouvelle-Guinée                     | 0,004                               | 0,026                           | 0,023                                       | 0,009  | 0,009                | 0,009   | 0,009               | 125,0  |
| 134 Paraguay                                      | 0,014                               | 0,035                           | 0,032                                       | 0,016  | 0,016                | 0,016   | 0,016               | 14,3   |
| 135 Pays-Bas                                      | 1,482                               | 1,118                           | 1,130                                       | 1,289  | 1,289                | 1,291   | 1,393               | -6,0   |
| 136 Pérou   | 0,136                               | 0,241                           | 0,234                                       | 0,148  | 0,148                | 0,149   | 0,151               | 11,0   |
| 137 Philippines                                   | 0,165                               | 0,431                           | 0,423                                       | 0,189  | 0,189                | 0,189   | 0,192               | 16,4   |
| 138 Pologne                                       | 0,841                               | 0,655                           | 0,662                                       | 0,755  | 0,755                | 0,756   | 0,816               | -3,0   |
| 139 Portugal                                      | 0,392                               | 0,289                           | 0,292                                       | 0,333  | 0,333                | 0,333   | 0,360               | -8,2   |
| 140 Qatar   | 0,269                               | 0,230                           | 0,232                                       | 0,265  | 0,265                | 0,265   | 0,287               | 6,7  |
| 141 République arabe syrienne                     | 0,024                               | 0,048                           | 0,047                                       | 0,016  | 0,016                | 0,016   | 0,017               | -29,2  |
| 142 République centrafricaine <sup>a</sup>        | 0,001                               | 0,002                           | 0,002                                       | 0,001  | 0,001                | 0,001   | 0,001               | 0,0  |
| 143 République de Corée                           | 2,039                               | 1,756                           | 1,775                                       | 2,024  | 2,023                | 2,027   | 2,188               | 7,3  |
| 144 République démocratique du Congo <sup>a</sup> | 0,008                               | 0,040                           | 0,039                                       | 0,009  | 0,009                | 0,009   | 0,009               | 12,5   |

| <i>État Membre</i>                                      | <i>Barème adopté pour 2016-2018</i> | <i>Part dans le RNB mondial</i> | <i>Ajustement au titre de l'endettement</i> | <i>Dégrèvement accordé aux pays à faible revenu par habitant</i> | <i>Taux plancher</i> | <i>Taux maximum pour les pays les moins avancés</i> | <i>Taux plafond</i> | <i>Différence (en pourcentage) par rapport au barème 2016-2018</i> |
|---|-------------------------------------|---------------------------------|---|--|----------------------|---|---------------------|--|
|   | (1)                                 | (2)                             | (3)   | (4)  | (5)                  | (6)   | (7)                 | (8)  |
| 145 République démocratique populaire lao <sup>a</sup>  | 0,003                               | 0,014                           | 0,012                                       | 0,004  | 0,004                | 0,004   | 0,004               | 33,3   |
| 146 République de Moldova                               | 0,004                               | 0,011                           | 0,010                                       | 0,003  | 0,003                | 0,003   | 0,003               | -25,0  |
| 147 République dominicaine                              | 0,046                               | 0,079                           | 0,076                                       | 0,047  | 0,047                | 0,047   | 0,048               | 4,3  |
| 148 République populaire démocratique de Corée          | 0,005                               | 0,022                           | 0,022                                       | 0,006  | 0,006                | 0,006   | 0,006               | 20,0   |
| 149 République-Unie de Tanzanie <sup>a</sup>            | 0,010                               | 0,058                           | 0,056                                       | 0,015  | 0,015                | 0,010   | 0,010               | 0,0  |
| 150 Roumanie  | 0,184                               | 0,243                           | 0,227                                       | 0,193  | 0,193                | 0,193   | 0,197               | 7,1  |
| 151 Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord | 4,463                               | 3,663                           | 3,703                                       | 4,222  | 4,222                | 4,229   | 4,564               | 2,3  |
| 152 Rwanda <sup>a</sup>                                 | 0,002                               | 0,010                           | 0,010                                       | 0,002  | 0,002                | 0,002   | 0,002               | 0,0  |
| 153 Sainte-Lucie  | 0,001                               | 0,002                           | 0,002                                       | 0,001  | 0,001                | 0,001   | 0,001               | 0,0  |
| 154 Saint-Kitts-et-Nevis                                | 0,001                               | 0,001                           | 0,001                                       | 0,001  | 0,001                | 0,001   | 0,001               | 0,0  |
| 155 Saint-Marin   | 0,003                               | 0,002                           | 0,002                                       | 0,002  | 0,002                | 0,002   | 0,003               | 0,0  |
| 156 Saint-Vincent-et-les Grenadines                     | 0,001                               | 0,001                           | 0,001                                       | 0,001  | 0,001                | 0,001   | 0,001               | 0,0  |
| 157 Samoa   | 0,001                               | 0,001                           | 0,001                                       | 0,000  | 0,001                | 0,001   | 0,001               | 0,0  |
| 158 Sao Tomé-et-Principe <sup>a</sup>                   | 0,001                               | 0,000                           | 0,000                                       | 0,000  | 0,001                | 0,001   | 0,001               | 0,0  |
| 159 Sénégal <sup>a</sup>                                | 0,005                               | 0,020                           | 0,020                                       | 0,005  | 0,005                | 0,005   | 0,006               | 20,0   |
| 160 Serbie  | 0,032                               | 0,054                           | 0,049                                       | 0,029  | 0,029                | 0,029   | 0,029               | -9,4   |
| 161 Seychelles  | 0,001                               | 0,002                           | 0,002                                       | 0,002  | 0,002                | 0,002   | 0,002               | 100,0  |
| 162 Sierra Leone <sup>a</sup>                           | 0,001                               | 0,006                           | 0,006                                       | 0,001  | 0,001                | 0,001   | 0,001               | 0,0  |
| 163 Singapour   | 0,447                               | 0,372                           | 0,376                                       | 0,429  | 0,429                | 0,430   | 0,464               | 3,8  |
| 164 Slovaquie   | 0,160                               | 0,124                           | 0,125                                       | 0,143  | 0,143                | 0,143   | 0,154               | -3,8   |
| 165 Slovénie  | 0,084                               | 0,062                           | 0,063                                       | 0,071  | 0,071                | 0,072   | 0,077               | -8,3   |
| 166 Somalie <sup>a</sup>                                | 0,001                               | 0,002                           | 0,001                                       | 0,000  | 0,001                | 0,001   | 0,001               | 0,0  |
| 167 Soudan du Sud <sup>a</sup>                          | 0,003                               | 0,016                           | 0,015                                       | 0,004  | 0,004                | 0,004   | 0,004               | 33,3   |
| 168 Soudan <sup>a</sup>                                 | 0,010                               | 0,084                           | 0,082                                       | 0,026  | 0,026                | 0,010   | 0,010               | 0,0  |
| 169 Sri Lanka   | 0,031                               | 0,089                           | 0,084                                       | 0,036  | 0,036                | 0,036   | 0,037               | 19,4   |
| 170 Suède   | 0,956                               | 0,740                           | 0,748                                       | 0,853  | 0,853                | 0,854   | 0,922               | -3,6   |
| 171 Suisse  | 1,140                               | 0,915                           | 0,925                                       | 1,055  | 1,055                | 1,057   | 1,140               | 0,0  |

| <i>État Membre</i>                         | <i>Barème adopté pour 2016-2018</i> | <i>Part dans le RNB mondial</i> | <i>Ajustement au titre de l'endettement</i> | <i>Dégrèvement accordé aux pays à faible revenu par habitant</i> | <i>Taux plancher</i> | <i>Taux maximum pour les pays les moins avancés</i> | <i>Taux plafond</i> | <i>Différence (en pourcentage) par rapport au barème 2016-2018</i> |
|--|-------------------------------------|---------------------------------|---|--|----------------------|---|---------------------|--|
|  | (1)                                 | (2)                             | (3)   | (4)  | (5)                  | (6)   | (7)                 | (8)  |
| 172 Suriname                               | 0,006                               | 0,006                           | 0,007                                       | 0,006  | 0,006                | 0,006   | 0,006               | 0,0  |
| 173 Swaziland                              | 0,002                               | 0,006                           | 0,006                                       | 0,003  | 0,003                | 0,003   | 0,003               | 50,0   |
| 174 Tadjikistan                            | 0,004                               | 0,014                           | 0,013                                       | 0,004  | 0,004                | 0,004   | 0,004               | 0,0  |
| 175 Tchad <sup>a</sup>                     | 0,005                               | 0,015                           | 0,014                                       | 0,004  | 0,004                | 0,004   | 0,004               | -20,0  |
| 176 Tchéquie                               | 0,344                               | 0,253                           | 0,256                                       | 0,292  | 0,292                | 0,292   | 0,315               | -8,4   |
| 177 Thaïlande                              | 0,291                               | 0,500                           | 0,484                                       | 0,294  | 0,294                | 0,295   | 0,300               | 3,1  |
| 178 Timor-Leste <sup>a</sup>               | 0,003                               | 0,004                           | 0,004                                       | 0,001  | 0,001                | 0,001   | 0,001               | -66,7  |
| 179 Togo <sup>a</sup>                      | 0,001                               | 0,005                           | 0,005                                       | 0,001  | 0,001                | 0,001   | 0,001               | 0,0  |
| 180 Tonga                                  | 0,001                               | 0,001                           | 0,001                                       | 0,000  | 0,001                | 0,001   | 0,001               | 0,0  |
| 181 Trinité-et-Tobago                      | 0,034                               | 0,031                           | 0,031                                       | 0,035  | 0,035                | 0,035   | 0,038               | 11,8   |
| 182 Tunisie                                | 0,028                               | 0,057                           | 0,054                                       | 0,025  | 0,025                | 0,026   | 0,026               | -7,1   |
| 183 Turkménistan                           | 0,026                               | 0,046                           | 0,046                                       | 0,032  | 0,032                | 0,033   | 0,033               | 26,9   |
| 184 Turquie                                | 1,018                               | 1,029                           | 0,977                                       | 0,906  | 0,906                | 0,907   | 0,922               | -9,4   |
| 185 Tuvalu <sup>a</sup>                    | 0,001                               | 0,000                           | 0,000                                       | 0,000  | 0,001                | 0,001   | 0,001               | 0,0  |
| 186 Ukraine                                | 0,103                               | 0,190                           | 0,170                                       | 0,070  | 0,070                | 0,070   | 0,072               | -30,1  |
| 187 Uruguay                                | 0,079                               | 0,069                           | 0,069                                       | 0,079  | 0,079                | 0,079   | 0,086               | 8,9  |
| 188 Vanuatu <sup>a</sup>                   | 0,001                               | 0,001                           | 0,001                                       | 0,000  | 0,001                | 0,001   | 0,001               | 0,0  |
| 189 Venezuela (République bolivarienne du) | 0,571                               | 0,706                           | 0,692                                       | 0,789  | 0,789                | 0,790   | 0,854               | 49,6   |
| 190 Viet Nam                               | 0,058                               | 0,217                           | 0,208                                       | 0,069  | 0,069                | 0,069   | 0,070               | 20,7   |
| 191 Yémen <sup>a</sup>                     | 0,010                               | 0,041                           | 0,040                                       | 0,012  | 0,012                | 0,010   | 0,010               | 0,0  |
| 192 Zambie <sup>a</sup>                    | 0,007                               | 0,032                           | 0,031                                       | 0,010  | 0,010                | 0,010   | 0,010               | 42,9   |
| 193 Zimbabwe                               | 0,004                               | 0,016                           | 0,015                                       | 0,004  | 0,004                | 0,004   | 0,004               | 0,0  |
|  | <b>100,000</b>                      | <b>100,000</b>                  | <b>100,000</b>                              | <b>100,000</b>   | <b>100,000</b>       | <b>100,000</b>                                      | <b>100,000</b>      |  |

*Abréviation* : RNB = revenu national brut.

<sup>a</sup> Pays les moins avancés.

## Annexe IV

### Examen des variations de la quote-part entre le barème approuvé en 2015 pour la période 2016-2018 et l'actualisation de 2017\*

| État Membre          | Barème pour 2016-2018 | Mise à jour de 2017 | Variation (pourcentage) | Part dans le RNB (barème 2016-2018) | Part dans le RNB (mise à jour de 2017) | Variation (pourcentage) | Variation annuelle moyenne entre 2010 et 2015 (pourcentage) |                         |  |               |                   | Observations concernant la période 2010-2015 <sup>b</sup> |
|----------------------|-----------------------|---------------------|-------------------------|-------------------------------------|--|-------------------------|---|-------------------------|--|---------------|-------------------|---|
|                      |                       |                     |                         |                                     |  |                         | RNB par habitant (dollars É.-U.)                            | Nominal (dollars É.-U.) | Indice implicite des prix <sup>a</sup> |               |                   |   |
|                      |                       |                     |                         |                                     |  |                         |   |                         | Réel                                   | Dollars É.-U. | Monnaie nationale |   |
| (1)                  | (2)                   | (3)                 | (4)                     | (5)                                 | (6)                                    | (7)                     | (8)   | (9)                     | (10)                                   | (11)          | (12)              |   |
| <b>Monde</b>         |                       |                     |                         |                                     |  |                         | <b>10 483</b>   | <b>3,7</b>              | <b>2,8</b>                             | <b>0,9</b>    | <b>...</b>        |   |
| 1 Afghanistan        | 0,006                 | 0,007               | 16,7                    | 0,026                               | 0,028                                  | 8,6                     | 678   | 8,8                     | 5,4                                    | 3,2           | 6,6               |   |
| 2 Afrique du Sud     | 0,364                 | 0,305               | -16,2                   | 0,511                               | 0,462                                  | -9,6                    | 6 508   | 1,0                     | 2,3                                    | -1,2          | 5,7               | SCN de 2008   |
| 3 Albanie            | 0,008                 | 0,008               | 0,0                     | 0,018                               | 0,016                                  | -6,4                    | 4 300   | -0,7                    | 2,2                                    | -2,9          | 1,8               | SCN de 2008   |
| 4 Algérie            | 0,161                 | 0,151               | -6,2                    | 0,267                               | 0,254                                  | -5,1                    | 4 984   | 3,1                     | 3,4                                    | -0,3          | 5,3               |   |
| 5 Allemagne          | 6,389                 | 6,157               | -3,6                    | 5,222                               | 4,943                                  | -5,3                    | 46 222  | -0,3                    | 2,0                                    | -2,2          | 1,5               | SCN de 2008   |
| 6 Andorre            | 0,006                 | 0,005               | -16,7                   | 0,005                               | 0,004                                  | -10,6                   | 42 403  | -4,3                    | -1,4                                   | -2,9          | 0,8               |   |
| 7 Angola             | 0,010                 | 0,010               | 0,0                     | 0,148                               | 0,154                                  | 4,3                     | 4 907   | 9,0                     | 4,8                                    | 4,0           | 11,4              |   |
| 8 Antigua-et-Barbuda | 0,002                 | 0,002               | 0,0                     | 0,002                               | 0,002                                  | -0,2                    | 13 454  | 1,8                     | 0,5                                    | 1,3           | 1,3               |   |
| 9 Arabie saoudite    | 1,146                 | 1,177               | 2,7                     | 0,937                               | 0,944                                  | 0,8                     | 23 449  | 7,3                     | 4,9                                    | 2,2           | 2,2               | SCN de 2008   |
| 10 Argentine         | 0,892                 | 0,916               | 2,7                     | 0,752                               | 0,759                                  | 1,0                     | 13 425  | 11,0                    | 2,8                                    | 7,9           | 25,7              | SCN de 2008   |
| 11 Arménie           | 0,006                 | 0,007               | 16,7                    | 0,015                               | 0,015                                  | 1,6                     | 3 821   | 2,2                     | 4,0                                    | -1,7          | 2,9               | SCN de 2008   |
| 12 Australie         | 2,337                 | 2,252               | -3,6                    | 1,910                               | 1,808                                  | -5,3                    | 58 352  | 3,4                     | 2,6                                    | 0,8           | 1,5               | SCN de 2008   |
| 13 Autriche          | 0,720                 | 0,684               | -5,0                    | 0,588                               | 0,549                                  | -6,7                    | 48 691  | -0,9                    | 1,2                                    | -2,1          | 1,7               | SCN de 2008   |
| 14 Azerbaïdjan       | 0,060                 | 0,059               | -1,7                    | 0,085                               | 0,084                                  | -0,6                    | 6 665   | 3,1                     | 2,4                                    | 0,7           | 4,8               |   |
| 15 Bahamas           | 0,014                 | 0,013               | -7,1                    | 0,011                               | 0,011                                  | -3,6                    | 21 402  | 2,1                     | 0,5                                    | 1,6           | 1,6               |   |
| 16 Bahreïn           | 0,044                 | 0,049               | 11,4                    | 0,036                               | 0,039                                  | 8,6                     | 22 063  | 5,2                     | 3,8                                    | 1,4           | 1,4               |   |
| 17 Bangladesh        | 0,010                 | 0,010               | 0,0                     | 0,205                               | 0,243                                  | 18,3                    | 1 162   | 11,3                    | 6,3                                    | 4,7           | 6,9               |   |
| 18 Barbade           | 0,007                 | 0,007               | 0,0                     | 0,006                               | 0,006                                  | -5,1                    | 14 875  | -0,8                    | 0,4                                    | -1,2          | -1,2              |   |
| 19 Bélarus           | 0,056                 | 0,054               | -3,6                    | 0,086                               | 0,084                                  | -1,8                    | 6 706   | 1,8                     | 2,2                                    | -0,5          | 33,0              |   |

\* Mise à jour du barème 2016-2018 fondée sur les données disponibles en décembre 2016 pour la période 2010-2015.

| État Membre |                                 | Barème pour 2016-2018 | Mise à jour de 2017 | Variation (pourcentage) | Part dans le RNB (barème 2016-2018) | Part dans le RNB (mise à jour de 2017) | Variation (pourcentage) | Variation annuelle moyenne entre 2010 et 2015 (pourcentage) |      |  |                   |     | Observations concernant la période 2010-2015 <sup>b</sup>                                  |
|-------------|---------------------------------|-----------------------|---------------------|-------------------------|-------------------------------------|--|-------------------------|---|------|--|-------------------|-----|--|
|             |                                 |                       |                     |                         |                                     |  |                         | PIB   |      | Indice implicite des prix <sup>a</sup> |                   |     |  |
|             |                                 |                       |                     |                         |                                     |  |                         | Nominal (dollars É.-U.)                                     | Réel | Dollars É.-U.                          | Monnaie nationale |     |  |
| (1)         | (2)                             | (3)                   | (4)                 | (5)                     | (6)                                 | (7)                                    | (8)                     | (9)   | (10) | (11)                                   | (12)              |     |  |
| 20          | Belgique                        | 0,885                 | 0,840               | -5,1                    | 0,724                               | 0,674                                  | -6,8                    | 45 483  | -1,0 | 1,3                                    | -2,3              | 1,4 | SCN de 2008  |
| 21          | Belize                          | 0,001                 | 0,001               | 0,0                     | 0,002                               | 0,002                                  | -0,4                    | 4 364   | 4,3  | 2,6                                    | 1,6               | 1,6 |  |
| 22          | Bénin                           | 0,003                 | 0,003               | 0,0                     | 0,010                               | 0,011                                  | 10,5                    | 831   | 3,0  | 4,7                                    | -1,6              | 2,1 |  |
| 23          | Bhoutan                         | 0,001                 | 0,001               | 0,0                     | 0,002                               | 0,002                                  | 5,5                     | 2 341   | 8,6  | 6,2                                    | 2,2               | 7,2 |  |
| 24          | Bolivie (État plurinational de) | 0,012                 | 0,015               | 25,0                    | 0,033                               | 0,038                                  | 15,2                    | 2 730   | 11,3 | 5,3                                    | 5,8               | 5,5 | SCN de 1968. Croissance du PIB supérieure à la moyenne mondiale                            |
| 25          | Bosnie-Herzégovine              | 0,013                 | 0,011               | -15,4                   | 0,025                               | 0,024                                  | -6,6                    | 4 648   | -1,3 | 1,2                                    | -2,5              | 1,2 |  |
| 26          | Botswana                        | 0,014                 | 0,014               | 0,0                     | 0,019                               | 0,019                                  | -0,3                    | 6 696   | 5,6  | 5,3                                    | 0,3               | 6,3 |  |
| 27          | Brésil                          | 3,823                 | 3,234               | -15,4                   | 3,196                               | 2,956                                  | -7,5                    | 10 881  | 1,0  | 1,5                                    | -0,5              | 8,3 | SCN de 2008  |
| 28          | Brunéi Darussalam               | 0,029                 | 0,027               | -6,9                    | 0,024                               | 0,021                                  | -10,7                   | 38 978  | 1,4  | 0,3                                    | 1,1               | 0,1 | SCN de 2008  |
| 29          | Bulgarie                        | 0,045                 | 0,045               | 0,0                     | 0,073                               | 0,070                                  | -3,1                    | 7 329   | -0,9 | 1,3                                    | -2,2              | 1,6 | SCN de 2008  |
| 30          | Burkina Faso                    | 0,004                 | 0,004               | 0,0                     | 0,015                               | 0,015                                  | 2,1                     | 651   | 4,8  | 6,0                                    | -1,1              | 2,7 |  |
| 31          | Burundi                         | 0,001                 | 0,001               | 0,0                     | 0,003                               | 0,003                                  | 8,7                     | 240   | 7,5  | 3,1                                    | 4,2               | 8,6 |  |
| 32          | Cabo Verde                      | 0,001                 | 0,001               | 0,0                     | 0,002                               | 0,002                                  | -7,4                    | 3 334   | -1,1 | 1,8                                    | -2,8              | 0,9 |  |
| 33          | Cambodge                        | 0,004                 | 0,005               | 25,0                    | 0,017                               | 0,020                                  | 14,6                    | 979   | 9,6  | 7,0                                    | 2,5               | 2,2 | Croissance du PIB supérieure à la moyenne mondiale   |
| 34          | Cameroun                        | 0,010                 | 0,011               | 10,0                    | 0,036                               | 0,038                                  | 6,3                     | 1 272   | 3,3  | 4,9                                    | -1,5              | 2,3 |  |
| 35          | Canada                          | 2,921                 | 2,815               | -3,6                    | 2,388                               | 2,260                                  | -5,3                    | 48 226  | 2,1  | 2,3                                    | -0,2              | 1,7 | SCN de 2008  |
| 36          | Chili                           | 0,399                 | 0,406               | 1,8                     | 0,326                               | 0,326                                  | -0,1                    | 13 953  | 5,8  | 4,2                                    | 1,5               | 4,2 |  |
| 37          | Chine                           | 7,921                 | 10,808              | 36,4                    | 11,760                              | 13,925                                 | 18,4                    | 7 530   | 13,1 | 7,7                                    | 5,0               | 5,0 | SCN de 2008. Comptes nationaux révisés. Croissance du PIB supérieure à la moyenne mondiale |
| 38          | Chypre                          | 0,043                 | 0,037               | -14,0                   | 0,035                               | 0,030                                  | -14,6                   | 25 866  | -4,6 | -1,3                                   | -3,4              | 0,3 | SCN de 2008  |
| 39          | Colombie                        | 0,322                 | 0,316               | -1,9                    | 0,452                               | 0,443                                  | -1,9                    | 7 038   | 3,8  | 4,5                                    | -0,7              | 3,4 |  |
| 40          | Comores                         | 0,001                 | 0,001               | 0,0                     | 0,001                               | 0,002                                  | 94,5                    | 1 500   | 1,1  | 4,2                                    | -3,0              | 0,8 |  |

| État Membre |                                       | Barème pour 2016-2018 | Mise à jour de 2017 | Variation (pourcentage) | Part dans le RNB (barème 2016-2018) | Part dans le RNB (mise à jour de 2017) | Variation (pourcentage) | Variation annuelle moyenne entre 2010 et 2015 (pourcentage) |      |  |                   |      | Observations concernant la période 2010-2015 <sup>b</sup>   |
|-------------|---------------------------------------|-----------------------|---------------------|-------------------------|-------------------------------------|--|-------------------------|---|------|--|-------------------|------|---|
|             |                                       |                       |                     |                         |                                     |  |                         | PIB   |      | Indice implicite des prix <sup>a</sup> |                   |      |   |
|             |                                       |                       |                     |                         |                                     |  |                         | Nominal (dollars É.-U.)                                     | Réel | Dollars É.-U.                          | Monnaie nationale |      |   |
| (1)         | (2)                                   | (3)                   | (4)                 | (5)                     | (6)                                 | (7)                                    | (8)                     | (9)   | (10) | (11)                                   | (12)              |      |   |
| 41          | Congo                                 | 0,006                 | 0,005               | -16,7                   | 0,016                               | 0,014                                  | -11,7                   | 2 335   | -1,6 | 4,5                                    | -5,8              | -2,2 | SCN de 1968   |
| 42          | Costa Rica                            | 0,047                 | 0,056               | 19,1                    | 0,057                               | 0,062                                  | 8,6                     | 9 891   | 9,6  | 3,8                                    | 5,6               | 4,4  | SCN de 2008   |
| 43          | Côte d'Ivoire                         | 0,009                 | 0,011               | 22,2                    | 0,034                               | 0,039                                  | 14,1                    | 1 338   | 4,8  | 5,8                                    | -1,0              | 2,8  | SCN de 1968   |
| 44          | Croatie                               | 0,099                 | 0,090               | -9,1                    | 0,081                               | 0,072                                  | -11,6                   | 12 682  | -4,1 | -0,7                                   | -3,5              | 0,8  | SCN de 2008   |
| 45          | Cuba                                  | 0,065                 | 0,073               | 12,3                    | 0,097                               | 0,103                                  | 5,6                     | 6 809   | 5,8  | 2,7                                    | 3,0               | 3,0  |   |
| 46          | Danemark                              | 0,584                 | 0,556               | -4,8                    | 0,477                               | 0,447                                  | -6,4                    | 59 784  | -1,1 | 1,3                                    | -2,3              | 1,5  | SCN de 2008   |
| 47          | Djibouti                              | 0,001                 | 0,001               | 0,0                     | 0,002                               | 0,002                                  | 8,9                     | 1 807   | 9,4  | 5,0                                    | 4,1               | 4,1  |   |
| 48          | Dominique                             | 0,001                 | 0,001               | 0,0                     | 0,001                               | 0,001                                  | -3,2                    | 6 823   | 0,4  | 1,1                                    | -0,6              | -0,6 |   |
| 49          | Égypte                                | 0,152                 | 0,180               | 18,4                    | 0,347                               | 0,394                                  | 13,4                    | 3 366   | 9,0  | 2,9                                    | 6,0               | 11,9 |   |
| 50          | El Salvador                           | 0,014                 | 0,014               | 0,0                     | 0,031                               | 0,031                                  | -0,4                    | 3 862   | 3,8  | 1,9                                    | 1,9               | 1,9  | SCN de 1968   |
| 51          | Émirats arabes unis                   | 0,604                 | 0,619               | 2,5                     | 0,493                               | 0,497                                  | 0,7                     | 41 691  | 6,5  | 4,2                                    | 2,2               | 2,2  | SCN de 2008   |
| 52          | Équateur                              | 0,067                 | 0,078               | 16,4                    | 0,112                               | 0,123                                  | 9,3                     | 5 883   | 8,2  | 4,3                                    | 3,7               | 3,7  | SCN de 2008   |
| 53          | Érythrée                              | 0,001                 | 0,001               | 0,0                     | 0,004                               | 0,005                                  | 29,7                    | 735   | 17,1 | 5,1                                    | 11,4              | 10,9 | SCN de 1968   |
| 54          | Espagne                               | 2,443                 | 2,198               | -10,0                   | 1,997                               | 1,765                                  | -11,6                   | 28 671  | -3,7 | -0,2                                   | -3,5              | 0,1  | SCN de 2008   |
| 55          | Estonie                               | 0,038                 | 0,038               | 0,0                     | 0,031                               | 0,030                                  | -1,0                    | 17 404  | 2,2  | 3,3                                    | -1,0              | 2,8  | SCN de 2008   |
| 56          | États-Unis d'Amérique                 | 22,000                | 22,000              | 0,0                     | 22,572                              | 22,983                                 | 1,8                     | 54 536  | 3,8  | 2,2                                    | 1,6               | 1,6  | SCN de 2008   |
| 57          | Éthiopie                              | 0,010                 | 0,010               | 0,0                     | 0,057                               | 0,049                                  | -13,8                   | 389   | 13,6 | 10,5                                   | 2,8               | 12,8 |   |
| 58          | Ex-République yougoslave de Macédoine | 0,007                 | 0,007               | 0,0                     | 0,014                               | 0,014                                  | -2,6                    | 4 969   | 1,1  | 2,6                                    | -1,4              | 2,4  | SCN de 2008   |
| 59          | Fédération de Russie                  | 3,088                 | 2,884               | -6,6                    | 2,524                               | 2,407                                  | -4,6                    | 12 650  | 1,4  | 1,7                                    | -0,3              | 11,1 | Le pays est classé désormais parmi les pays à revenu intermédiaire (tranche supérieure) et bénéficie d'un ajustement au titre de l'endettement. |
| 60          | Fidji                                 | 0,003                 | 0,003               | 0,0                     | 0,005                               | 0,005                                  | 6,4                     | 4 550   | 7,3  | 3,5                                    | 3,7               | 4,9  | SCN de 2008   |

| État Membre | Barème pour 2016-2018 | Mise à jour de 2017 | Variation (pourcentage) | Part dans le RNB (barème 2016-2018) | Part dans le RNB (mise à jour de 2017) | Variation (pourcentage) | Variation annuelle moyenne entre 2010 et 2015 (pourcentage) |        |  |                   |                                  | Observations concernant la période 2010-2015 <sup>b</sup> |  |
|-------------|-----------------------|---------------------|-------------------------|-------------------------------------|--|-------------------------|---|--------|--|-------------------|----------------------------------|---|--|
|             |                       |                     |                         |                                     |  |                         | PIB   |        | Indice implicite des prix <sup>a</sup> |                   |                                  |   |  |
|             |                       |                     |                         |                                     |  |                         | Nominal (dollars É.-U.)                                     | Réel   | Dollars É.-U.                          | Monnaie nationale | RNB par habitant (dollars É.-U.) |   |  |
| (1)         | (2)                   | (3)                 | (4)                     | (5)                                 | (6)                                    | (7)                     | (8)   | (9)    | (10)                                   | (11)              | (12)                             |   |  |
| 61          | Finlande              | 0,456               | 0,430                   | -5,7                                | 0,373                                  | 0,345                   | -7,4  | 47 690 | -1,3                                   | 0,5               | -1,8                             | 2,0   | SCN de 2008  |
| 62          | France                | 4,859               | 4,538                   | -6,6                                | 3,972                                  | 3,643                   | -8,3  | 41 529 | -1,8                                   | 1,1               | -2,9                             | 0,9   | SCN de 2008  |
| 63          | Gabon                 | 0,017               | 0,016                   | -5,9                                | 0,020                                  | 0,019                   | -2,7  | 8 744  | 2,7                                    | 5,6               | -2,7                             | 1,0   |  |
| 64          | Gambie                | 0,001               | 0,001                   | 0,0                                 | 0,001                                  | 0,001                   | -6,1  | 468    | 0,8                                    | 3,0               | -2,2                             | 5,7   |  |
| 65          | Géorgie               | 0,008               | 0,008                   | 0,0                                 | 0,020                                  | 0,020                   | -1,3  | 3 645  | 4,4                                    | 5,1               | -0,6                             | 4,6   |  |
| 66          | Ghana                 | 0,016               | 0,015                   | -6,3                                | 0,053                                  | 0,051                   | -3,8  | 1 464  | 6,1                                    | 7,7               | -1,4                             | 16,1  |  |
| 67          | Grèce                 | 0,471               | 0,390                   | -17,2                               | 0,385                                  | 0,313                   | -18,6   | 21 345 | -8,4                                   | -4,2              | -4,4                             | -0,7  | SCN de 2008  |
| 68          | Grenade               | 0,001               | 0,001                   | 0,0                                 | 0,001                                  | 0,001                   | 2,6   | 7 913  | 3,5                                    | 1,6               | 1,8                              | 1,8   |  |
| 69          | Guatemala             | 0,028               | 0,032                   | 14,3                                | 0,065                                  | 0,072                   | 10,5  | 3 438  | 9,1                                    | 3,7               | 5,3                              | 4,2   |  |
| 70          | Guinée                | 0,002               | 0,003                   | 50,0                                | 0,008                                  | 0,010                   | 29,2  | 647    | 4,8                                    | 3,6               | 1,1                              | 8,8   | Quote-part proche du taux plancher   |
| 71          | Guinée-Bissau         | 0,001               | 0,001                   | 0,0                                 | 0,001                                  | 0,001                   | -2,5  | 568    | 2,8                                    | 3,2               | -0,3                             | 3,5   |  |
| 72          | Guinée équatoriale    | 0,010               | 0,010                   | 0,0                                 | 0,017                                  | 0,014                   | -17,7   | 12 922 | -1,4                                   | -1,2              | -0,2                             | 3,7   |  |
| 73          | Guyana                | 0,002               | 0,002                   | 0,0                                 | 0,004                                  | 0,004                   | 6,7   | 3 887  | 8,4                                    | 4,4               | 3,8                              | 4,0   |  |
| 74          | Haïti                 | 0,003               | 0,003                   | 0,0                                 | 0,011                                  | 0,011                   | 2,6   | 803    | 5,0                                    | 2,2               | 2,8                              | 6,4   | SCN de 1968  |
| 75          | Honduras              | 0,008               | 0,008                   | 0,0                                 | 0,023                                  | 0,023                   | 2,3   | 2 244  | 5,7                                    | 3,5               | 2,1                              | 4,6   |  |
| 76          | Hongrie               | 0,161               | 0,210                   | 30,4                                | 0,181                                  | 0,168                   | -6,9  | 12 792 | -1,1                                   | 1,7               | -2,7                             | 2,7   | SCN de 2008. Le pays est désormais classé par la Banque mondiale parmi les pays à revenu élevé de l'OCDE. Il a franchi le seuil pour la période de référence de 3 ans (actuellement au-dessus du seuil pour les périodes de référence de 3 et de 6 ans). |
| 77          | Îles Marshall         | 0,001               | 0,001                   | 0,0                                 | 0,000                                  | 0,000                   | -4,1  | 4 374  | 2,7                                    | 1,9               | 0,8                              | 0,8   |  |
| 78          | Îles Salomon          | 0,001               | 0,001                   | 0,0                                 | 0,001                                  | 0,001                   | 21,2  | 1 710  | 9,1                                    | 4,6               | 4,3                              | 4,0   |  |
| 79          | Inde                  | 0,737               | 0,778                   | 5,6                                 | 2,411                                  | 2,514                   | 4,3   | 1 477  | 8,7                                    | 7,4               | 1,3                              | 6,1   | SCN de 2008  |

| État Membre |                                | Variation annuelle moyenne entre 2010 et 2015 (pourcentage) |                     |                         |                                     |  |                         |                                  |                         |       |  |      | Observations concernant la période 2010-2015 <sup>b</sup>   |                   |
|-------------|--------------------------------|---|---------------------|-------------------------|-------------------------------------|--|-------------------------|----------------------------------|-------------------------|-------|--|------|---|-------------------|
|             |                                | Barème pour 2016-2018                                       | Mise à jour de 2017 | Variation (pourcentage) | Part dans le RNB (barème 2016-2018) | Part dans le RNB (mise à jour de 2017) | Variation (pourcentage) | RNB par habitant (dollars É.-U.) | PIB                     |       | Indice implicite des prix <sup>a</sup> |      |   | Monnaie nationale |
|             |                                |   |                     |                         |                                     |  |                         |                                  | Nominal (dollars É.-U.) | Réel  | Dollars É.-U.                          |      |   |                   |
| (1)         | (2)                            | (3)   | (4)                 | (5)                     | (6)                                 | (7)                                    | (8)                     | (9)                              | (10)                    | (11)  | (12)                                   |      |   |                   |
| 80          | Indonésie                      | 0,504   | 0,500               | -0,8                    | 1,134                               | 1,131                                  | -0,3                    | 3 381                            | 7,0                     | 5,6   | 1,3                                    | 5,7  | SCN de 2008   |                   |
| 81          | Iran (République islamique d') | 0,471   | 0,405               | -14,0                   | 0,668                               | 0,606                                  | -9,3                    | 5 894                            | 0,0                     | 1,1   | -1,1                                   | 18,4 |   |                   |
| 82          | Iraq                           | 0,129   | 0,134               | 3,9                     | 0,230                               | 0,238                                  | 3,1                     | 5 204                            | 9,6                     | 8,1   | 1,4                                    | 1,3  | SCN de 1968   |                   |
| 83          | Irlande                        | 0,335   | 0,343               | 2,4                     | 0,273                               | 0,275                                  | 0,6                     | 44 425                           | 3,1                     | 5,7   | -2,5                                   | 1,3  | SCN de 2008   |                   |
| 84          | Islande                        | 0,023   | 0,025               | 8,7                     | 0,018                               | 0,020                                  | 10,0                    | 46 885                           | 4,5                     | 1,7   | 2,8                                    | 3,9  | SCN de 2008   |                   |
| 85          | Israël                         | 0,430   | 0,468               | 8,8                     | 0,351                               | 0,376                                  | 7,0                     | 36 113                           | 6,3                     | 3,9   | 2,4                                    | 2,2  | SCN de 2008   |                   |
| 86          | Italie                         | 3,748   | 3,400               | -9,3                    | 3,063                               | 2,730                                  | -10,9                   | 34 418                           | -3,0                    | -0,3  | -2,7                                   | 1,0  | SCN de 2008   |                   |
| 87          | Jamaïque                       | 0,009   | 0,009               | 0,0                     | 0,019                               | 0,018                                  | -5,2                    | 4 959                            | 2,7                     | 0,3   | 2,4                                    | 7,4  |   |                   |
| 88          | Japon                          | 9,680   | 8,718               | -9,9                    | 7,912                               | 7,003                                  | -11,5                   | 41 537                           | -2,9                    | 1,5   | -4,4                                   | -0,2 | SCN de 2008   |                   |
| 89          | Jordanie                       | 0,020   | 0,022               | 10,0                    | 0,041                               | 0,044                                  | 8,8                     | 4 627                            | 7,9                     | 2,6   | 5,1                                    | 5,1  | SCN de 1968   |                   |
| 90          | Kazakhstan                     | 0,191   | 0,214               | 12,0                    | 0,228                               | 0,245                                  | 7,6                     | 10 764                           | 7,9                     | 5,1   | 2,6                                    | 9,8  |   |                   |
| 91          | Kenya                          | 0,018   | 0,022               | 22,2                    | 0,064                               | 0,074                                  | 16,2                    | 1 264                            | 9,4                     | 6,0   | 3,2                                    | 7,4  | SCN de 2008   |                   |
| 92          | Kirghizistan                   | 0,002   | 0,002               | 0,0                     | 0,008                               | 0,009                                  | 4,2                     | 1 128                            | 5,8                     | 3,8   | 1,9                                    | 9,0  |   |                   |
| 93          | Kiribati                       | 0,001   | 0,001               | 0,0                     | 0,000                               | 0,000                                  | 19,4                    | 2 842                            | 3,7                     | 2,6   | 1,0                                    | 1,7  |   |                   |
| 94          | Koweït                         | 0,285   | 0,269               | -5,6                    | 0,233                               | 0,216                                  | -7,4                    | 44 966                           | 1,2                     | 2,8   | -1,5                                   | -0,8 | SCN de 1968   |                   |
| 95          | Lesotho                        | 0,001   | 0,001               | 0,0                     | 0,004                               | 0,004                                  | -6,7                    | 1 287                            | 2,7                     | 4,6   | -1,8                                   | 5,1  |   |                   |
| 96          | Lettonie                       | 0,050   | 0,048               | -4,0                    | 0,041                               | 0,038                                  | -6,6                    | 14 338                           | 0,5                     | 2,3   | -1,7                                   | 2,0  | SCN de 2008   |                   |
| 97          | Liban                          | 0,046   | 0,045               | -2,2                    | 0,058                               | 0,060                                  | 4,0                     | 8 516                            | 5,9                     | 3,0   | 2,9                                    | 2,9  |   |                   |
| 98          | Libéria                        | 0,001   | 0,001               | 0,0                     | 0,002                               | 0,002                                  | 7,9                     | 368                              | 12,3                    | 5,6   | 6,4                                    | 6,4  |   |                   |
| 99          | Libye                          | 0,125   | 0,073               | -41,6                   | 0,102                               | 0,078                                  | -24,0                   | 9 330                            | -10,9                   | -18,3 | 9,1                                    | 10,9 | Le pays est passé sous le seuil pour les deux périodes de référence de 3 et 6 ans. Forte baisse du PIB. |                   |
| 100         | Liechtenstein                  | 0,007   | 0,008               | 14,3                    | 0,006                               | 0,007                                  | 12,4                    | 137 976                          | 4,0                     | 2,1   | 1,9                                    | -0,2 | SCN de 2008   |                   |
| 101         | Lituanie                       | 0,072   | 0,071               | -1,4                    | 0,059                               | 0,057                                  | -3,2                    | 14 613                           | 1,7                     | 3,4   | -1,6                                   | 2,1  | SCN de 2008   |                   |
| 102         | Luxembourg                     | 0,064   | 0,067               | 4,7                     | 0,053                               | 0,054                                  | 2,5                     | 74 361                           | 2,0                     | 3,4   | -1,3                                   | 2,5  | SCN de 2008   |                   |

| État Membre                       | Barème pour 2016-2018 | Mise à jour de 2017 | Variation (pourcentage) | Part dans le RNB (barème 2016-2018) | Part dans le RNB (mise à jour de 2017) | Variation (pourcentage) | Variation annuelle moyenne entre 2010 et 2015 (pourcentage) |      |  |                   |      | Observations concernant la période 2010-2015 <sup>b</sup>      |
|-----------------------------------|-----------------------|---------------------|-------------------------|-------------------------------------|--|-------------------------|---|------|--|-------------------|------|--|
|                                   |                       |                     |                         |                                     |  |                         | PIB   |      | Indice implicite des prix <sup>a</sup> |                   |      |  |
|                                   |                       |                     |                         |                                     |  |                         | Nominal (dollars É.-U.)                                     | Réel | Dollars É.-U.                          | Monnaie nationale |      |  |
| (1)                               | (2)                   | (3)                 | (4)                     | (5)                                 | (6)                                    | (7)                     | (8)   | (9)  | (10)                                   | (11)              | (12) |  |
| 103 Madagascar                    | 0,003                 | 0,003               | 0,0                     | 0,013                               | 0,013                                  | -3,2                    | 426   | 2,2  | 2,2                                    | -0,1              | 6,9  | SCN de 1968  |
| 104 Malaisie                      | 0,322                 | 0,350               | 8,7                     | 0,384                               | 0,400                                  | 4,2                     | 10 208  | 6,6  | 5,6                                    | 0,9               | 2,6  | SCN de 2008  |
| 105 Malawi                        | 0,002                 | 0,002               | 0,0                     | 0,009                               | 0,008                                  | -12,2                   | 350   | 0,6  | 4,6                                    | -3,8              | 18,8 |  |
| 106 Maldives                      | 0,002                 | 0,003               | 50,0                    | 0,003                               | 0,003                                  | 17,7                    | 7 338   | 8,1  | 5,3                                    | 2,7               | 5,9  | Quote-part proche du taux plancher                             |
| 107 Mali                          | 0,003                 | 0,004               | 33,3                    | 0,013                               | 0,017                                  | 26,1                    | 763   | 4,3  | 8,7                                    | -4,1              | -0,4 | Croissance du PIB supérieure à la moyenne mondiale             |
| 108 Malte                         | 0,016                 | 0,016               | 0,0                     | 0,013                               | 0,013                                  | 0,9                     | 23 179  | 2,3  | 3,7                                    | -1,4              | 2,4  | SCN de 2008  |
| 109 Maroc                         | 0,054                 | 0,056               | 3,7                     | 0,132                               | 0,135                                  | 2,1                     | 3 036   | 1,3  | 3,9                                    | -2,5              | 0,6  | SCN de 2008  |
| 110 Maurice                       | 0,012                 | 0,011               | -8,3                    | 0,015                               | 0,016                                  | 0,4                     | 9 252   | 4,5  | 3,6                                    | 0,9               | 2,5  |  |
| 111 Mauritanie                    | 0,002                 | 0,002               | 0,0                     | 0,007                               | 0,007                                  | 4,8                     | 1 327   | 5,4  | 4,8                                    | 0,6               | 4,3  |  |
| 112 Mexique                       | 1,435                 | 1,368               | -4,7                    | 1,592                               | 1,556                                  | -2,2                    | 9 451   | 4,2  | 3,2                                    | 0,9               | 3,6  | SCN de 2008  |
| 113 Micronésie (États fédérés de) | 0,001                 | 0,001               | 0,0                     | 0,000                               | 0,000                                  | 1,5                     | 3 359   | 1,7  | 0,1                                    | 1,5               | 1,5  |  |
| 114 Monaco                        | 0,010                 | 0,011               | 10,0                    | 0,008                               | 0,008                                  | 0,2                     | 170 623   | 2,3  | 5,4                                    | -2,9              | 0,8  |  |
| 115 Mongolie                      | 0,005                 | 0,005               | 0,0                     | 0,014                               | 0,014                                  | 5,1                     | 3 737   | 14,1 | 9,5                                    | 4,2               | 9,8  | SCN de 2008  |
| 116 Monténégro                    | 0,004                 | 0,004               | 0,0                     | 0,006                               | 0,006                                  | -4,4                    | 7 046   | -0,6 | 2,1                                    | -2,6              | 1,1  | SCN de 2008  |
| 117 Mozambique                    | 0,004                 | 0,005               | 25,0                    | 0,019                               | 0,020                                  | 6,4                     | 562   | 5,2  | 7,0                                    | -1,7              | 4,6  | Croissance du PIB supérieure à la moyenne mondiale             |
| 118 Myanmar                       | 0,010                 | 0,010               | 0,0                     | 0,073                               | 0,079                                  | 8,0                     | 1 121   | 11,7 | 7,9                                    | 3,5               | 5,4  | SCN de 1968  |
| 119 Namibie                       | 0,010                 | 0,010               | 0,0                     | 0,016                               | 0,016                                  | -1,0                    | 5 161   | 4,4  | 5,6                                    | -1,1              | 5,8  |  |
| 120 Nauru                         | 0,001                 | 0,001               | 0,0                     | 0,000                               | 0,000                                  | 36,8                    | 17 709  | 25,7 | 18,5                                   | 6,1               | 6,8  |  |
| 121 Népal                         | 0,006                 | 0,007               | 16,7                    | 0,026                               | 0,027                                  | 5,5                     | 726   | 7,4  | 4,1                                    | 3,2               | 8,0  |  |
| 122 Nicaragua                     | 0,004                 | 0,004               | 0,0                     | 0,013                               | 0,015                                  | 13,8                    | 1 834   | 7,2  | 4,8                                    | 2,2               | 7,3  |  |
| 123 Niger                         | 0,002                 | 0,002               | 0,0                     | 0,009                               | 0,010                                  | 4,6                     | 388   | 4,8  | 6,4                                    | -1,5              | 2,3  |  |
| 124 Nigéria                       | 0,209                 | 0,262               | 25,4                    | 0,538                               | 0,629                                  | 16,8                    | 2 722   | 10,4 | 5,2                                    | 5,0               | 9,6  | SCN de 2008 Croissance du PIB supérieure à la moyenne mondiale |

| État Membre | Barème pour 2016-2018     | Mise à jour de 2017 | Variation (pourcentage) | Part dans le RNB (barème 2016-2018) | Part dans le RNB (mise à jour de 2017) | Variation (pourcentage) | Variation annuelle moyenne entre 2010 et 2015 (pourcentage) |        |  |                   |      | Observations concernant la période 2010-2015 <sup>b</sup> |  |
|-------------|---------------------------|---------------------|-------------------------|-------------------------------------|--|-------------------------|---|--------|--|-------------------|------|---|--|
|             |                           |                     |                         |                                     |  |                         | PIB   |        | Indice implicite des prix <sup>a</sup> |                   |      |   |  |
|             |                           |                     |                         |                                     |  |                         | Nominal (dollars É.-U.)                                     | Réel   | Dollars É.-U.                          | Monnaie nationale |      |   |  |
| (1)         | (2)                       | (3)                 | (4)                     | (5)                                 | (6)                                    | (7)                     | (8)   | (9)    | (10)                                   | (11)              | (12) |   |  |
| 125         | Norvège                   | 0,849               | 0,799                   | -5,9                                | 0,694                                  | 0,642                   | -7,5  | 94 844 | 0,0                                    | 1,5               | -1.4 | 2.7   | SCN de 2008  |
| 126         | Nouvelle-Zélande          | 0,268               | 0,286                   | 6,7                                 | 0,219                                  | 0,229                   | 4,9   | 38 670 | 6,1                                    | 2,3               | 3,7  | 1,8   | SCN de 2008  |
| 127         | Oman                      | 0,113               | 0,117                   | 3,5                                 | 0,092                                  | 0,094                   | 2,0   | 17 905 | 6,3                                    | 4,2               | 2.0  | 2.0   |  |
| 128         | Ouganda                   | 0,009               | 0,008                   | -11,1                               | 0,035                                  | 0,033                   | -4,7  | 675    | 4,8                                    | 5,4               | -0,5 | 7,6   | SCN de 2008  |
| 129         | Ouzbékistan               | 0,023               | 0,029                   | 26,1                                | 0,068                                  | 0,081                   | 19,2  | 2 108  | 12,6                                   | 8,0               | 4,3  | 14,4  | Croissance du PIB supérieure à la moyenne mondiale |
| 130         | Pakistan                  | 0,093               | 0,106                   | 14,0                                | 0,317                                  | 0,345                   | 9,1   | 1 429  | 8,4                                    | 4,1               | 4.2  | 8.2   | SCN de 2008  |
| 131         | Palaos                    | 0,001               | 0,001                   | 0,0                                 | 0,000                                  | 0,000                   | 4,6   | 10 101 | 4,8                                    | 1,4               | 3.3  | 3.3   |  |
| 132         | Panama                    | 0,034               | 0,039                   | 14,7                                | 0,043                                  | 0,056                   | 29,1  | 11 059 | 11,9                                   | 7,5               | 4.0  | 4.0   |  |
| 133         | Papouasie-Nouvelle-Guinée | 0,004               | 0,009                   | 125,0                               | 0,017                                  | 0,026                   | 57,2  | 2 695  | 10,8                                   | 6,0               | 4.5  | 4.6   | Croissance du PIB supérieure à la moyenne mondiale |
| 134         | Paraguay                  | 0,014               | 0,016                   | 14,3                                | 0,032                                  | 0,035                   | 8,6   | 4 045  | 9,7                                    | 6,2               | 3.3  | 4.1   |  |
| 135         | Pays-Bas                  | 1,482               | 1,393                   | -6,0                                | 1,211                                  | 1,118                   | -7,6  | 50 084 | -2,2                                   | 0,9               | -3,0 | 0,7   | SCN de 2008  |
| 136         | Pérou                     | 0,136               | 0,151                   | 11,0                                | 0,227                                  | 0,241                   | 6,4   | 5 925  | 7,9                                    | 5,4               | 2.4  | 3.3   | SCN de 2008  |
| 137         | Philippines               | 0,165               | 0,192                   | 16,4                                | 0,393                                  | 0,431                   | 9,6   | 3 313  | 9,6                                    | 6,2               | 3.3  | 2.5   | SCN de 2008  |
| 138         | Pologne                   | 0,841               | 0,816                   | -3,0                                | 0,687                                  | 0,655                   | -4,7  | 12 781 | 1,4                                    | 3,1               | -1.7 | 1.4   | SCN de 2008  |
| 139         | Portugal                  | 0,392               | 0,360                   | -8,2                                | 0,320                                  | 0,289                   | -9,9  | 20 837 | -3,3                                   | -0,5              | -2.9 | 0.8   | SCN de 2008  |
| 140         | Qatar                     | 0,269               | 0,287                   | 6,7                                 | 0,220                                  | 0,230                   | 4,6   | 82 475 | 9,3                                    | 7,6               | 1,6  | 1,6   |  |
| 141         | République arabe syrienne | 0,024               | 0,017                   | -29,2                               | 0,064                                  | 0,048                   | -25,8   | 1 853  | -10,2                                  | -9,8              | -0,4 | 32,8  | SCN de 1968. Forte baisse du PIB                   |
| 142         | République centrafricaine | 0,001               | 0,001                   | 0,0                                 | 0,003                                  | 0,002                   | -17,5   | 373    | -3,6                                   | -5,1              | 1,7  | 5,5   |  |
| 143         | République de Corée       | 2,039               | 2,188                   | 7,3                                 | 1,666                                  | 1,756                   | 5,4   | 26 530 | 7,3                                    | 3,5               | 3,6  | 1,6   | SCN de 2008  |
| 144         | République de Moldova     | 0,004               | 0,003                   | -25,0                               | 0,011                                  | 0,011                   | -1,9  | 1 956  | 2,9                                    | 4,4               | -1,4 | 7,7   | Quote-part proche du taux plancher                 |

| État Membre | Variation annuelle moyenne entre 2010 et 2015 (pourcentage) |                     |                         |                                     |  |                         |                                  |                         |  |               |                   |   |  |
|-------------|---|---------------------|-------------------------|-------------------------------------|--|-------------------------|----------------------------------|-------------------------|--|---------------|-------------------|---|--|
|             |   |                     |                         |                                     |  |                         | PIB                              |                         | Indice implicite des prix <sup>a</sup> |               |                   | Observations concernant la période 2010-2015 <sup>b</sup> |  |
|             | Barème pour 2016-2018                                       | Mise à jour de 2017 | Variation (pourcentage) | Part dans le RNB (barème 2016-2018) | Part dans le RNB (mise à jour de 2017) | Variation (pourcentage) | RNB par habitant (dollars É.-U.) | Nominal (dollars É.-U.) | Réel                                   | Dollars É.-U. | Monnaie nationale |   |  |
| (1)         | (2)   | (3)                 | (4)                     | (5)                                 | (6)                                    | (7)                     | (8)                              | (9)                     | (10)                                   | (11)          | (12)              |   |  |
| 145         | République démocratique du Congo                            | 0,008               | 0,009                   | 12,5                                | 0,035                                  | 0,040                   | 14,5                             | 412                     | 12,8                                   | 7,7           | 4,7               | 7,1   |  |
| 146         | République démocratique populaire lao                       | 0,003               | 0,004                   | 33,3                                | 0,011                                  | 0,014                   | 20,8                             | 1 544                   | 14,5                                   | 7,9           | 6,2               | 5,4   | SCN de 2008. Comptes nationaux révisés. Croissance du PIB supérieure à la moyenne mondiale |
| 147         | République dominicaine                                      | 0,046               | 0,048                   | 4,3                                 | 0,077                                  | 0,079                   | 2,3                              | 5 771                   | 5,8                                    | 5,4           | 0,3               | 4,1   | SCN de 2008  |
| 148         | République populaire démocratique de Corée                  | 0,005               | 0,006                   | 20,0                                | 0,021                                  | 0,022                   | 1,3                              | 659                     | 5,2                                    | 0,4           | 4,7               | 0,3   | SCN de 1968  |
| 149         | République-Unie de Tanzanie                                 | 0,010               | 0,010                   | 0,0                                 | 0,051                                  | 0,058                   | 12,9                             | 860                     | 8,1                                    | 6,8           | 1,3               | 8,5   |  |
| 150         | Roumanie  | 0,184               | 0,197                   | 7,1                                 | 0,251                                  | 0,243                   | -3,2                             | 9 260                   | 1,0                                    | 1,8           | -0,8              | 3,8   | SCN de 2008  |
| 151         | Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord         | 4,463               | 4,564                   | 2,3                                 | 3,647                                  | 3,663                   | 0,4                              | 43 119                  | 3,2                                    | 2,0           | 1,2               | 1,5   | SCN de 2008  |
| 152         | Rwanda  | 0,002               | 0,002                   | 0,0                                 | 0,009                                  | 0,010                   | 6,9                              | 660                     | 7,3                                    | 7,1           | 0,2               | 4,2   |  |
| 153         | Sainte-Lucie  | 0,001               | 0,001                   | 0,0                                 | 0,002                                  | 0,002                   | -0,4                             | 6 773                   | 3,5                                    | 0,1           | 3,5               | 3,5   |  |
| 154         | Saint-Kitts-et-Nevis  | 0,001               | 0,001                   | 0,0                                 | 0,001                                  | 0,001                   | 5,8                              | 14 432                  | 3,3                                    | 2,5           | 0,7               | 0,7   |  |
| 155         | Saint-Marin   | 0,003               | 0,003                   | 0,0                                 | 0,002                                  | 0,002                   | -14,9                            | 49 356                  | -6,6                                   | -4,2          | -2,6              | 1,2   |  |
| 156         | Saint-Vincent-et-les Grenadines                             | 0,001               | 0,001                   | 0,0                                 | 0,001                                  | 0,001                   | -0,9                             | 6 530                   | 1,5                                    | 0,3           | 1,1               | 1,1   |  |
| 157         | Samoa   | 0,001               | 0,001                   | 0,0                                 | 0,001                                  | 0,001                   | -1,0                             | 3 990                   | 4,9                                    | 1,8           | 3,1               | 2,0   |  |
| 158         | Sao Tomé-et-Principe  | 0,001               | 0,001                   | 0,0                                 | 0,000                                  | 0,000                   | 18,2                             | 1 696                   | 9,3                                    | 5,0           | 4,0               | 9,5   |  |
| 159         | Sénégal   | 0,005               | 0,006                   | 20,0                                | 0,019                                  | 0,020                   | 5,6                              | 1 064                   | 1,1                                    | 4,1           | -2,9              | 0,8   |  |
| 160         | Serbie  | 0,032               | 0,029                   | -9,4                                | 0,058                                  | 0,054                   | -8,0                             | 5 666                   | -2,3                                   | 0,4           | -2,6              | 5,4   | SCN de 2008  |

| État Membre |               | Barème<br>pour 2016-<br>2018 | Mise à<br>jour de<br>2017 | Variation<br>(pourcentage) | Part dans<br>le RNB<br>(barème<br>2016-2018) | Part dans le<br>RNB (mise à<br>jour de<br>2017) | Variation<br>(pourcentage) | Variation annuelle moyenne entre 2010<br>et 2015 (pourcentage) |      |   |                      |      | Observations concernant la période<br>2010-2015 <sup>b</sup>  |
|-------------|---------------|------------------------------|---------------------------|----------------------------|--|---|----------------------------|--|------|---|----------------------|------|---|
|             |               |                              |                           |                            |  |   |                            | PIB  |      | Indice implicite<br>des prix <sup>a</sup> |                      |      |   |
|             |               |                              |                           |                            |  |   |                            | Nominal<br>(dollars<br>É.-U.)                                  | Réel | Dollars<br>É.-U.                          | Monnaie<br>nationale |      |   |
| (1)         | (2)           | (3)                          | (4)                       | (5)                        | (6)  | (7)   | (8)                        | (9)  | (10) | (11)                                      | (12)                 |      |   |
| 161         | Seychelles    | 0,001                        | 0,002                     | 100,0                      | 0,001  | 0,002   | 2,6                        | 12 121   | 8,2  | 5,5                                       | 2,6                  | 2,2  | <i>Quote-part proche du taux plancher. Le pays est classé désormais par la Banque mondiale parmi les pays à revenu élevé non membres de l'OCDE. Le seuil est franchi pour la période de référence de 3 et de 6 ans.</i> |
| 162         | Sierra Leone  | 0,001                        | 0,001                     | 0,0                        | 0,005  | 0,006   | 21,0                       | 699  | 10,6 | 4,4                                       | 5,9                  | 13,3 |   |
| 163         | Singapour     | 0,447                        | 0,464                     | 3,8                        | 0,365  | 0,372   | 2,0                        | 51 723   | 7,2  | 5,8                                       | 1,4                  | 0,5  | <i>SCN de 2008</i>  |
| 164         | Slovaquie     | 0,160                        | 0,154                     | -3,8                       | 0,130  | 0,124   | -5,0                       | 17 234   | -0,3 | 2,9                                       | -3,1                 | 0,6  | <i>SCN de 2008</i>  |
| 165         | Slovénie      | 0,084                        | 0,077                     | -8,3                       | 0,068  | 0,062   | -9,3                       | 22 628   | -2,6 | 0,6                                       | -3,2                 | 0,5  | <i>SCN de 2008</i>  |
| 166         | Somalie       | 0,001                        | 0,001                     | 0,0                        | 0,002  | 0,002   | -5,9                       | 131  | -4,2 | 2,8                                       | -6,8                 | -3,3 | <i>SCN de 1968</i>  |
| 167         | Soudan        | 0,010                        | 0,010                     | 0,0                        | 0,077  | 0,084   | 9,5                        | 1 641  | 7,9  | 3,0                                       | 4,7                  | 23,0 | <i>SCN de 1968</i>  |
| 168         | Soudan du Sud | 0,003                        | 0,004                     | 33,3                       | 0,011  | 0,016   | 44,4                       | 1 032  | 1,2  | -3,4                                      | 4,7                  | 15,2 | <i>Quote-part proche du taux plancher</i>   |
| 169         | Sri Lanka     | 0,031                        | 0,037                     | 19,4                       | 0,079  | 0,089   | 13,0                       | 3 273  | 9,4  | 6,4                                       | 2,8                  | 5,7  | <i>SCN de 2008</i>  |
| 170         | Suède         | 0,956                        | 0,922                     | -3,6                       | 0,782  | 0,740   | -5,3                       | 57 838   | 2,4  | 2,7                                       | -0,3                 | 1,4  | <i>SCN de 2008</i>  |
| 171         | Suisse        | 1,140                        | 1,140                     | 0,0                        | 0,932  | 0,915   | -1,7                       | 84 768   | 3,7  | 1,7                                       | 1,9                  | -0,1 | <i>SCN de 2008</i>  |
| 172         | Suriname      | 0,006                        | 0,006                     | 0,0                        | 0,006  | 0,006   | 2,0                        | 9 088  | 3,9  | 2,3                                       | 1,5                  | 5,3  |   |
| 173         | Swaziland     | 0,002                        | 0,003                     | 50,0                       | 0,005  | 0,006   | 2,8                        | 3 381  | 2,4  | 2,7                                       | -0,2                 | 6,8  | <i>SCN de 2008. Comptes nationaux révisés. Quote-part proche du taux plancher</i>   |
| 174         | Tadjikistan   | 0,004                        | 0,004                     | 0,0                        | 0,013  | 0,014   | 10,6                       | 1 301  | 7,9  | 5,8                                       | 2,0                  | 9,0  |   |
| 175         | Tchad         | 0,005                        | 0,004                     | -20,0                      | 0,017  | 0,015   | -12,8                      | 830  | 1,1  | 9,4                                       | -7,6                 | -4,0 |   |
| 176         | Tchéquie      | 0,344                        | 0,315                     | -8,4                       | 0,281  | 0,253   | -10,0                      | 18 087   | -1,7 | 1,7                                       | -3,4                 | 0,8  | <i>SCN de 2008</i>  |
| 177         | Thaïlande     | 0,291                        | 0,300                     | 3,1                        | 0,495  | 0,500   | 1,0                        | 5 587  | 5,8  | 3,6                                       | 2,1                  | 2,1  | <i>SCN de 2008</i>  |

| État Membre | Barème pour 2016-2018                  | Mise à jour de 2017 | Variation (pourcentage) | Part dans le RNB (barème 2016-2018) | Part dans le RNB (mise à jour de 2017) | Variation (pourcentage) | Variation annuelle moyenne entre 2010 et 2015 (pourcentage) |        |               |  |                                  |                         | Observations concernant la période 2010-2015 <sup>b</sup>                                  |
|-------------|--|---------------------|-------------------------|-------------------------------------|--|-------------------------|---|--------|---------------|--|----------------------------------|-------------------------|--|
|             |  |                     |                         |                                     |  |                         | PIB   |        |               | Indice implicite des prix <sup>a</sup> |                                  |                         |  |
|             |  |                     |                         |                                     |  |                         | Nominal (dollars É.-U.)                                     | Réel   | Dollars É.-U. | Monnaie nationale                      | RNB par habitant (dollars É.-U.) | Nominal (dollars É.-U.) |  |
| (1)         | (2)                                    | (3)                 | (4)                     | (5)                                 | (6)                                    | (7)                     | (8)   | (9)    | (10)          | (11)                                   | (12)                             |                         |  |
| 178         | Timor-Leste                            | 0,003               | 0,001                   | -66,7                               | 0,006                                  | 0,004                   | -39,8   | 2 344  | -2,8          | -5,1                                   | 2,5                              | 2,5                     | SCN de 2008, Comptes nationaux révisés, Quote-part est proche du taux plancher.            |
| 179         | Togo                                   | 0,001               | 0,001                   | 0,0                                 | 0,005                                  | 0,005                   | 4,6   | 521    | 4,4           | 5,2                                    | -0,8                             | 3,0                     | SCN de 1968  |
| 180         | Tonga                                  | 0,001               | 0,001                   | 0,0                                 | 0,001                                  | 0,001                   | -4,3  | 4 202  | 3,4           | 1,6                                    | 1,7                              | 2,3                     |  |
| 181         | Trinité-et-Tobago                      | 0,034               | 0,038                   | 11,8                                | 0,027                                  | 0,031                   | 11,3  | 17 039 | 5,1           | 0,4                                    | 4,7                              | 4,8                     |  |
| 182         | Tunisie                                | 0,028               | 0,026                   | -7,1                                | 0,061                                  | 0,057                   | -5,6  | 3 906  | -0,9          | 1,7                                    | -2,6                             | 3,7                     |  |
| 183         | Turkménistan                           | 0,026               | 0,033                   | 26,9                                | 0,040                                  | 0,046                   | 14,0  | 6 571  | 10,9          | 10,3                                   | 0,5                              | 3,9                     | Croissance du PIB supérieure à la moyenne mondiale   |
| 184         | Turquie                                | 1,018               | 0,922                   | -9,4                                | 1,077                                  | 1,029                   | -4,4  | 10 137 | 2,6           | 5,2                                    | -2,4                             | 7,2                     |  |
| 185         | Tuvalu                                 | 0,001               | 0,001                   | 0,0                                 | 0,000                                  | 0,000                   | -9,0  | 5 537  | 3,5           | 2,1                                    | 1,4                              | 2,0                     | SCN de 1968  |
| 186         | Ukraine                                | 0,103               | 0,072                   | -30,1                               | 0,239                                  | 0,190                   | -20,7   | 3 169  | -4,8          | -1,3                                   | -3,6                             | 14,5                    | SCN de 2008. Baisse du PIB   |
| 187         | Uruguay                                | 0,079               | 0,086                   | 8,9                                 | 0,065                                  | 0,069                   | 6,3   | 15 180 | 9,1           | 4,2                                    | 4,7                              | 8,1                     |  |
| 188         | Vanuatu                                | 0,001               | 0,001                   | 0,0                                 | 0,001                                  | 0,001                   | -1,7  | 2 986  | 3,2           | 1,3                                    | 1,9                              | 2,2                     |  |
| 189         | Venezuela (République bolivarienne du) | 0,571               | 0,854                   | 49,6                                | 0,485                                  | 0,706                   | 45,4  | 17 521 | 19,5          | -0,2                                   | 19,7                             | 43,1                    | Croissance du PIB supérieure à la moyenne mondiale   |
| 190         | Viet Nam                               | 0,058               | 0,070                   | 20,7                                | 0,191                                  | 0,217                   | 13,6  | 1 785  | 10,5          | 6,0                                    | 4,3                              | 8,5                     |  |
| 191         | Yémen                                  | 0,010               | 0,010                   | 0,0                                 | 0,043                                  | 0,041                   | -3,8  | 1 200  | 0,7           | -8,1                                   | 9,6                              | 10,7                    |  |
| 192         | Zambie                                 | 0,007               | 0,010                   | 42,9                                | 0,025                                  | 0,032                   | 25,9  | 1 557  | 5,6           | 6,1                                    | -0,4                             | 8,9                     | SCN de 2008. Comptes nationaux révisés. Croissance du PIB supérieure à la moyenne mondiale |
| 193         | Zimbabwe                               | 0,004               | 0,004                   | 0,0                                 | 0,015                                  | 0,016                   | 5,7   | 813    | 9,3           | 7,1                                    | 2,0                              | 2,0                     |  |

*Abréviations* : PIB = produit intérieur brut; RNB = revenu national brut; OCDE = Organisation de coopération et de développement économique; SCN = Système de comptabilité nationale.

<sup>a</sup> L'indice implicite des prix est obtenu en divisant le PIB à prix courants par le PIB en prix constants.

<sup>b</sup> L'absence de mention signifie que les données fournies par le pays sont établies selon le SCN de 1993.